

## BANDEAU DE TRAVAIL

Titre du document : **Qui est là ? Qui sera là ?**

Sous-titre : **Appel à manifestation d'intérêt pour un choc de cohérence solidaire**

Livre-projet — document socle de travail

**Porteur de l'initiative** : Dediçi

**Objet du document** : Proposer une expérimentation territoriale destinée à renforcer l'humanité autour des personnes vulnérables, en partant de chaque situation, en favorisant les cercles de personnes de confiance et en mobilisant les ressources déjà existantes du territoire.

# QUI EST LÀ ? QUI SERA LÀ ?

## **Appel à manifestation d'intérêt pour un choc de cohérence solidaire**

**Livre-projet pour une expérimentation territoriale portée par Dediçi**

**Partir de chaque situation de vulnérabilité, renforcer autour d'elle les relations humaines nécessaires, et mobiliser les ressources existantes pour soutenir cette présence dans la durée.**

## **Note d'intention**

Ce document est un livre-projet. Il ne s'agit pas d'un rapport de plus sur la souffrance des aidants, sur les difficultés des personnes vulnérables, sur la complexité des institutions, sur l'engagement des professionnels ou sur les limites des dispositifs existants. Ces réalités ont déjà été décrites, étudiées, commentées, analysées. Elles sont connues. Elles sont vécues. Elles sont souvent portées depuis trop longtemps par celles et ceux qui n'ont plus besoin qu'on leur explique ce qu'ils traversent.

Ce livre-projet part de ce savoir comme d'un acquis. Son objet est ailleurs. Il s'agit maintenant de dire comment nous pouvons nous y prendre. Comment partir de chaque situation réelle plutôt que des dispositifs existants. Comment regarder qui est là, qui manque, qui fatigue, qui pourrait revenir, qui pourrait être appelé. Comment favoriser autour d'une personne vulnérable un environnement humain de confiance, sans l'imposer, sans le posséder, sans l'administrer comme une procédure. Comment permettre aux parents, aux proches, aux citoyens, aux bénévoles, aux associations, aux professionnels et aux institutions d'apporter chacun leur pierre à une même construction. Comment faire en sorte que les grands toits institutionnels, associatifs et professionnels soutiennent les petits toits relationnels sans les absorber.

Ce document est donc un appel à manifestation d'intérêt. Il est aussi un appel à volonté, un appel à cohérence, un appel à expérimenter autrement. Dediçi ne propose pas ici de créer immédiatement un nouveau système. Il ne propose pas de se substituer aux associations, aux institutions, aux services, aux professionnels, aux familles ou aux citoyens. Il propose de catalyser une expérimentation territoriale, avec les forces déjà présentes, pour vérifier s'il est possible de mieux organiser la solidarité autour de chaque situation de vulnérabilité.

La première ressource recherchée n'est pas matérielle. La première ressource recherchée est une volonté commune : vouloir essayer, vouloir regarder autrement, vouloir partir de la personne et de son environnement humain, vouloir soutenir ce qui ne peut pas être fabriqué par une institution mais qui ne peut pas tenir durablement sans appui institutionnel, vouloir construire, avec prudence, une cohérence nouvelle autour des situations.

Ce livre-projet s'adresse donc à toutes les composantes de la solidarité : parents, aidants, proches, personnes concernées lorsque cela est possible et souhaité, citoyens, bénévoles, associations familiales et parentales, associations de bienveillance, professionnels, établissements, services, collectivités, institutions, pouvoirs publics, juristes, chercheurs, formateurs et acteurs capables de soutenir, relayer, protéger ou autoriser l'expérimentation. La question posée à chacun est simple : voulez-vous apporter votre pierre à cet édifice ?

## Ouverture

### Ce document est un appel

Ce livre-projet est un appel à manifestation d'intérêt. Il ne commence pas par une demande de moyens nouveaux. Il ne demande pas d'abord la création d'un dispositif supplémentaire. Il ne cherche pas à raconter une fois encore ce que les familles, les aidants, les personnes vulnérables, les associations, les professionnels et les institutions savent déjà. Il part d'un fait simple : malgré l'existence de nombreuses ressources, de nombreux droits, de nombreux services, de nombreuses compétences et de nombreuses bonnes volontés, trop de situations de vulnérabilité restent fragiles parce que l'environnement humain autour de la personne ne tient pas suffisamment dans le temps.

La question n'est donc pas seulement : quelle solution manque ? La question est aussi, et peut-être d'abord : qui est là ? Qui connaît vraiment la personne ? Qui l'entend ? Qui la comprend ? Qui défend ses droits et ses intérêts ? Qui s'occupe activement et durablement de sa situation ? Qui veille aux transitions ? Qui repère les signes faibles ? Qui appelle les compensations nécessaires ? Qui soutient les proches lorsqu'ils fatiguent ? Qui reste lorsque les habitudes changent, lorsque les services se réorganisent, lorsque les professionnels partent, lorsque les familles ne peuvent plus tout porter ?

Et la question devient aussitôt : qui sera là ? Qui sera là demain, quand un parent sera hospitalisé, quand un aidant s'épuisera, quand une absence temporaire désorganisera tout, quand une crise surgira, quand une transition arrivera, quand les proches essentiels ne pourront plus tenir leur rôle comme avant, ou ne seront plus là durablement ? Ce double questionnement est le point de départ

du projet. Qui est là ? Qui sera là ? Il ne s'agit pas seulement d'une interrogation affective ou familiale. Il s'agit d'une question d'organisation de la solidarité.

Une société solidaire ne peut pas seulement prévoir des dispositifs, des places, des prestations, des droits et des procédures. Elle doit aussi se demander comment l'humanité tient réellement autour des personnes qui ne peuvent pas toujours porter seules leur propre défense, leur propre continuité, leur propre projet de vie. Le projet proposé par Dediçi part de cette conviction : la solidarité durable ne commence pas par une case administrative, mais par une situation humaine.

Une personne, une histoire, des liens, des proches, des absences, des forces, des fatigues, des droits, des besoins, des désirs, un projet de vie, des ressources déjà présentes, des appuis à retrouver, des présences à renforcer : c'est à partir de cette matière humaine qu'il devient possible de regarder autrement. Non plus seulement en demandant quel établissement, quel service, quel financement, quelle procédure ou quelle orientation, mais en se demandant aussi qui comprend, qui protège, qui suit, qui compense, qui soutient, qui peut revenir, qui peut être appelé, qui peut tenir une présence, même modeste, même partielle, mais réelle.

Ce changement de point de départ est au cœur du projet. Il ne s'agit pas de nier les institutions, les associations, les services, les établissements ou les professionnels. Ils sont indispensables. Ils ont construit des droits, ouvert des réponses, porté des combats, accompagné des milliers de situations, soutenu des familles, formé des acteurs, financé des actions, maintenu des protections. Mais il faut reconnaître une limite fondamentale : les grands toits ne fabriquent pas les petits toits.

Les grands toits institutionnels, associatifs et professionnels peuvent protéger, soutenir, former, autoriser, reconnaître et garantir. Ils peuvent donner un cadre, ouvrir des possibilités, sécuriser des engagements et rendre possible une expérimentation. Mais ils ne peuvent pas, à eux seuls, fabriquer l'environnement humain intime d'une personne. Ils ne peuvent pas décréter la confiance. Ils ne peuvent pas produire administrativement les relations profondes, patientes, ajustées, qui font qu'une personne est connue, comprise, défendue, entourée et soutenue dans le temps.

Les petits toits, eux, naissent d'abord de personnes physiques : des parents, des proches, des amis, des voisins, des citoyens, des bénévoles, parfois des professionnels devenus, dans le respect de leur place, des repères de confiance. Ce sont des personnes qui, chacune à leur manière, acceptent d'être là, de comprendre, de veiller, de relayer, d'alerter, de soutenir, de défendre ou simplement de ne pas disparaître. Ces petits toits ne se décrètent pas. Ils ne se commandent pas. Ils ne s'intègrent pas dans une procédure comme un formulaire supplémentaire. Ils se favorisent, se soutiennent, se reconnaissent, se protègent et se réaniment lorsque les liens fatiguent ou se défont.

C'est pourquoi ce projet est d'abord une mise en mouvement citoyenne. Il est porté pour le compte des personnes vulnérables et de leurs proches. Il part de la nécessité de faire apparaître ou de renforcer, autour de chaque situation, un environnement humain qui puisse tenir dans la durée. Mais il ne peut pas réussir sans l'appui des grands toits. La volonté citoyenne a besoin d'un soutien politique clair, d'une reconnaissance institutionnelle, de l'appui des associations familiales et parentales, de la participation des professionnels, de la compréhension des collectivités et de la confiance du territoire.

Sans cet appui, les petits toits restent fragiles, invisibles, dispersés, dépendants du hasard des rencontres ou de l'épuisement de quelques proches. Avec cet appui, ils peuvent devenir une force discrète mais structurante de la solidarité.

Ce livre-projet appelle donc un choc de cohérence solidaire. Non pas un choc brutal, culpabilisant ou spectaculaire, mais un choc de lucidité et de volonté : décider ensemble que l'on ne peut plus laisser l'environnement humain des personnes vulnérables dépendre du hasard, de l'épuisement des proches ou de la bonne volonté isolée de quelques acteurs. Il s'agit maintenant de commencer, avec ce qui existe déjà, en partant des situations, en respectant l'intime, en soutenant les liens, en formant les acteurs, en appelant les volontés, en demandant aux grands toits de soutenir les petits toits sans les absorber.

La question adressée à chacun est donc directe : voulez-vous apporter votre pierre à cet édifice ? Le projet ne promet pas que tout sera résolu. Il dit que l'on peut enfin aborder le problème autrement. En partant de chaque situation. En regardant d'abord qui est là. En préparant qui sera là. En renforçant les relations avant de chercher seulement des solutions. En soutenant les petits toits par les grands toits. En mobilisant les ressources existantes au lieu de créer immédiatement un système parallèle. En donnant à la solidarité une cohérence plus humaine, plus lisible et plus durable.

Qui est là ? Qui sera là ? C'est la question. Ce livre-projet est l'appel à y répondre ensemble.

## **Première partie — Changer le point de départ**

### **Chapitre 1 — Partir de chaque situation**

Le premier déplacement proposé par ce livre-projet est simple à dire, mais il change profondément la manière d'agir : il s'agit de partir de chaque situation de vulnérabilité, et non plus seulement des dispositifs, des établissements, des services ou des offres disponibles. Ce changement de point de départ n'est pas une nuance technique. Il est le cœur même de l'expérimentation proposée par Dediçi. Tant que l'on part d'abord de l'offre existante, on cherche naturellement à faire entrer une personne dans ce qui existe déjà : une place, une prestation, une orientation, un service, une procédure, une compétence disponible. Or une situation humaine ne se présente jamais sous cette forme. Elle ne commence pas par une case à remplir, mais par une vie à comprendre.

Partir de la situation, c'est accepter de regarder d'abord la personne elle-même, son histoire, ses relations, son environnement, ses appuis réels, ses absences, ses fragilités, ses forces, ses désirs, ses droits et les conditions concrètes de sa vie. C'est regarder ce qui existe autour d'elle avant de décider ce qu'il faudrait ajouter. C'est repérer les présences déjà là, celles qui tiennent encore, celles qui fatiguent, celles qui se sont éloignées, celles qui pourraient revenir, celles qui pourraient être appelées. C'est aussi reconnaître que certaines ressources existent déjà sur le territoire, mais qu'elles ne sont pas toujours reliées à la bonne situation, au bon moment, de la bonne manière.

Cette manière de partir de la situation ne consiste pas à nier l'importance des réponses existantes. Les établissements, les services, les droits, les aides techniques, les aides humaines, les dispositifs

administratifs, les associations, les professionnels et les institutions restent indispensables. Mais ils doivent être appelés depuis la compréhension de la situation, et non se substituer à cette compréhension. Une réponse peut être juste en elle-même et devenir insuffisante si elle arrive dans un environnement humain trop fragile. Une orientation peut être pertinente sur le papier et produire peu d'effets si personne ne connaît assez la personne pour accompagner la transition. Une aide peut être accordée et rester mal utilisée si personne ne suit activement la situation dans la durée.

Partir de chaque situation, c'est donc faire de cette situation le point de convergence des ressources. Ce n'est plus la personne qui doit se déplacer seule dans le labyrinthe des réponses possibles ; ce sont les ressources qui doivent être appelées, articulées et rendues lisibles autour d'elle. Ce renversement demande une méthode, parce qu'il ne suffit pas d'avoir une bonne intention. Il faut apprendre à lire une situation. Il faut distinguer ce qui relève de l'écoute de la personne, de la défense de ses droits, du suivi actif et durable, des compensations nécessaires, du soutien institutionnel. Il faut voir quelles fonctions sont présentes, lesquelles sont fragiles, lesquelles reposent sur une seule personne, lesquelles sont confondues ou absentes.

Cette lecture n'a pas vocation à produire un diagnostic froid. Elle doit ouvrir un chemin d'action. Elle doit permettre de dire : voilà ce qui tient déjà, voilà ce qui doit être préservé, voilà ce qui fatigue, voilà ce qui manque, voilà ce que l'on peut essayer de renforcer. Elle doit permettre aux proches, aux professionnels, aux associations, aux citoyens et aux institutions de ne pas agir chacun dans son couloir, mais de comprendre où leur contribution peut réellement soutenir la situation. L'enjeu n'est pas de produire un nouveau dossier sur la personne. L'enjeu est de rendre visible l'organisation humaine réelle autour d'elle, pour pouvoir l'améliorer avec prudence.

Dans cette perspective, la situation devient presque le maître d'ouvrage de la réponse. Cette formule doit être comprise avec délicatesse. Il ne s'agit évidemment pas de faire porter à une personne vulnérable ou à ses proches la responsabilité de conduire seuls une organisation complexe. Il s'agit de dire que la réponse doit être construite à partir de la réalité de la situation, et non à partir des seules logiques des acteurs disponibles. La situation commande le regard. Elle oblige chacun à se demander depuis sa propre place : que puis-je apporter ici, à cette personne, dans cet environnement, à ce moment de son histoire, sans prendre la place des autres, sans m'imposer, sans ajouter du désordre au désordre ?

Le maître d'œuvre, lui, reste à construire. C'est une des difficultés majeures de l'expérimentation. Aujourd'hui, beaucoup de situations souffrent précisément de cette absence : personne n'est clairement en capacité de tenir l'ensemble, de relier, de suivre, de réanimer, de rappeler le sens, de mobiliser les ressources au bon moment. Les parents et les proches tiennent souvent cette fonction de fait, jusqu'à l'épuisement. Des professionnels en tiennent parfois une partie, mais dans les limites de leur mandat, de leur temps, de leur institution. Des associations peuvent soutenir, mais sans toujours avoir la capacité de suivre chaque situation dans sa singularité. L'expérimentation doit donc chercher comment cette fonction de cohérence peut être portée, partagée, soutenue, sans créer une nouvelle tutelle sur la personne ni un dispositif qui viendrait absorber le cercle relationnel.

Partir de chaque situation, c'est enfin accepter que le chemin ne soit pas identique pour tous. Certaines situations auront déjà un environnement humain riche, mais fragile. D'autres seront

presque désertées. Certaines auront des proches très présents, mais épuisés. D'autres auront des professionnels compétents, mais sans relais relationnels. Certaines auront des droits ouverts, mais personne pour les faire vivre. D'autres auront des relations, mais peu d'appui institutionnel. L'expérimentation devra apprendre de cette diversité. Elle ne cherchera pas à appliquer un modèle uniforme, mais à vérifier si une même cohérence peut aider des situations différentes à trouver leur propre organisation.

Le projet ne commence donc pas par la question : quel dispositif allons-nous créer ? Il commence par une autre question : que se passe-t-il réellement autour de cette personne, et comment pouvons-nous renforcer ce qui doit tenir autour d'elle ? C'est à partir de là que les solutions doivent être cherchées. C'est à partir de là que les ressources existantes peuvent être mobilisées. C'est à partir de là que les institutions peuvent soutenir sans absorber. C'est à partir de là que les citoyens peuvent trouver une place prudente et utile. C'est à partir de là que les associations peuvent apporter leur expérience sans entrer en concurrence. C'est à partir de là que Dediçi propose de catalyser une expérimentation.

## **Chapitre 2 — La relation d'abord, les solutions ensuite**

Dire que la relation vient avant la solution ne signifie pas que les solutions seraient secondaires. Cela signifie qu'une solution ne tient vraiment que si elle s'inscrit dans un environnement humain capable de la comprendre, de l'ajuster, de la défendre, de la suivre et de la réinterroger dans le temps. Une aide, une place, un service, une mesure juridique, une intervention professionnelle ou une compensation matérielle peuvent être nécessaires. Mais ces réponses ne prennent leur sens que dans une situation humaine. Elles doivent servir une personne, son projet de vie, son rythme, ses besoins, ses droits et son environnement réel. Lorsqu'elles arrivent sans relation solide autour d'elles, elles risquent de s'empiler, de se perdre, de se contredire ou de s'épuiser.

La relation n'est pas ici un supplément d'âme. Elle est une condition d'efficacité. Comprendre une personne vulnérable demande souvent du temps. Il faut connaître ses façons d'exprimer son accord, son refus, sa fatigue, sa peur, son désir, son inconfort. Il faut parfois apprendre à lire des signes faibles, des habitudes, des ruptures de comportement, des silences. Il faut connaître l'histoire des décisions déjà prises, les blessures passées, les liens de confiance, les conflits, les points d'appui. Sans cette connaissance relationnelle, les décisions peuvent être techniquement correctes et humainement mal ajustées.

La relation est aussi une condition de protection. Une personne qui ne peut pas toujours se défendre seule a besoin que quelqu'un voie ce qui se passe, entende ce qui ne se dit pas, alerte lorsque quelque chose dérape, tienne ferme lorsque ses droits ou ses intérêts sont menacés. Cette protection ne peut pas être seulement juridique ou administrative. Elle doit être incarnée par des personnes qui connaissent la situation, qui n'abandonnent pas au premier obstacle, qui ne se laissent pas impressionner par la complexité des procédures, et qui savent que protéger ne veut pas dire décider à la place de la personne, mais empêcher qu'elle soit oubliée, dominée, mal comprise ou mal servie.

La relation est encore une condition d'autodétermination. On parle souvent d'autodétermination comme si elle était une capacité individuelle isolée. Or, pour beaucoup de personnes vulnérables,

l'autodétermination a besoin d'un contexte humain pour devenir possible. Il faut des personnes qui donnent du temps, qui aident à comprendre les choix, qui reformulent sans trahir, qui respectent les hésitations, qui ne confondent pas vitesse administrative et décision personnelle. Il faut un environnement qui permette à la personne de peser sur sa propre vie, même lorsque son expression est difficile, fragmentaire, variable ou accompagnée. La relation d'abord, c'est donc aussi l'autodétermination rendue possible par un entourage juste.

Les dispositifs doivent alors être remis à leur juste place. Ils ne disparaissent pas. Ils ne sont pas méprisés. Ils ne sont pas considérés comme inutiles. Ils deviennent des réponses appelées depuis une situation mieux comprise. Le service intervient parce qu'il sait dans quel contexte il intervient. L'établissement accueille parce qu'il peut dialoguer avec un environnement humain qui connaît la personne. L'institution décide en sachant qu'elle n'a pas seulement un dossier devant elle, mais une situation entourée, suivie, portée par des personnes capables d'aider à ajuster la réponse. Le professionnel retrouve un contexte relationnel qui peut soutenir son action, au lieu de le laisser seul face à une complexité qu'il ne peut pas porter entièrement.

Cette approche demande de sortir d'un réflexe très installé : croire qu'une situation est réglée lorsqu'une solution a été trouvée. Dans la réalité, beaucoup de situations restent fragiles après l'obtention d'une solution. Une place peut être obtenue, mais l'adaptation peut échouer. Une aide peut être accordée, mais mal coordonnée. Un droit peut être reconnu, mais personne ne veille à son effectivité. Une mesure de protection peut être mise en place, mais sans relation suffisante avec l'environnement de la personne. Ce qui manque alors n'est pas toujours une nouvelle solution. Ce qui manque est parfois une relation qui tienne, qui relie, qui ajuste, qui suive, qui alerte, qui répare.

La relation d'abord n'est donc pas un slogan sentimental. C'est une méthode d'organisation. Elle oblige à se demander, avant toute action : qui connaît vraiment la personne ? Qui peut dire ce qui est important pour elle ? Qui peut repérer qu'une solution ne convient pas ? Qui peut suivre dans le temps ? Qui peut revenir vers les professionnels, les institutions, les proches, lorsque quelque chose se défait ? Qui peut aider la personne à rester sujet de sa propre vie ? Ces questions ne remplacent pas les solutions. Elles les rendent plus justes.

L'expérimentation proposée par Dediçi doit vérifier comment ce principe peut devenir concret. Il ne suffit pas d'affirmer que la relation est importante. Il faut apprendre à la rendre visible, à la soutenir, à la protéger, à la réanimer. Il faut former des acteurs à regarder les relations autour d'une situation. Il faut créer des supports pour repérer les présences et les absences. Il faut aider les institutions à comprendre que soutenir une relation n'est pas la même chose que gérer un service. Il faut aider les citoyens à comprendre qu'une présence utile demande de la prudence. Il faut aider les familles à accepter que d'autres puissent venir soutenir sans prendre leur place. Il faut aider les professionnels à travailler avec un environnement humain élargi sans se sentir dépossédés.

La relation d'abord, les solutions ensuite : cette formule porte donc une exigence très pratique. Elle dit que la solidarité durable commence par une présence humaine organisée autour de la personne. Elle dit que les solutions doivent venir s'inscrire dans cette présence. Elle dit que la société ne peut pas se contenter d'offrir des réponses ; elle doit aussi se demander qui restera là pour les faire vivre. Elle dit enfin que le cercle de personnes de confiance, lorsqu'il existe ou lorsqu'il peut être favorisé,

n'est pas un supplément facultatif, mais l'une des conditions les plus profondes de la réussite des réponses apportées.

Dans ce livre-projet, cette idée sera continuellement mise à l'épreuve du concret. Comment la relation se repère-t-elle ? Comment se construit-elle ? Comment ne pas l'instrumentaliser ? Comment la soutenir sans la posséder ? Comment éviter qu'elle repose toujours sur les mêmes proches épuisés ? Comment appeler de nouvelles présences sans intrusion ? Comment faire en sorte que les grands toits institutionnels soutiennent cette relation sans la transformer en procédure ? Ces questions sont difficiles. Elles sont précisément la matière de l'expérimentation.

### **Chapitre 3 — La personne et son environnement comme point de départ**

Mettre la personne au centre est une expression souvent utilisée. Elle est juste, mais elle peut devenir trop générale si elle n'est pas traduite dans une organisation concrète. Dire que la personne est au centre ne suffit pas si, autour d'elle, personne ne sait réellement qui tient quoi, qui comprend quoi, qui protège quoi, qui suit quoi, qui soutient quoi. Le projet porté par Dediçi propose donc d'aller plus loin : il ne s'agit pas seulement de dire que la personne est au centre, mais de regarder l'environnement humain qui permet à cette centralité de devenir réelle.

Une personne vulnérable n'est pas un dossier. Elle n'est pas une somme de besoins. Elle n'est pas seulement bénéficiaire d'aides ou usagère d'un service. Elle est une personne impliquée dans une situation de vie, avec son histoire, ses attachements, ses préférences, ses fragilités, ses capacités, ses façons propres d'être au monde. Autour d'elle, il y a des personnes présentes, absentes, fatiguées, inquiètes, compétentes, maladroitement, empêchées ou disponibles. Il y a des institutions, des droits, des professionnels, des dispositifs, des lieux, des habitudes, des ruptures. C'est cet ensemble qu'il faut apprendre à regarder.

La personne et son environnement deviennent alors le point de départ. Non pas la personne abstraite, isolée, sortie de son contexte, mais la personne située. La personne avec ceux qui l'entourent ou devraient l'entourer. La personne avec ce qui la soutient ou ce qui lui manque. La personne avec les continuités et les discontinuités de sa vie. La personne avec son passé, son présent et les transitions qui s'annoncent. Cette manière de regarder évite une erreur fréquente : chercher une solution pour une personne sans avoir compris l'écosystème humain dans lequel cette solution devra vivre.

C'est ici que la notion de maîtrise d'ouvrage peut aider, à condition de l'utiliser avec prudence. Dans les organisations classiques, le maître d'ouvrage est celui pour qui le projet est réalisé, celui qui porte le besoin et la finalité. Dans ce livre-projet, la situation de la personne devient en quelque sorte le maître d'ouvrage de la réponse. Cela signifie que la finalité ne doit pas être définie d'abord par la logique d'un service, d'un établissement, d'une association ou d'une institution, mais par ce qui est nécessaire pour que cette personne puisse être entendue, comprise, protégée, soutenue, accompagnée et reconnue dans son projet de vie.

Cette inversion n'est pas simple, parce qu'elle oblige les acteurs à déplacer leur propre centre de gravité. Une institution a naturellement tendance à penser depuis ses cadres. Une association depuis son histoire et son projet. Un service depuis ses missions. Un professionnel depuis son métier. Une famille depuis son expérience et son inquiétude. Un citoyen depuis sa disponibilité et ses limites. Tous ces points de vue sont légitimes, mais aucun ne doit devenir seul le centre de la situation. Le centre doit rester la personne impliquée et l'environnement humain nécessaire autour d'elle.

Le maître d'œuvre, en revanche, ne se trouve pas immédiatement. Il doit être construit collectivement. Qui va aider à lire la situation ? Qui va organiser la rencontre entre les acteurs ? Qui va veiller à ce que les proches ne soient pas surchargés ? Qui va repérer que le cercle fatigue ? Qui va rappeler que les institutions soutiennent sans absorber ? Qui va produire les supports, les formations, les repères éthiques, les liens juridiques nécessaires ? C'est l'un des objets de l'expérimentation : identifier comment cette fonction de mise en cohérence peut être portée sans devenir un pouvoir de contrôle.

Dediçi peut jouer ici un rôle de catalyseur. Il ne devient pas propriétaire de la situation. Il ne se substitue pas aux acteurs présents. Il n'installe pas un dispositif fermé. Il apporte une grille de lecture, un langage commun, une exigence de cohérence, une capacité à ouvrir les chantiers nécessaires. Il aide à poser les bonnes questions. Il invite les acteurs à sortir de leurs couloirs habituels pour regarder ensemble la situation. Il garde la vigilance terminologique et éthique : publics appelés, situations regardées, cercles favorisés, institutions soutenantes, contributions ouvertes.

Faire de la personne et de son environnement le point de départ permet aussi de mieux comprendre ce que signifie mobiliser les ressources existantes. Il ne s'agit pas d'ajouter des ressources comme on remplirait un catalogue. Il s'agit de les orienter vers une situation. Une association peut apporter une expérience. Un service peut apporter une compétence. Un professionnel peut apporter un regard. Une institution peut donner une légitimité. Un citoyen peut offrir une présence. Un juriste peut sécuriser un point. Un formateur peut traduire une méthode. Mais chaque contribution doit trouver sa juste place autour de la situation, sans prendre toute la place.

Cette approche permet de sortir de deux impasses. La première consiste à attendre tout des institutions, comme si elles pouvaient fabriquer seules la relation humaine qui manque autour des personnes. La seconde consiste à renvoyer tout vers les familles et les citoyens, comme si la bonne volonté suffisait à construire une solidarité durable. L'expérimentation doit tenir entre ces deux impasses. Les petits toits naissent des relations humaines, mais ils ont besoin des grands toits pour être soutenus. Les grands toits ne fabriquent pas les petits toits, mais ils peuvent leur donner les conditions de possibilité.

La personne et son environnement comme point de départ : cette formule contient donc une méthode complète. Elle oblige à regarder la situation avant l'offre. Elle oblige à penser la relation avant la solution. Elle oblige à mobiliser l'existant plutôt qu'à créer immédiatement du nouveau. Elle oblige à demander aux institutions une posture de soutien plutôt que d'appropriation. Elle oblige à reconnaître les parents, les proches, les citoyens et les bénévoles comme des acteurs

possibles de la présence humaine, sans les abandonner à eux-mêmes. Elle oblige enfin à construire une expérimentation prudente, parce qu'on touche ici à l'intime des vies.

C'est à partir de ce point de départ que le livre-projet peut avancer. Il ne s'agit pas de produire une doctrine pour elle-même. Il s'agit de poser une manière de faire. Regarder la situation. Identifier l'environnement humain. Repérer les fonctions nécessaires. Appeler les ressources existantes. Favoriser les cercles de personnes de confiance. Soutenir sans absorber. Observer, apprendre, ajuster, transmettre. C'est cette chaîne simple, exigeante et profondément humaine que l'appel à manifestation d'intérêt propose maintenant de mettre à l'épreuve.

## **Deuxième partie — Les petits toits et les grands toits**

### **Chapitre 4 — Les petits toits**

Dans le langage de Dediçi, le petit toit désigne l'environnement humain proche, vivant, relationnel, qui se construit autour d'une personne impliquée dans une situation de vulnérabilité. Ce n'est pas un bâtiment, ce n'est pas une structure, ce n'est pas un service, ce n'est pas une institution miniature. C'est un ensemble de présences humaines qui, autour d'une personne, peuvent contribuer à ce qu'elle soit entendue, comprise, protégée, accompagnée et soutenue dans la durée. Le petit toit est ce qui fait que la personne n'est pas seule face à la complexité de sa vie, de ses droits, de ses besoins, de ses fragilités et des décisions qui la concernent.

Un petit toit naît d'abord de personnes physiques. Il peut être porté par des parents, des proches, des frères et sœurs, des amis, des voisins, des citoyens, des bénévoles, parfois des professionnels qui, dans le respect de leur mission, deviennent des repères importants pour la personne. Il ne s'agit pas de demander à chacun de tout faire. Il s'agit de reconnaître que des présences différentes peuvent tenir des places différentes autour d'une même situation. L'un écoute mieux. L'autre défend mieux. Un autre connaît les démarches. Un autre encore sait être là simplement, régulièrement, sans bruit. Un proche transmet la mémoire. Un bénévole apporte une présence. Un professionnel aide à comprendre un besoin. Une association donne un relais. Le petit toit se constitue à partir de cette pluralité.

Ce qui caractérise un petit toit, c'est qu'il est attaché à une situation singulière. Il ne se décrète pas de manière générale. Il ne se reproduit pas à l'identique d'une personne à l'autre. Il dépend de l'histoire de la personne, de son âge, de ses liens, de ses capacités d'expression, de ses besoins, de ses refus, de ses habitudes, de ses territoires de vie, de ses relations anciennes et nouvelles. Il peut être très dense autour d'une situation et presque absent autour d'une autre. Il peut être stable pendant un temps, puis se fragiliser. Il peut renaître après une rupture. Il peut avoir besoin d'être soutenu, reconnu, réanimé. C'est précisément cette fragilité qui doit être prise au sérieux.

Le petit toit n'est pas seulement une belle image. Il désigne une réalité que beaucoup de familles connaissent déjà, parfois sans la nommer. Lorsqu'une personne vulnérable va mieux parce que quelques personnes autour d'elle se parlent, se connaissent, veillent, se préviennent, se complètent et ne laissent pas les choses se défaire, un petit toit existe déjà. Lorsqu'un proche n'est plus seul à porter toutes les démarches, lorsqu'un professionnel sait à qui parler, lorsqu'une institution trouve en face d'elle des personnes capables de dire ce qui compte vraiment pour la personne, lorsqu'un citoyen ou un bénévole peut apporter une présence fiable sans être abandonné à lui-même, alors quelque chose du petit toit commence à tenir.

Mais ce petit toit ne doit pas être idéalisé. Il peut être fragile, incomplet, conflictuel, déséquilibré. Il peut reposer sur une seule personne épuisée. Il peut être capté par quelqu'un qui parle trop fort. Il peut être absent là où il serait vital. Il peut être composé de bonnes volontés qui ne savent pas comment agir. Il peut se défaire lors d'un décès, d'un déménagement, d'une hospitalisation, d'un changement d'établissement, d'un conflit familial ou d'une réorganisation institutionnelle. C'est pourquoi il ne suffit pas de dire que les petits toits sont nécessaires. Il faut apprendre à les regarder, à les soutenir et à les protéger.

Un petit toit ne se fabrique pas comme on crée un service. On ne convoque pas la confiance par décision administrative. On ne produit pas une relation intime par formulaire. On ne transforme pas un groupe de personnes en cercle de confiance par simple désignation. Le petit toit demande du temps, de la délicatesse, de la liberté, du respect, de la patience. Il suppose que la personne concernée ne soit jamais réduite à un objet d'organisation. Il suppose que ses choix, son rythme, ses refus, ses silences, ses attachements et ses limites soient respectés. Il suppose aussi que les proches ne soient pas à nouveau placés dans une charge supplémentaire sous prétexte de les aider.

Favoriser un petit toit, ce n'est donc pas imposer un cercle. C'est créer les conditions pour que des présences humaines puissent apparaître, se reconnaître, se relier, se soutenir et durer. C'est regarder qui est déjà là, non pour juger, mais pour comprendre. C'est repérer qui manque, non pour culpabiliser, mais pour chercher. C'est reconnaître les personnes qui tiennent déjà beaucoup, non pour leur demander davantage, mais pour les soulager. C'est ouvrir la possibilité d'autres présences, non pour envahir l'intime, mais pour éviter que tout repose sur trop peu de personnes.

Cette manière de penser les petits toits oblige à une grande prudence. Le petit toit est proche de l'intime. Il touche à la confiance, à la famille, à l'amitié, aux blessures, aux loyautés, aux conflits, aux secrets, aux espoirs, aux peurs. On ne peut pas l'aborder avec une logique de gestion froide. On ne peut pas le transformer en outil de communication. On ne peut pas l'utiliser comme vitrine d'une expérimentation. Le respect de la personne et de ceux qui l'entourent doit rester premier. Le petit toit n'a de sens que s'il protège davantage qu'il n'expose.

Dans le livre-projet, cette notion de petit toit permet de dire simplement ce que l'on cherche à renforcer. Il s'agit de faire en sorte qu'autour d'une personne vulnérable, il y ait davantage qu'une succession d'interventions. Il faut un environnement humain qui connaisse la personne, qui garde la mémoire, qui repère les fragilités, qui sache alerter, qui soutienne les décisions, qui aide les professionnels à ajuster leur action, qui permette aux institutions de mieux comprendre la situation.

Cet environnement n'a pas besoin d'être lourd. Il n'a pas besoin d'être spectaculaire. Il a besoin d'être réel, fiable, respectueux, vivant.

Le petit toit est donc à la fois très ancien et très nouveau. Très ancien, parce que les sociétés humaines ont toujours su, d'une manière ou d'une autre, qu'une personne fragile ne peut pas être laissée seule. Très nouveau, parce que nos organisations modernes ont souvent perdu la capacité de reconnaître, soutenir et protéger ces formes relationnelles sans les absorber. Le projet proposé par Dediçi consiste à reprendre ce fil, non par nostalgie, mais par nécessité. Il s'agit de vérifier comment un territoire peut favoriser ces petits toits autour de situations réelles, avec les ressources existantes, dans une alliance nouvelle avec les grands toits.

## **Chapitre 5 — Les grands toits**

Les grands toits désignent les institutions, les collectivités, les associations, les établissements, les services, les dispositifs publics, les cadres juridiques, les organisations professionnelles et toutes les structures qui composent l'architecture visible de la solidarité. Ils sont indispensables. Ils ont permis des avancées majeures : reconnaissance de droits, création d'établissements, financement d'aides, formation de professionnels, organisation de services, protection juridique, politiques publiques, dispositifs d'accompagnement. Il serait injuste et dangereux de les présenter comme des obstacles en eux-mêmes. Sans les grands toits, beaucoup de protections n'existeraient pas.

Mais les grands toits ont une limite structurelle. Ils sont conçus pour organiser, financer, encadrer, garantir, orienter, soutenir, protéger à grande échelle. Ils ne sont pas conçus pour fabriquer l'intimité relationnelle autour de chaque personne. Ils peuvent reconnaître l'importance des liens, mais ils ne peuvent pas décréter la confiance. Ils peuvent financer une action, mais ils ne peuvent pas produire à eux seuls une présence durable. Ils peuvent créer un cadre, mais ils ne peuvent pas remplacer les personnes physiques qui connaissent réellement une situation. Cette limite n'est pas une faute. Elle tient à leur nature même.

Une institution pense avec des règles, des compétences, des responsabilités, des procédures, des périmètres. Une association pense avec son projet, son histoire, ses adhérents, ses établissements, ses services, ses contraintes. Un établissement pense avec son organisation, ses équipes, ses missions, ses horaires, son cadre réglementaire. Un service pense avec ses mandats, ses financements, ses critères d'intervention. Tout cela est nécessaire. Mais une situation de vulnérabilité déborde toujours ces cadres. Elle traverse les horaires, les lieux, les dispositifs, les responsabilités et les catégories. Elle demande souvent une continuité que les organisations ne peuvent pas porter seules.

C'est pourquoi il est difficile de demander aux grands toits de fabriquer les petits toits. Lorsqu'on leur adresse cette demande, même implicitement, on les place dans une mission qui n'est pas la leur. Ils risquent alors de transformer la question relationnelle en procédure, en service, en dispositif, en coordination supplémentaire, en case à cocher. Ils font cela non par mauvaise volonté, mais parce que c'est leur manière habituelle de rendre les choses visibles et gérables. Or le petit toit perd sa nature s'il devient seulement une procédure administrée. Il doit rester un environnement humain vivant, propre à une situation, soutenu mais non possédé.

La difficulté est que les grands toits sont pourtant nécessaires à la réussite des petits toits. Sans eux, les petits toits restent fragiles, invisibles, dépendants du hasard et de l'épuisement des proches. Sans reconnaissance institutionnelle, les personnes qui entourent une situation peuvent ne pas être entendues. Sans appui associatif, les familles peuvent rester seules. Sans soutien politique, l'expérimentation peut manquer de légitimité. Sans cadre juridique, certaines responsabilités restent floues. Sans professionnels, beaucoup de besoins concrets ne peuvent pas être compris ni accompagnés. Les grands toits ne fabriquent pas les petits toits, mais ils peuvent créer les conditions qui leur permettent d'exister, de durer et d'être respectés.

Le rôle attendu des grands toits doit donc être formulé avec précision. Il ne s'agit pas de leur demander de prendre possession des cercles de personnes de confiance. Il ne s'agit pas de leur demander d'intégrer ces cercles dans leur organisation comme un service supplémentaire. Il ne s'agit pas de leur demander de piloter l'intime des situations. Il s'agit de leur demander de reconnaître que ces environnements humains sont essentiels, de leur donner une légitimité, de les soutenir, de les sécuriser, de former les acteurs, de faciliter les coopérations, de protéger les personnes, de permettre l'expérimentation.

Cette posture n'est pas habituelle. Elle demande aux institutions et aux associations de soutenir quelque chose qu'elles ne possèdent pas. Elle demande de reconnaître la valeur d'une réalité humaine qui ne se laisse pas complètement administrer. Elle demande parfois de renoncer à tout ramener à ses propres procédures. Elle demande d'accepter que le centre de gravité ne soit pas l'organisation, mais la situation de la personne. Cela peut être déstabilisant. C'est pourquoi l'expérimentation doit prévoir de la formation, de la sensibilisation, de la réassurance et des espaces de dialogue avec les grands toits. On ne change pas de posture par injonction. On l'apprend.

Les grands toits peuvent trouver dans cette démarche un bénéfice profond. Lorsqu'un environnement humain existe autour d'une personne, les institutions et les professionnels ne sont plus seuls face à une situation opaque. Ils peuvent dialoguer avec des personnes qui connaissent la personne, qui peuvent expliquer son histoire, ses réactions, ses besoins, ses peurs, ses préférences. Les décisions deviennent plus ajustées. Les interventions peuvent être mieux comprises. Les ruptures peuvent être anticipées. Les conflits peuvent être travaillés plus tôt. Les ressources existantes peuvent être mieux mobilisées. Le soutien aux petits toits peut donc rendre les grands toits plus efficaces, plus humains et plus justes.

Les associations familiales et parentales ont ici une place particulière. Beaucoup d'entre elles sont nées de parents qui voulaient justement créer des protections pour leurs enfants et leurs proches. Elles ont bâti des établissements, des services, des droits, des réseaux. Elles savent ce que signifie se battre pour que la société reconnaisse les personnes vulnérables. Mais l'étape proposée aujourd'hui leur demande peut-être un déplacement supplémentaire : soutenir les petits toits sans les transformer en prolongement de leurs propres structures. Leur expérience, leur légitimité et leur enracinement sont précieux, à condition qu'ils servent la constitution d'une cohérence autour des situations, et non une appropriation supplémentaire.

Les pouvoirs publics ont également une responsabilité particulière. Ils ne peuvent pas simplement regarder cette démarche comme une initiative privée parmi d'autres. Si l'on veut qu'une volonté

citoyenne se mette en mouvement autour des situations de vulnérabilité, elle a besoin d'un signal clair. Elle a besoin qu'un territoire dise : nous autorisons cette expérimentation, nous la reconnaissons, nous l'accompagnons, nous acceptons d'apprendre avec elle. Ce signal politique n'est pas un détail. Il donne confiance aux familles, aux associations, aux professionnels, aux bénévoles et aux institutions elles-mêmes. Il permet de sortir de l'isolement des bonnes volontés.

Le grand toit, dans cette perspective, n'est pas diminué. Il est replacé dans une fonction plus juste. Il ne prétend pas tout faire. Il ne se retire pas non plus. Il soutient ce qui ne peut pas naître de lui seul. Il protège sans posséder. Il autorise sans confisquer. Il rend possible sans commander l'intime. Il accepte que la personne et son environnement humain deviennent le point de départ de l'action. Cette posture est exigeante, mais elle peut ouvrir une manière nouvelle d'articuler solidarité citoyenne et solidarité institutionnelle.

Le projet porté par Dediçi cherche précisément à expérimenter cette articulation. Il ne demande pas aux grands toits de se renier. Il leur demande de contribuer autrement. Il ne leur reproche pas de ne pas savoir fabriquer les petits toits. Il leur demande de reconnaître que les petits toits sont nécessaires, et que leur rôle est de les soutenir. Cette distinction peut sembler simple. Elle est en réalité décisive. Si elle n'est pas comprise dès le départ, l'expérimentation risque d'être absorbée par les logiques existantes. Si elle est comprise, elle peut permettre une alliance nouvelle.

## **Chapitre 6 — L'alliance nécessaire**

Le projet ne peut réussir ni contre les grands toits, ni sans eux. Il ne peut réussir ni par les institutions seules, ni par les citoyens seuls. Il appelle une alliance nouvelle, dans laquelle chacun accepte de reconnaître ce qu'il peut faire, ce qu'il ne peut pas faire, ce qu'il doit soutenir, et ce qu'il ne doit pas posséder. Cette alliance est délicate, parce qu'elle inverse plusieurs repères habituels. Elle ne place pas d'abord l'institution au centre, ni l'association, ni le service, ni même une méthode. Elle place la situation de la personne au centre, puis demande à chacun de venir contribuer depuis sa place.

Cette alliance repose d'abord sur une reconnaissance mutuelle. Les parents, proches et citoyens doivent reconnaître que les institutions, les associations, les services et les professionnels sont nécessaires. Une solidarité uniquement citoyenne, livrée à elle-même, serait trop fragile et parfois dangereuse. Elle manquerait de cadre, de compétence, de protection, de continuité, de légitimité. Elle pourrait épuiser les bénévoles, exposer les familles, créer des confusions de rôle. Les petits toits ont besoin des grands toits pour tenir, être reconnus, être protégés, être relayés et ne pas dépendre seulement de la force morale de quelques personnes.

Les institutions, associations et professionnels doivent, de leur côté, reconnaître que les petits toits ne peuvent pas être produits de l'extérieur. Une organisation, même bienveillante, ne peut pas fabriquer la confiance à la place des personnes. Elle ne peut pas décider seule qui comptera réellement dans la vie d'une personne vulnérable. Elle ne peut pas remplacer la connaissance intime, patiente, relationnelle, qui se construit dans le temps. Elle ne peut pas absorber le cercle de personnes de confiance sans risquer de le dénaturer. Elle doit donc accepter une posture de soutien, de facilitation, de reconnaissance et de sécurisation.

Cette alliance est difficile parce qu'elle suppose de sortir des réflexes de possession. Une institution qui soutient veut souvent piloter. Une association qui s'engage veut parfois inscrire l'action dans son propre projet. Une famille qui a tant porté peut craindre de perdre la main. Un professionnel peut redouter que des bénévoles ou des proches viennent brouiller son intervention. Un citoyen peut vouloir bien faire sans mesurer la complexité. Toutes ces tensions sont normales. Elles ne doivent pas être niées. Elles doivent être travaillées. L'expérimentation devra précisément créer les espaces où ces places peuvent être clarifiées.

L'alliance nécessaire ne repose donc pas sur une fusion des acteurs. Elle repose sur une différenciation claire des places. La personne et sa situation donnent le point de départ. Le petit toit constitue l'environnement humain de proximité, lorsque celui-ci existe ou peut être favorisé. Les associations apportent leur expérience, leurs réseaux, leur légitimité, parfois des ressources humaines et des supports. Les professionnels apportent leurs compétences et leur regard métier. Les institutions apportent la reconnaissance, le cadre, les protections, les possibilités d'appui. Les citoyens apportent des présences possibles, modestes ou fortes, mais préparées. Dediçi apporte une cohérence, une méthode de lecture, une capacité de mise en mouvement et de capitalisation.

Cette alliance a besoin d'une volonté politique. Non pas une volonté politique qui récupère le projet ou l'enferme dans un dispositif, mais une volonté politique qui autorise l'essai. Il faut qu'un territoire puisse dire : nous acceptons de regarder autrement les situations de vulnérabilité ; nous acceptons de soutenir une démarche qui part de la personne et de son environnement humain ; nous acceptons que les cercles de personnes de confiance ne soient pas des objets institutionnels, mais des réalités humaines à reconnaître et à protéger ; nous acceptons d'apprendre avec les familles, les citoyens, les associations et les professionnels. Sans cette autorisation, les acteurs resteront prudents, dispersés, hésitants. Avec elle, une mise en mouvement devient possible.

L'alliance a également besoin d'une volonté associative forte, en particulier de la part des associations familiales et parentales. Ces associations peuvent donner une légitimité essentielle à l'appel. Elles peuvent dire aux familles que la démarche n'est pas une expérience isolée ni une idée abstraite. Elles peuvent rassurer les institutions sur le sérieux du projet. Elles peuvent aider à identifier des situations, à relayer les formations, à mobiliser des réseaux, à contribuer aux chantiers. Mais leur place devra être soigneusement travaillée : elles soutiennent l'expérimentation, elles ne deviennent pas propriétaires des cercles. Elles aident à faire naître ou renforcer des petits toits, elles ne les transforment pas en dépendances associatives.

L'alliance a enfin besoin d'une volonté citoyenne. C'est peut-être la dimension la plus difficile à faire apparaître, parce qu'il n'existe pas aujourd'hui de structure évidente pour appeler, former, soutenir et relier les citoyens autour de situations singulières de vulnérabilité. Beaucoup de personnes pourraient contribuer, mais ne savent pas comment. Certaines ont peur de mal faire. D'autres ne se sentent pas légitimes. D'autres encore pourraient être disponibles, mais seulement dans des formes modestes, irrégulières ou limitées. Le projet devra inventer une manière prudente de faire apparaître ces présences, sans les surestimer, sans les exposer, sans les envoyer seules dans des situations trop sensibles.

C'est pourquoi l'appel à manifestation d'intérêt doit s'adresser à toutes les composantes en même temps. Il ne peut pas dire seulement aux institutions : prenez cela en charge. Il ne peut pas dire seulement aux citoyens : organisez-vous. Il ne peut pas dire seulement aux associations : portez le projet. Il doit dire à chacun : voulez-vous apporter votre pierre à un édifice qui ne peut tenir que par l'articulation de toutes les places ? Cette formulation est exigeante, mais elle est honnête. Elle correspond à la réalité du problème. Aucune composante ne peut répondre seule. Chacune peut rendre possible ce que l'autre ne peut pas faire seule.

L'expérimentation devra donc construire l'alliance en même temps qu'elle la demande. Elle ne pourra pas supposer que cette alliance existe déjà. Elle devra la faire émerger progressivement, par des rencontres, des clarifications, des formations, des premières situations, des ajustements. Elle devra montrer que les petits toits ne menacent pas les grands toits, mais leur donnent un point d'appui plus humain. Elle devra montrer que les grands toits ne doivent pas écraser les petits toits, mais les rendre plus solides. Elle devra montrer que les familles ne sont pas dépossédées, mais soulagées. Elle devra montrer que les citoyens ne sont pas instrumentalisés, mais préparés. Elle devra montrer que les professionnels ne sont pas concurrencés, mais soutenus par une meilleure lisibilité des situations.

Cette alliance est la condition du choc de cohérence solidaire. Sans elle, le projet resterait une belle idée. Avec elle, il peut devenir une expérimentation réelle. Il ne s'agit pas de promettre une harmonie immédiate. Il y aura des résistances, des malentendus, des lenteurs, des désaccords. Il faudra revenir plusieurs fois sur les mots, les places, les responsabilités. Il faudra rassurer. Il faudra former. Il faudra accepter que certains acteurs ne soient pas prêts tout de suite. Mais si l'alliance commence à se construire, même modestement, alors une autre manière d'aborder les situations devient possible.

L'appel porté par Dediçi est donc un appel à cette alliance. Il dit aux citoyens : votre présence peut compter, mais elle doit être préparée et soutenue. Il dit aux familles : votre expérience est centrale, mais vous ne devez pas porter seules. Il dit aux associations : votre histoire et vos réseaux sont essentiels, mais les cercles appartiennent aux situations. Il dit aux institutions : votre appui est indispensable, mais il doit soutenir sans absorber. Il dit aux professionnels : votre compétence est nécessaire, mais elle gagnera à s'inscrire dans un environnement humain mieux organisé. Il dit au territoire : ce que nous cherchons existe peut-être déjà par morceaux ; il faut maintenant le relier.

C'est dans cette alliance que les petits toits peuvent devenir visibles sans être capturés, que les grands toits peuvent devenir souteneurs sans devenir propriétaires, et que chaque situation peut devenir le point de départ d'une cohérence nouvelle. Le projet ne prétend pas que cette alliance soit facile. Il affirme qu'elle est nécessaire, et qu'il est temps d'essayer de la construire.

# Troisième partie — Les cercles de personnes de confiance

## Chapitre 7 — Définir le cercle sans l'enfermer

Le cercle de personnes de confiance est au cœur du projet, mais il doit être défini avec une grande prudence. Dès que l'on cherche à le définir trop vite, on risque de le transformer en dispositif, en structure, en procédure, ou en objet que quelqu'un pourrait posséder. Or le cercle de personnes de confiance n'est pas cela. Il est d'abord un environnement humain singulier, attaché à une personne et à sa situation. Il désigne les personnes physiques qui, autour d'elle, peuvent contribuer à la connaître, à l'entendre, à la comprendre, à la défendre, à veiller sur sa situation, à soutenir son projet de vie et à faire le lien avec les ressources nécessaires.

Ce cercle n'est pas extérieur à la personne. Il ne se place pas au-dessus d'elle. Il ne parle pas à sa place par principe. Il n'existe que pour renforcer les conditions dans lesquelles la personne peut être reconnue, entendue, comprise et soutenue. Il doit donc rester profondément ajusté à elle, à son rythme, à son mode d'expression, à ses choix, à ses attachements, à ses refus, à ses silences, à son histoire. Autour d'une personne qui parle facilement, le cercle prendra une forme. Autour d'une personne qui s'exprime autrement, lentement, difficilement ou par des signes faibles, il prendra une autre forme. Dans tous les cas, il ne s'agit jamais de fabriquer une instance qui s'imposerait à la personne, mais de renforcer l'humanité nécessaire autour d'elle.

Le cercle est propre à chaque situation. Cette précision est indispensable. Il n'existe pas un modèle unique de cercle que l'on pourrait reproduire partout. Dans une situation, le cercle pourra être composé d'un parent, d'un frère, d'un ami, d'un voisin, d'un professionnel de confiance, d'un bénévole et d'un représentant associatif. Dans une autre, il sera plus réduit, plus fragile, plus lent à constituer. Dans une autre encore, il existera déjà sans avoir été nommé. Certaines situations auront besoin d'un cercle très discret ; d'autres nécessiteront une mobilisation plus large.

L'expérimentation ne devra donc pas chercher à imposer une forme, mais à reconnaître ce qui existe, à comprendre ce qui manque, et à favoriser ce qui peut tenir.

Il faut aussi distinguer le cercle de personnes de confiance des publics appelés par le projet. Les publics appelés sont les parents, les aidants, les proches, les citoyens, les bénévoles, les associations, les professionnels, les institutions, les chercheurs, les juristes, les formateurs et les acteurs territoriaux susceptibles de contribuer à l'expérimentation. Le cercle, lui, n'est pas ce public. Il n'est pas une catégorie de partenaires. Il est l'environnement humain d'une situation précise. Cette distinction doit être maintenue tout au long du projet, car elle évite une confusion majeure : on ne "mobilise" pas un cercle comme on mobilise un public ; on favorise, autour d'une personne, les présences humaines qui peuvent devenir pertinentes, fiables, respectueuses et durables.

Le cercle ne se décrète pas. Il ne suffit pas de réunir quelques personnes autour d'une table pour qu'un cercle existe réellement. Une réunion peut être utile, mais elle ne crée pas la confiance. Une

liste de noms peut être nécessaire, mais elle ne garantit pas la présence. Une décision institutionnelle peut reconnaître un environnement humain, mais elle ne peut pas l'inventer seule. Le cercle se construit dans le temps, par la connaissance, la répétition, l'épreuve, l'ajustement, la loyauté, la capacité à rester malgré les difficultés. Il peut être favorisé par une méthode, soutenu par une institution, aidé par une association, éclairé par Dediçi, mais il ne peut pas être fabriqué mécaniquement.

Le cercle ne se possède pas non plus. Il n'appartient pas à Dediçi. Il n'appartient pas à une association. Il n'appartient pas à une institution. Il n'appartient même pas à un proche qui en serait le membre le plus engagé. Le cercle appartient, si l'on peut employer ce mot avec prudence, à la situation elle-même, c'est-à-dire à la personne concernée et à l'environnement humain qui se constitue autour d'elle. Cette non-possession est une condition essentielle de son intégrité. Dès qu'un acteur cherche à faire du cercle son outil, son service, son territoire ou sa vitrine, le cercle risque de perdre sa nature profonde.

Il faut donc parler du cercle avec des verbes justes. On ne crée pas un cercle comme on crée un dispositif. On ne l'installe pas comme on installe une procédure. On le favorise, on le reconnaît, on le soutient, on le protège, on le réanime. Ces verbes disent la délicatesse nécessaire. Favoriser, c'est créer les conditions sans forcer. Reconnaître, c'est rendre visible ce qui existe déjà. Soutenir, c'est donner de l'appui sans prendre le contrôle. Protéger, c'est éviter les captations, les abus, les intrusions, les expositions. Réanimer, c'est intervenir lorsque les liens se fatiguent, lorsqu'une présence disparaît, lorsqu'un proche s'épuise, lorsqu'une transition menace de tout défaire.

Définir le cercle sans l'enfermer, c'est donc accepter une tension. Il faut être assez précis pour que chacun comprenne de quoi il s'agit, mais assez prudent pour ne pas transformer cette réalité vivante en objet administratif. Il faut donner un langage commun, mais ne pas figer les formes. Il faut permettre aux institutions de reconnaître les cercles, mais éviter qu'elles les absorbent. Il faut permettre aux associations de les soutenir, mais éviter qu'elles les possèdent. Il faut permettre aux citoyens de contribuer, mais éviter qu'ils entrent sans préparation dans l'intime des situations. Il faut permettre aux familles d'ouvrir le cercle, mais éviter de leur demander de construire seules ce qu'elles portent déjà depuis trop longtemps.

Dans ce livre-projet, le cercle de personnes de confiance sera donc compris comme l'environnement humain de confiance, propre à une situation, qui permet de renforcer durablement l'humanité autour d'une personne vulnérable. Il est à la fois simple et difficile. Simple, parce que chacun comprend intuitivement qu'une personne fragile a besoin d'être entourée par des personnes qui la connaissent et qui ne la lâchent pas. Difficile, parce que transformer cette intuition en expérimentation territoriale demande de la méthode, de l'éthique, du temps, du soutien, de la formation, de la reconnaissance et une grande vigilance sur les places de chacun.

## **Chapitre 8 — Ce que le cercle rend possible**

Le cercle de personnes de confiance rend d'abord possible une meilleure compréhension de la personne. Dans beaucoup de situations de vulnérabilité, comprendre ne va pas de soi. La personne peut s'exprimer autrement, avec difficulté, par fragments, par gestes, par attitudes, par silences, par

changements subtils de comportement. Elle peut aussi avoir appris à se taire, à se conformer, à ne pas déranger, à laisser les autres décider. Comprendre demande alors du temps, de la présence, de la mémoire et une attention qui dépasse largement les moments formels de réunion ou d'évaluation. Un cercle de personnes de confiance peut réunir autour de la personne des regards complémentaires capables d'approcher cette compréhension avec plus de justesse.

Le cercle permet aussi de défendre et de protéger. Une personne vulnérable peut avoir des droits reconnus et ne pas pouvoir les faire valoir seule. Elle peut être exposée à des décisions mal ajustées, à des négligences, à des abus, à des oublis, à des orientations subies, à des ruptures de parcours. La protection ne se réduit pas au cadre juridique, même lorsque celui-ci est indispensable. Elle suppose des personnes qui voient, qui s'inquiètent, qui posent des questions, qui alertent, qui tiennent bon lorsque la situation se complique. Le cercle peut offrir cette vigilance collective, à condition qu'il soit lui-même encadré par une éthique claire et qu'il ne devienne jamais un lieu de domination sur la personne.

Le cercle rend possible une continuité que les organisations ont souvent du mal à garantir. Les professionnels changent. Les services se réorganisent. Les établissements connaissent des mouvements d'équipes. Les proches vieillissent, tombent malades, s'épuisent, s'absentent. Les dispositifs ont leurs délais, leurs critères, leurs limites. Dans cette instabilité, la personne peut perdre ceux qui savent, ceux qui comprennent, ceux qui gardent le fil. Un cercle de personnes de confiance, s'il est soutenu dans la durée, peut devenir un lieu de mémoire vivante de la situation. Il peut permettre que l'histoire ne soit pas recommencée à zéro à chaque transition.

Le cercle rend également possible un suivi actif et durable de la situation. Beaucoup de difficultés ne viennent pas d'une absence totale de réponses, mais de l'absence de quelqu'un qui tienne l'ensemble. Une aide est là, mais mal articulée. Un droit existe, mais n'est pas activé. Un professionnel intervient, mais ne connaît pas le reste de la situation. Un proche sait quelque chose, mais n'est pas entendu. Une institution décide, mais ne mesure pas les conséquences relationnelles de sa décision. Le cercle peut contribuer à relier ces éléments, non pas en devenant une administration parallèle, mais en gardant une vision humaine de l'ensemble.

Le cercle peut aussi appeler les compensations nécessaires. Il ne remplace pas les professionnels, les services, les droits ou les aides. Il aide à les solliciter à bon escient, à les ajuster, à les suivre, à vérifier qu'elles répondent réellement à la situation. Une compensation technique, humaine, administrative, financière ou sociale n'a de sens que si elle correspond à ce que vit la personne. Le cercle, lorsqu'il connaît bien la personne, peut aider à formuler les besoins, à repérer les insuffisances, à alerter sur les effets inattendus, à soutenir les démarches. Il ne devient pas lui-même la compensation ; il aide à rendre les compensations plus justes.

Le cercle peut soulager les proches sans les effacer. C'est un point central. Le projet ne doit jamais donner aux parents et aidants le sentiment qu'on veut les remplacer, les juger ou les déposséder. Beaucoup ont tenu pendant des années ce que personne d'autre ne tenait. Leur expérience est irremplaçable. Mais cette expérience ne doit pas les condamner à porter seuls jusqu'à l'épuisement. Un cercle bien compris peut permettre que leur connaissance soit transmise, que leurs alertes soient

entendues, que certaines tâches soient partagées, que leur solitude diminue. Il peut ouvrir un passage entre “tout repose sur moi” et “je reste important, mais je ne suis plus seul”.

Le cercle peut enfin rendre les institutions plus lisibles et les institutions peuvent, en retour, mieux comprendre la situation. Lorsqu’un établissement, un service, une collectivité ou une autorité publique n’a en face de lui qu’un dossier, il agit avec des informations partielles. Lorsqu’il peut dialoguer avec un environnement humain légitime, respectueux, organisé, il peut mieux ajuster ses décisions. Le cercle ne doit pas devenir un contre-pouvoir confus ou agressif. Il peut devenir un interlocuteur humain, capable de porter la mémoire de la situation, de signaler les besoins, de comprendre les contraintes, de faciliter les ajustements. Cette fonction peut être précieuse pour les institutions elles-mêmes.

Ce que le cercle rend possible, ce n’est donc pas une solution unique. C’est un contexte. Un contexte dans lequel la personne a plus de chances d’être comprise, dans lequel ses droits ont plus de chances d’être défendus, dans lequel les interventions ont plus de chances d’être ajustées, dans lequel les proches ont plus de chances d’être soulagés, dans lequel les institutions ont plus de chances d’agir avec justesse. Le cercle ne remplace pas les réponses. Il améliore les conditions dans lesquelles les réponses peuvent prendre sens.

L’expérimentation devra vérifier cela concrètement. Elle devra observer si, dans les situations accompagnées, la présence d’un environnement humain renforcé modifie réellement la qualité des décisions, le soulagement des proches, la continuité de l’accompagnement, la capacité à prévenir les ruptures, la compréhension de la personne, la mobilisation des ressources existantes. Elle devra accepter que certains cercles restent fragiles, que certains liens ne se construisent pas, que certaines situations demandent plus de temps, que certains acteurs hésitent. Mais elle devra aussi documenter ce que le cercle rend possible lorsqu’il commence à tenir.

## **Chapitre 9 — Les conditions de prudence**

Parce qu’il touche à l’intime des situations, le projet doit être construit sur une prudence forte. Cette prudence n’est pas un frein. Elle est la condition de la confiance. Les personnes vulnérables, les familles, les proches, les bénévoles, les professionnels et les institutions n’accepteront d’entrer dans une telle expérimentation que si elle protège ce qu’elle approche. On ne peut pas appeler à renforcer les environnements humains autour des personnes tout en exposant leur vie, leurs fragilités, leurs conflits ou leurs histoires. La première exigence est donc de protéger l’intime.

Protéger l’intime signifie d’abord ne jamais transformer une situation en vitrine. Une expérimentation a besoin d’être racontée, documentée, évaluée, transmise. Mais les situations réelles ne doivent pas devenir des illustrations publiques destinées à convaincre. Les apprentissages pourront être partagés, les méthodes pourront être décrites, les récits pourront être anonymisés, mais la dignité des personnes doit rester première. Une situation confiée à l’expérimentation ne doit jamais être utilisée contre la personne, contre ses proches, ou au service d’une communication qui les dépasserait.

La prudence concerne aussi le consentement. Le consentement ne peut pas être traité comme une formalité. Il doit être recherché, compris, réinterrogé, respecté dans le temps. Certaines personnes pourront exprimer clairement leur accord ou leur refus. D'autres auront besoin d'accompagnement pour comprendre ce qui est proposé. D'autres encore ne pourront pas ou ne voudront pas participer directement. Il faudra alors travailler avec une éthique renforcée, en veillant à ne jamais faire comme si le silence valait accord, ni comme si l'accord d'un proche suffisait toujours à régler la question. Le respect du rythme de la personne doit être au cœur de la méthode.

La prudence impose également de prévenir les captations. Un cercle de personnes de confiance peut être fragile face aux prises de pouvoir. Une famille peut vouloir décider seule. Une association peut vouloir organiser selon sa propre logique. Une institution peut vouloir piloter. Un professionnel peut vouloir garder le contrôle. Un bénévole peut s'attacher trop fortement. Une personne du cercle peut parler trop fort au nom de la personne concernée. Ces risques ne doivent pas être dramatisés, mais ils doivent être reconnus. Toute réalité humaine sensible peut être captée. C'est pourquoi l'expérimentation doit prévoir des repères de place, des espaces de régulation, une vigilance éthique et la possibilité de réinterroger ce qui se passe.

La prudence concerne aussi les proches. Le projet veut les soulager, non leur ajouter une responsabilité supplémentaire. Or il est facile, dans une démarche généreuse, de solliciter encore les mêmes personnes : les parents qui racontent, qui expliquent, qui organisent, qui relancent, qui participent aux réunions, qui témoignent, qui valident, qui prennent sur eux pour que le projet avance. Cela serait contraire à l'esprit même de l'expérimentation. Les proches doivent pouvoir contribuer à partir de leur expérience, mais sans être transformés en main-d'œuvre du projet. Leur fatigue doit être prise au sérieux. Leur droit au retrait aussi.

La prudence concerne les bénévoles et les citoyens. La mobilisation citoyenne est nécessaire, mais elle peut devenir dangereuse si elle repose sur l'enthousiasme seul. Entrer dans une situation de vulnérabilité demande de comprendre sa place, ses limites, les risques d'intrusion, les risques d'attachement disproportionné, les risques de maladresse. Il ne s'agit pas de décourager les présences citoyennes, mais de les préparer. Un bénévole ne doit pas être envoyé seul dans une complexité qu'il ne comprend pas. Il doit être formé, soutenu, accompagné, et pouvoir dire non ou se retirer sans culpabilité lorsque la situation dépasse ce qu'il peut porter.

La prudence concerne enfin les institutions et les associations. Leur appui est indispensable, mais il doit être clarifié. Soutenir un cercle ne signifie pas le posséder. Reconnaître un environnement humain ne signifie pas l'administrer. Financer une action de formation ou de méthode ne signifie pas prendre le contrôle de l'intime. L'expérimentation devra donc établir des règles de coopération claires, afin que les grands toits puissent jouer leur rôle sans absorber les petits toits. Cette clarification protège les cercles, mais elle protège aussi les institutions, qui ne doivent pas être placées dans une responsabilité impossible.

Toutes ces prudences doivent être formalisées dans une charte éthique de l'expérimentation. Cette charte ne devra pas être un texte décoratif. Elle devra servir réellement. Elle devra être lue, expliquée, discutée, ajustée. Elle devra dire comment on protège l'intime, comment on recueille les accords, comment on anonymise, comment on régule les conflits, comment on prévient les

captations, comment on soutient les proches, comment on encadre les bénévoles, comment on distingue les places. Elle devra aussi prévoir ce qui se passe lorsque quelque chose ne va pas : comment alerter, comment suspendre, comment corriger, comment se retirer.

La prudence ne doit pas rendre le projet immobile. Elle doit le rendre fiable. Ce serait une erreur de croire qu'il faut attendre un cadre parfait pour commencer. Mais ce serait une faute de commencer sans cadre éthique. L'expérimentation doit donc avancer avec une double exigence : ne pas se paralyser, ne pas se précipiter. Commencer petit, apprendre, ajuster, corriger, renforcer. C'est ainsi que la confiance pourra se construire. C'est ainsi que les premières situations pourront être respectées. C'est ainsi que les partenaires pourront accepter de s'engager. C'est ainsi que le projet pourra durer.

Les cercles de personnes de confiance sont nécessaires parce que les situations de vulnérabilité ont besoin d'humanité durable. Mais cette humanité durable ne peut pas être recherchée n'importe comment. Elle doit être approchée avec respect, avec méthode, avec humilité. Le projet porté par Dediçi ne peut être fidèle à lui-même que s'il fait de cette prudence une force structurante. C'est parce qu'il protège ce qu'il approche qu'il pourra appeler les volontés. C'est parce qu'il ne prétend pas posséder ce qu'il favorise qu'il pourra rassembler. C'est parce qu'il respecte l'intime qu'il pourra produire une transformation publique.

## **Quatrième partie — La cohérence Dediçi**

### **Chapitre 10 — Les cinq rôles de Dediçi**

La cohérence proposée par Dediçi repose sur une lecture simple et exigeante de toute situation de vulnérabilité : autour d'une personne, certains rôles doivent être tenus pour que la solidarité puisse réellement fonctionner. Ces rôles ne sont pas des cases administratives, ni des métiers, ni des statuts figés. Ce sont des places à tenir autour d'une situation, avec des personnes physiques et des personnes morales qui, chacune depuis leur nature propre, contribuent à ce que la personne ne soit pas seule, mal comprise, mal défendue, mal accompagnée ou abandonnée aux ruptures.

Le premier rôle est celui de la personne elle-même. Tout part d'elle. Elle n'est pas un dossier, ni un objet d'accompagnement, ni seulement une bénéficiaire d'aides. Elle est la personne impliquée dans la situation. Elle doit être entendue, comprise, reconnue, respectée dans son rythme, ses choix, ses refus, ses silences, son expression propre et son projet de vie. Même lorsque son autodétermination est difficile à recueillir, même lorsqu'elle s'exprime autrement que par des mots ordinaires, l'organisation de la solidarité doit chercher les conditions qui lui permettent d'exister comme sujet de sa propre vie.

Le deuxième rôle est celui de ceux qui défendent et protègent la personne. Ce rôle est essentiel lorsque la personne ne peut pas toujours faire valoir seule ses droits, ses intérêts, sa dignité ou sa sécurité. Défendre et protéger ne veut pas dire décider à sa place ou parler systématiquement au-dessus d'elle. Cela veut dire veiller à ce qu'elle ne soit pas oubliée, dominée, mal orientée, négligée,

exposée ou réduite à ce que les autres pensent utile pour elle. Ce rôle demande de la constance, du courage, de la vigilance et une loyauté profonde envers la personne.

Le troisième rôle est celui de ceux qui s'occupent activement et durablement de la situation. C'est un rôle décisif, souvent tenu par les parents ou les proches jusqu'à l'épuisement. S'occuper activement et durablement, ce n'est pas seulement intervenir ponctuellement ou répondre à une crise. C'est tenir le fil, relier les acteurs, suivre les démarches, anticiper les transitions, vérifier que les décisions produisent réellement ce qu'elles promettent, éviter que la situation se défasse dans les interstices du système. Ce rôle est souvent celui qui manque le plus cruellement lorsqu'une situation se dégrade.

Le quatrième rôle est celui de ceux qui apportent les compensations nécessaires. Il s'agit des aides concrètes, humaines, techniques, administratives, sociales, médicales, médico-sociales, éducatives, juridiques ou matérielles qui permettent à la personne de vivre, de participer, de communiquer, d'habiter, de se déplacer, d'accéder à ses droits et de traverser les actes ordinaires ou extraordinaires de la vie. Ce rôle est indispensable. Mais il ne suffit pas à lui seul. Une compensation peut exister sur le papier et ne pas être ajustée à la réalité de la personne si les autres rôles ne sont pas suffisamment tenus autour d'elle.

Le cinquième rôle est celui des institutions, des lois, des cadres, des associations, des collectivités et des personnes morales qui soutiennent l'ensemble. Ce rôle est essentiel, mais il doit être tenu avec justesse. Les institutions ne tiennent pas les cercles de personnes de confiance. Elles ne les possèdent pas, ne les administrent pas, ne les absorbent pas. Elles les soutiennent. Elles donnent du cadre, de la légitimité, des droits, des moyens, de la reconnaissance, de la sécurité et des possibilités d'action. Leur rôle est de permettre aux petits toits relationnels d'exister et de durer, sans les transformer en objets institutionnels.

Ces cinq rôles ne doivent pas être compris comme cinq compartiments fermés. Une même personne peut parfois tenir plusieurs rôles. Un parent peut entendre, défendre, suivre, relayer, alerter. Un professionnel peut apporter une compensation et, dans certains cas, devenir aussi un repère important de compréhension. Une association peut soutenir, former, relier, porter une vigilance. Une institution peut reconnaître et sécuriser. Mais l'intérêt de la grille Dediçi est de permettre de regarder si, autour d'une situation, les rôles nécessaires sont réellement tenus, par qui, avec quelle solidité, avec quelle fatigue, avec quels risques de rupture.

Cette lecture permet de sortir d'une confusion fréquente. Lorsqu'une situation va mal, on cherche souvent une solution supplémentaire, une place, une aide, une orientation, une intervention, une décision. Ces réponses peuvent être nécessaires, mais elles ne suffisent pas toujours. Il faut aussi demander : quel rôle n'est pas tenu ? Qui entend vraiment la personne ? Qui la défend ? Qui s'occupe durablement de la situation ? Qui apporte les compensations nécessaires ? Quelle institution soutient sans absorber ? Lorsque cette lecture est posée, le désordre devient plus lisible, et l'action peut devenir plus juste.

Dans l'expérimentation proposée, les cinq rôles de Dediçi doivent servir de boussole. Ils permettront de lire les premières situations sans les réduire à des dossiers. Ils aideront à repérer les

présences déjà là, les absences, les fragilités, les confusions de place, les rôles trop concentrés sur une seule personne, les soutiens institutionnels insuffisants ou mal ajustés. Ils permettront aussi de former les acteurs, de construire des supports simples, de dialoguer avec les familles, les associations, les professionnels, les citoyens et les institutions autour d'un langage commun.

La force de cette grille tient à sa simplicité. Chacun peut comprendre qu'une personne doit être entendue, défendue, accompagnée activement, compensée et soutenue par un environnement institutionnel juste. Mais sa mise en œuvre est exigeante, parce qu'il est rare que ces cinq rôles soient tenus clairement, durablement et harmonieusement autour d'une même situation. C'est précisément ce que l'expérimentation doit vérifier : comment aider un territoire à regarder ces rôles, à les renforcer, à les partager, à les soutenir, et à éviter qu'ils reposent toujours sur les mêmes proches jusqu'à l'épuisement.

## **Chapitre 11 — Ce que les cinq rôles permettent de voir**

La grille des cinq rôles de Dediçi n'est pas seulement une manière de présenter une pensée. Elle est un outil de regard et d'action. Elle permet d'entrer dans une situation sans chercher d'abord un responsable ou une solution toute faite. Elle invite à regarder comment la solidarité est réellement organisée autour de la personne. Elle aide à voir ce qui tient, ce qui manque, ce qui fatigue, ce qui se confond, ce qui repose sur trop peu de personnes, ce qui pourrait être soutenu ou réanimé.

Elle permet d'abord de voir les rôles absents. Il peut y avoir des services autour d'une personne, mais personne qui l'entende vraiment. Il peut y avoir des aides, mais personne qui défende ses droits avec constance. Il peut y avoir des interventions professionnelles, mais personne qui s'occupe activement et durablement de l'ensemble de la situation. Il peut y avoir une famille présente, mais aucun soutien institutionnel réel. Lorsque le rôle absent est nommé, la difficulté devient plus claire. On ne cherche plus seulement une réponse générale ; on cherche ce qui manque précisément pour que la situation tienne mieux.

Elle permet aussi de voir les rôles fragilisés. Un rôle peut être tenu, mais par une personne épuisée, isolée ou insuffisamment reconnue. Un parent peut défendre sans relais. Une sœur peut suivre les démarches sans soutien. Un professionnel peut être très engagé mais limité par son cadre. Une association peut soutenir mais manquer de moyens relationnels. Une institution peut reconnaître l'importance du sujet mais ne pas encore savoir comment soutenir sans absorber. Repérer un rôle fragile permet d'agir avant que la situation ne se dégrade davantage.

La grille permet également de voir les rôles concentrés sur une seule personne. C'est une situation très fréquente. Un proche tient l'écoute, la défense, le suivi, la mémoire, les démarches, les alertes, la coordination, et parfois même une partie des compensations. Tant que ce proche tient, la situation peut sembler stable. Mais cette stabilité est fragile, parce qu'elle repose sur un point unique de rupture. Si cette personne tombe malade, s'épuise, s'absente ou disparaît, tout peut se désorganiser brutalement. La grille des rôles permet de voir ce risque avant qu'il ne produise ses effets.

Elle aide aussi à repérer les confusions de rôle. On peut attendre d'une institution qu'elle fabrique un cercle relationnel, alors qu'elle peut seulement le soutenir. On peut demander à un professionnel

de tenir une continuité globale que son mandat ne lui permet pas d'assumer. On peut demander à une famille de rester l'ultime garante de tout, alors qu'elle cherche précisément à être relayée. On peut demander à un bénévole d'entrer dans une responsabilité qu'il n'est pas préparé à porter. Ces confusions créent de la souffrance, de la déception et de l'inefficacité. Les nommer permet de remettre chacun à une place plus juste.

Mais cette grille ne sert pas seulement à voir les manques. Elle sert aussi à reconnaître ce qui existe déjà. Dans beaucoup de situations, des personnes tiennent des rôles sans que cela soit nommé. Un voisin veille. Un professionnel comprend finement la personne. Un frère défend discrètement. Une association donne un relais. Un service apporte une compensation essentielle. Une institution ouvre un droit. Le regard Dediçi doit reconnaître ces présences, non pour les instrumentaliser, mais pour les soutenir. L'expérimentation devra partir de ce qui existe, pas seulement de ce qui manque.

Ce que les cinq rôles permettent de voir, c'est donc l'organisation réelle de la solidarité autour d'une personne. Cette organisation peut être solide, fragile, incomplète, déséquilibrée, confuse ou presque absente. Elle peut être portée par beaucoup d'acteurs ou par un seul proche. Elle peut être soutenue par des institutions ou rester invisible à leurs yeux. La grille des rôles donne un langage pour regarder cette réalité sans la réduire à des cases administratives. Elle permet de passer d'un malaise général à une lecture plus précise : ici, c'est le rôle de défense qui manque ; là, c'est le suivi durable ; là encore, c'est le soutien institutionnel qui n'est pas ajusté.

Dans l'expérimentation, cette grille devra rester vivante. Elle ne doit pas devenir un formulaire de plus. Elle ne doit pas figer les personnes dans des catégories. Elle doit servir au dialogue. Les familles devront pouvoir dire si elle parle juste. Les professionnels devront pouvoir dire si elle aide réellement à agir. Les institutions devront pouvoir comprendre comment soutenir sans prendre la place. Les citoyens devront pouvoir voir où une présence modeste peut devenir utile. Les personnes impliquées devront, chaque fois que possible, faire sentir si cette lecture respecte leur vie, leur rythme et leur liberté.

La grille des cinq rôles est donc un outil de cohérence. Elle ne prétend pas résoudre seule les situations. Elle rend visible ce qu'il faut regarder pour mieux agir. Elle permet d'éviter que la réponse se réduise à une solution technique ou à une coordination abstraite. Elle replace la solidarité dans une organisation humaine et institutionnelle lisible : la personne au centre, des défenseurs, des personnes qui s'occupent durablement de la situation, des compensations, et des institutions qui soutiennent l'ensemble sans tenir ni posséder le cercle.

## **Chapitre 12 — Dediçi comme catalyseur citoyen**

Dans cette expérimentation, Dediçi ne doit pas être présenté comme un opérateur qui viendrait remplacer les acteurs existants. Ce serait une erreur de positionnement et une trahison de l'esprit du projet. Dediçi n'a pas vocation à devenir une institution supplémentaire, un service de coordination de plus, une association concurrente, ni le propriétaire des cercles de personnes de confiance. Sa place est autre. Dediçi se présente comme un catalyseur citoyen : il apporte une cohérence, un langage, une grille de lecture par les rôles, une capacité de mise en mouvement, et il appelle les forces existantes à se relier autrement autour des situations.

Être catalyseur, c'est permettre une transformation sans se substituer aux éléments qui doivent agir. Dediçi ne remplace pas les parents, les proches, les citoyens, les associations, les professionnels ou les institutions. Il ne prend pas leur place. Il ne parle pas à leur place. Il ne prétend pas savoir seul ce qu'il faut faire dans chaque situation. Il propose une manière de poser les questions, de distinguer les rôles, de regarder les manques, de favoriser les cercles, de mobiliser les ressources existantes et de tenir une cohérence là où les acteurs agissent souvent en ordre dispersé.

Cette position de catalyseur est exigeante. Elle demande de tenir le cap sans posséder le mouvement. Elle demande de proposer des repères sans les transformer en doctrine fermée. Elle demande d'appeler des partenaires sans les instrumentaliser. Elle demande d'être suffisamment clair pour que le projet ne se dilue pas, mais suffisamment ouvert pour que chacun puisse y contribuer depuis sa place. Elle demande aussi une vigilance constante sur les mots, parce qu'une confusion de vocabulaire peut entraîner une confusion de places. Si l'on confond les publics appelés et les cercles de personnes de confiance, on rate le projet. Si l'on confond soutien institutionnel et tenue institutionnelle du cercle, on rate le projet. Si l'on confond mobilisation citoyenne et abandon aux bénévoles, on rate encore le projet.

Dediçi apporte d'abord une inversion de regard. Là où beaucoup de démarches partent de l'offre existante, Dediçi propose de partir de la situation. Là où l'on cherche souvent une solution, Dediçi rappelle qu'il faut d'abord regarder les relations qui permettront à la solution de tenir. Là où l'on demande parfois aux institutions de tout fabriquer, Dediçi distingue les grands toits et les petits toits. Là où l'on laisse les proches porter seuls, Dediçi cherche comment élargir l'environnement humain sans les déposséder. Cette inversion est simple à énoncer, mais elle demande une grande force de traduction pour être comprise par des publics différents.

Dediçi apporte ensuite la lecture des cinq rôles. Cette lecture permet d'entrer dans les situations sans les réduire à des diagnostics administratifs. Elle aide à demander qui est la personne dans son expression propre, qui défend et protège, qui s'occupe activement et durablement de la situation, qui apporte les compensations nécessaires, quelles institutions soutiennent. Elle permet de repérer les absences, les fragilités, les confusions, les concentrations de responsabilité. Elle offre un langage commun aux familles, aux associations, aux professionnels, aux institutions et aux citoyens. Elle ne donne pas automatiquement les réponses, mais elle rend les bonnes questions plus visibles.

Dediçi apporte aussi une capacité d'appel. Le projet ne pourra pas commencer si les volontés restent dispersées. Il faut appeler les parents, les aidants, les citoyens, les bénévoles, les associations, les professionnels, les institutions, les chercheurs, les juristes, les formateurs et les pouvoirs publics à se demander ce qu'ils peuvent apporter. Cet appel doit être ferme sans être accusateur, ambitieux sans être imprudent, mobilisateur sans être spectaculaire. Dediçi peut porter cet appel précisément parce qu'il n'appelle pas à rejoindre une structure fermée, mais à contribuer à une expérimentation commune.

Dediçi devra également contribuer à la traduction. Le même projet ne se raconte pas de la même manière à un parent fatigué, à une association familiale, à une collectivité, à un professionnel, à un citoyen bénévole, à un juriste ou à un chercheur. Chacun doit comprendre depuis sa place ce qui est proposé, ce qui ne l'est pas, ce qui est attendu, ce qui est protégé. Cette traduction est une condition

de réussite. Sans elle, le projet risque d'être mal compris : les institutions pourraient croire qu'on leur demande de tenir les cercles ; les familles pourraient craindre une nouvelle charge ; les associations pourraient redouter une concurrence ; les bénévoles pourraient se croire appelés à tout porter ; les professionnels pourraient craindre une remise en cause de leur compétence.

Dediçi aura enfin une fonction de documentation et de capitalisation. Une expérimentation qui ne documente pas ce qu'elle apprend risque de rester une belle expérience locale sans transmission possible. Mais documenter ne signifie pas exposer. Il faudra produire des textes, des supports, des formations, des récits anonymisés, des repères éthiques, des hypothèses juridiques, des analyses de méthode, tout en respectant strictement l'intime des situations. Dediçi peut tenir cette mémoire du projet, non comme propriétaire de l'expérience, mais comme garant d'une transmission fidèle, utile et ouverte.

Cette position de catalyseur suppose une forme d'humilité. Dediçi ne peut pas dire : nous savons fabriquer les petits toits. Il doit dire : nous proposons une cohérence pour aider un territoire à essayer de les favoriser. Dediçi ne peut pas dire : nous allons résoudre à nous seuls la question de l'Après-Nous, du maintenant, du temporaire et du plus tard. Il doit dire : nous proposons de commencer autrement, sérieusement, avec les ressources existantes, en partant des situations. Dediçi ne peut pas dire : rejoignez notre dispositif. Il doit dire : apportez votre pierre à une expérimentation qui ne peut réussir que si chacun accepte de contribuer depuis sa place.

Mais cette humilité ne doit pas devenir de la timidité. Le projet a besoin d'une parole forte. Il faut affirmer qu'une question essentielle n'est pas traitée à la bonne hauteur. Il faut dire que les grands toits ne savent pas fabriquer les petits toits, et que ce n'est pas une accusation, mais un constat d'organisation. Il faut dire que les familles et les citoyens doivent être reconnus comme des forces de construction relationnelle, mais qu'ils ne peuvent pas agir seuls. Il faut dire que les institutions doivent soutenir sans absorber. Il faut dire que l'expérimentation demande une autorisation politique, associative et citoyenne. Il faut dire que la solidarité durable doit être organisée autour des situations, et pas seulement administrée depuis les dispositifs.

Dediçi comme catalyseur citoyen : cette formule doit donc être comprise comme une responsabilité. Tenir la cohérence. Protéger le sens. Appeler les volontés. Relier les acteurs. Traduire les idées. Former les regards. Documenter les apprentissages. Préserver la distinction entre les places. Favoriser les cercles sans les posséder. Faire en sorte que les grands toits soutiennent les petits toits sans les tenir. C'est dans cette fonction que Dediçi peut être utile, non en prenant la place de l'existant, mais en aidant l'existant à se réordonner autour de chaque situation de vulnérabilité.

# Cinquième partie — L'expérimentation territoriale

## Chapitre 13 — Pourquoi expérimenter

Le projet proposé par Dediçi ne peut pas rester au niveau d'une idée, même très cohérente. Il doit être éprouvé dans des situations réelles, avec des personnes réelles, sur un territoire réel, avec les ressources, les résistances, les lenteurs, les enthousiasmes et les fragilités que cela suppose. La solidarité ne se démontre pas seulement dans un texte. Elle se vérifie dans la manière dont des personnes, des proches, des citoyens, des associations, des professionnels et des institutions réussissent, ou non, à se relier autour d'une situation de vulnérabilité.

C'est pourquoi le livre-projet appelle une expérimentation territoriale. Il ne s'agit pas de proclamer un modèle général qui devrait s'appliquer partout de la même manière. Il s'agit de commencer quelque part, avec prudence et sérieux, pour voir comment cette cohérence peut prendre forme. Un territoire est un espace suffisamment proche pour que les acteurs puissent se connaître, se rencontrer, se faire confiance progressivement, repérer les ressources disponibles, ajuster les réponses, apprendre ensemble. Il est aussi suffisamment vaste pour que l'expérience ne reste pas une simple initiative privée ou familiale, mais devienne une démarche collective, portée par plusieurs composantes de la solidarité.

Expérimenter, ici, ne signifie pas essayer au hasard. Cela signifie organiser un apprentissage volontaire, suivi, documenté et protégé. L'expérimentation doit permettre de vérifier si l'inversion de regard proposée par Dediçi aide réellement à mieux lire les situations, à mieux soutenir les proches, à mieux mobiliser les citoyens, à mieux articuler les associations, à mieux faire dialoguer les institutions avec les environnements humains des personnes. Elle doit aussi permettre d'identifier ce qui ne fonctionne pas, ce qui est trop fragile, ce qui demande plus de temps, ce qui doit être corrigé, ce qui ne doit pas être reproduit.

L'expérimentation doit partir de l'existant. C'est un point majeur. Le projet ne commence pas par la création d'un système parallèle. Il ne cherche pas à construire une nouvelle structure qui viendrait se superposer aux autres. Il cherche d'abord à mobiliser ce qui est déjà là : des familles, des proches, des associations, des services, des établissements, des professionnels, des institutions, des citoyens, des savoir-faire, des expériences, des lieux, des réseaux, des droits, des dispositifs. Le problème n'est pas seulement que les ressources manquent. Le problème est qu'elles ne se trouvent pas toujours au bon endroit, au bon moment, dans la bonne relation à la situation.

Expérimenter, c'est donc apprendre à réordonner l'existant autour des situations. Ce mot de réordonner doit être entendu avec délicatesse. Il ne s'agit pas de commander les acteurs depuis un centre. Il s'agit de créer une lisibilité commune, pour que chacun comprenne mieux où il se situe, ce qu'il peut apporter, ce qu'il ne doit pas prendre, ce qu'il doit soutenir, ce qu'il doit laisser vivre. Une association peut contribuer sans posséder. Une institution peut soutenir sans absorber. Un

citoyen peut être présent sans se substituer. Un professionnel peut agir depuis son métier sans porter seul l'ensemble. Un proche peut transmettre ce qu'il sait sans être condamné à tout tenir.

L'expérimentation est nécessaire parce que le projet touche à des réalités qui ne peuvent pas être réglées seulement par des principes. Dire que les grands toits doivent soutenir les petits toits est juste, mais cela reste insuffisant tant que l'on n'a pas vu comment une institution accepte concrètement de reconnaître un cercle sans le transformer en procédure. Dire que les citoyens peuvent contribuer est juste, mais cela reste insuffisant tant que l'on n'a pas appris comment les appeler, les préparer, les protéger et les relier aux situations sans imprudence. Dire que les proches doivent être soulagés est juste, mais cela reste insuffisant tant que l'on n'a pas vérifié comment partager certains rôles sans les déposséder ni les exposer.

L'expérimentation doit aussi permettre de construire la confiance. Les acteurs concernés ne vont pas se mettre en mouvement simplement parce qu'un livre-projet affirme une cohérence. Les familles ont parfois été trop déçues pour croire immédiatement à une nouvelle proposition. Les institutions ont leurs cadres, leurs responsabilités, leurs prudences. Les associations peuvent craindre une concurrence ou une dilution de leur identité. Les professionnels peuvent redouter une injonction supplémentaire. Les citoyens peuvent se sentir illégitimes ou inquiets. La confiance ne peut venir que progressivement, à partir d'actes, de situations accompagnées avec respect, de paroles tenues, d'erreurs corrigées, de clarifications patientes.

Le territoire d'expérimentation devra donc être pensé comme un espace d'apprentissage partagé. On n'y cherchera pas à démontrer trop vite que tout fonctionne. On cherchera à apprendre sérieusement. On acceptera de commencer modestement. On acceptera que certaines situations soient trop complexes pour entrer immédiatement dans la démarche. On acceptera que certains acteurs aient besoin de temps. On acceptera que les premiers outils soient imparfaits. Ce qui compte, c'est que le cap soit clair : partir des situations, regarder les rôles, favoriser les cercles de personnes de confiance, mobiliser les ressources existantes, soutenir sans absorber, protéger l'intime, documenter sans trahir.

L'expérimentation aura enfin une vocation de transmission. Ce qui sera appris localement ne devra pas rester enfermé dans le territoire de départ. Si la démarche produit des repères utiles, ils devront pouvoir être partagés avec d'autres territoires, d'autres associations, d'autres institutions, d'autres collectifs citoyens. Mais cette transmission ne devra pas prendre la forme d'un modèle rigide. Elle devra transmettre une cohérence, une méthode, des points de vigilance, des supports, des formations, des exemples anonymisés, des erreurs à éviter, des conditions de réussite. Chaque territoire devra ensuite l'adapter à sa propre histoire et à ses propres ressources.

C'est pour cela qu'il faut expérimenter. Non pour ajouter une expérience de plus dans un paysage déjà saturé, mais pour vérifier concrètement comment une autre manière de regarder et d'organiser la solidarité peut prendre corps. L'expérimentation est le passage nécessaire entre l'intuition et la preuve, entre la doctrine et l'action, entre l'appel et la transformation réelle des situations. Elle est aussi un acte de modestie : Dediçi ne dit pas que tout est déjà résolu ; il dit qu'une cohérence existe, qu'elle mérite d'être mise à l'épreuve, et que le moment est venu de commencer.

## Chapitre 14 — Commencer par quelques situations

Une expérimentation de cette nature doit commencer par quelques situations seulement. Ce choix n'est pas un manque d'ambition. Il est au contraire la condition d'une ambition sérieuse. Vouloir aller trop vite serait dangereux. Les situations de vulnérabilité ne sont pas des terrains d'essai abstraits. Elles concernent des personnes, des familles, des histoires, des fragilités, des droits, des peurs, des confiances parfois abîmées. On ne peut pas y entrer avec une logique de déploiement massif. Il faut commencer petit, regarder profondément, protéger ce qui doit l'être, apprendre avant d'élargir.

Les premières situations ne devront pas être choisies pour faire vitrine. Il ne faudra pas chercher des cas exemplaires, faciles à raconter, capables de prouver rapidement que le projet fonctionne. Ce serait une erreur éthique et méthodologique. Les premières situations devront être choisies parce qu'elles permettent d'apprendre avec prudence. Elles devront présenter une réalité suffisamment claire pour que l'expérimentation puisse commencer, mais suffisamment riche pour que les questions essentielles apparaissent : qui est là, qui manque, quels rôles sont tenus, quels rôles fatiguent, quels appuis existent déjà, quels soutiens pourraient être appelés, quels risques doivent être prévenus.

Le volontariat sera une condition essentielle. Il ne s'agit pas d'entrer dans des situations sans accord, ni de transformer des familles en objets d'observation. Les personnes impliquées devront être associées chaque fois que cela est possible et souhaité, selon leur mode d'expression, leur rythme, leurs capacités, leurs choix et leurs refus. Les proches devront comprendre ce qui est proposé, ce qui ne l'est pas, ce que l'expérimentation peut apporter, ce qu'elle ne peut pas promettre. Les professionnels déjà présents devront être respectés dans leur place. Les institutions concernées devront être informées avec discernement, sans exposition inutile de l'intime.

Commencer par quelques situations permettra de tester la méthode de lecture. Cette lecture ne devra pas être une évaluation administrative supplémentaire. Elle devra être une manière de regarder l'environnement humain réel autour de la personne. Qui la connaît vraiment ? Qui sait ce qui compte pour elle ? Qui défend ses droits et ses intérêts ? Qui s'occupe activement et durablement de la situation ? Qui apporte les compensations nécessaires ? Quelles institutions soutiennent déjà ? Quels grands toits pourraient être appelés ? Quels petits toits existent déjà, même de manière fragile ? Qu'est-ce qui pourrait être renforcé sans forcer ?

Cette lecture devra être conduite avec délicatesse. Il ne s'agit pas de juger une famille, de noter un établissement, de dénoncer une institution ou de mesurer la valeur d'un proche. Il s'agit de comprendre l'organisation réelle de la solidarité autour d'une personne. Beaucoup de proches ont tenu seuls parce qu'ils n'avaient pas le choix. Beaucoup de professionnels ont fait ce qu'ils pouvaient dans des cadres contraints. Beaucoup d'associations ont porté des réponses avec les moyens disponibles. La lecture Dediçi ne doit pas produire de culpabilité. Elle doit produire de la lisibilité, et donc ouvrir une possibilité d'action plus juste.

À partir de cette lecture, il deviendra possible d'identifier les premiers renforcements. Dans une situation, il faudra peut-être soutenir un proche qui tient trop de rôles. Dans une autre, il faudra

aider à faire reconnaître un cercle déjà existant. Dans une autre, il faudra clarifier la place d'un professionnel ou d'une association. Dans une autre, il faudra chercher une présence citoyenne modeste, régulière, très encadrée. Dans une autre encore, il faudra surtout obtenir d'un grand toit institutionnel qu'il sécurise ou reconnaisse ce qui commence à se construire. Chaque situation appellera une réponse singulière.

Commencer par quelques situations permettra aussi de tester les réactions des acteurs. Comment les familles comprennent-elles l'appel ? Comment les associations se situent-elles ? Comment les institutions réagissent-elles à l'idée de soutenir sans tenir ? Comment les professionnels accueillent-ils une lecture par les rôles ? Comment les citoyens peuvent-ils être appelés sans imprudence ? Comment protéger les données et l'intimité ? Comment parler de ce qui se passe sans exposer ? Comment ajuster la formation ? Comment éviter que le projet ne devienne trop lourd ou trop abstrait ? Ces questions ne trouveront leurs réponses qu'en travaillant.

Il faudra accepter que certaines premières situations ne donnent pas les résultats espérés. Un cercle peut ne pas se renforcer. Une famille peut se retirer. Un acteur peut ne pas comprendre sa place. Une institution peut hésiter. Un bénévole peut se rendre compte qu'il n'est pas prêt. Ces limites ne seront pas des échecs si elles sont comprises, respectées et documentées. Une expérimentation digne de ce nom apprend aussi de ce qui ne tient pas. Elle ne force pas les situations pour sauver son image. Elle ajuste sa méthode à partir de la réalité.

Commencer par quelques situations, c'est enfin protéger la crédibilité du projet. Si l'appel annonce trop grand trop vite, il risque de susciter de l'espoir puis de la déception. S'il commence avec prudence, il peut construire une confiance plus durable. Les premiers résultats ne devront pas être spectaculaires. Ils devront être solides. Une personne mieux entendue. Un proche un peu moins seul. Un rôle mieux partagé. Un lien réanimé. Une institution qui comprend mieux sa place. Un cercle qui commence à être reconnu. Une situation qui ne se défait pas lors d'une transition. Ce sont ces signes modestes qui diront si le projet prend racine.

L'élargissement viendra ensuite, lorsque la méthode sera plus sûre. Il ne s'agira pas de passer mécaniquement de quelques situations à un grand nombre. Il faudra élargir au rythme de la confiance, des capacités de formation, de la disponibilité des partenaires, de la solidité de l'éthique, de la clarté des chantiers. L'expérimentation devra rester fidèle à son principe : ne pas mettre les situations au service du projet, mais mettre le projet au service des situations.

## **Chapitre 15 — Une expérimentation longue**

L'expérimentation doit être longue parce que ce qu'elle cherche à construire ne peut pas se décréter rapidement. La confiance demande du temps. Les relations demandent du temps. Les changements de posture demandent du temps. Les institutions elles-mêmes ont besoin de temps pour comprendre comment soutenir sans absorber. Les associations ont besoin de temps pour trouver leur juste place. Les citoyens et bénévoles ont besoin de temps pour être appelés, formés, rassurés, accompagnés. Les familles ont besoin de temps pour vérifier que la démarche ne leur impose pas une charge supplémentaire et qu'elle respecte réellement leur histoire.

Une expérimentation trop courte risquerait de produire seulement des commencements. Elle pourrait montrer que l'idée intéresse, que des personnes se mobilisent, que quelques rencontres sont possibles, que certains supports fonctionnent. Mais elle ne permettrait pas de vérifier si les petits toits peuvent tenir dans la durée, si les cercles peuvent être réanimés lorsqu'ils fatiguent, si les rôles peuvent être partagés, si les proches sont réellement soulagés, si les institutions changent de posture autrement que dans les discours. Or le projet ne cherche pas seulement à faire apparaître une dynamique ; il cherche à savoir si cette dynamique peut durer.

Le temps long est nécessaire pour traverser les transitions. Une situation de vulnérabilité ne se comprend pas en un instant. Elle traverse des périodes de stabilité, des crises, des changements de lieu, des changements de professionnels, des décisions administratives, des hospitalisations, des absences, des retours, des conflits, des réorganisations familiales ou institutionnelles. C'est souvent dans ces transitions que les situations se fragilisent. Une expérimentation sérieuse doit donc durer assez longtemps pour voir comment les cercles réagissent à ces moments-là. Ce n'est pas lorsque tout va bien que l'on sait si un petit toit tient ; c'est lorsque quelque chose bouge.

Le temps long est aussi nécessaire pour former. La formation ne sera pas un simple module à suivre avant d'agir. Elle devra accompagner l'expérimentation. Les premières formations permettront de comprendre l'inversion de regard, les cinq rôles, la relation d'abord, les petits toits et les grands toits, la prudence éthique. Mais les situations réelles feront apparaître des questions nouvelles. Il faudra alors revenir aux formations, les corriger, les simplifier, les rendre plus concrètes, produire des supports adaptés à chaque public. Former, dans ce projet, ce n'est pas transmettre une doctrine une fois pour toutes. C'est apprendre ensemble à regarder autrement.

Le temps long est nécessaire pour rassurer. Beaucoup d'acteurs auront besoin d'être rassurés, non par des promesses mais par la tenue du projet. Les familles devront voir que leur parole n'est pas utilisée sans respect. Les institutions devront voir que les cercles ne deviennent pas des lieux de confusion ou de contestation désordonnée. Les associations devront voir que Dediçi ne cherche pas à prendre leur place. Les professionnels devront voir que leur compétence est reconnue. Les citoyens devront voir qu'ils ne sont pas envoyés seuls dans l'inconnu. Cette réassurance ne peut pas être obtenue par une déclaration initiale. Elle se construit par la durée.

Le temps long est encore nécessaire pour documenter. Il ne suffit pas d'écrire un rapport à la fin. Il faudra observer au fil de l'eau, recueillir des enseignements, anonymiser, comparer les situations, repérer les conditions de réussite, comprendre les limites, identifier les erreurs. Il faudra produire des récits qui respectent l'intime, des analyses qui restent utiles, des supports qui pourront être transmis. Tout cela demande du temps, non seulement pour collecter des informations, mais pour comprendre ce qu'elles signifient réellement.

Enfin, le temps long est nécessaire parce que la question posée n'est pas seulement opérationnelle. Elle touche à la manière dont une société organise la présence humaine autour des personnes les plus fragiles. On ne transforme pas cette manière de faire en quelques mois. On peut lancer un appel rapidement. On peut ouvrir des chantiers. On peut commencer à lire des situations. Mais construire une alliance nouvelle entre volonté citoyenne et soutien institutionnel demande de la patience. C'est une culture de solidarité à faire émerger, pas seulement une procédure à installer.

L'expérimentation devra donc assumer sa lenteur. Cette lenteur ne sera pas de l'inertie. Elle devra être active, organisée, suivie, exigeante. Il faudra avancer, mais sans précipitation. Commencer, mais sans promettre trop vite. Élargir, mais seulement lorsque les conditions de prudence seront suffisantes. Documenter, mais sans exposer. Former, mais sans rigidifier. Soutenir, mais sans absorber. Cette lenteur active est probablement l'une des conditions les plus importantes de la réussite.

Ce livre-projet appelle donc une expérimentation longue non par confort, mais par fidélité à ce qu'elle cherche à faire naître. La confiance ne se décrète pas. Les cercles ne se fabriquent pas. Les petits toits ne surgissent pas d'un formulaire. Les grands toits ne changent pas de posture en une réunion. Les citoyens ne deviennent pas des présences fiables par simple bonne volonté. Les proches ne se sentent pas soulagés parce qu'on leur annonce un projet. Il faut du temps pour que tout cela devienne réel. Il faut accepter ce temps, le protéger, et en faire une ressource.

## **Chapitre 16 — Les grandes étapes**

L'expérimentation devra avancer par étapes, non pour enfermer le projet dans un calendrier rigide, mais pour donner une lisibilité à la mise en mouvement. Une démarche aussi sensible ne peut pas être laissée à l'improvisation. Elle doit permettre à chacun de comprendre où l'on en est, ce qui est attendu, ce qui est déjà possible, ce qui doit encore mûrir, ce qui doit être protégé. Les étapes donneront un cadre sans transformer l'expérimentation en procédure fermée.

La première étape est le lancement de l'appel à manifestation d'intérêt. Cet appel devra être clair, accessible et ferme. Il devra dire que le projet ne demande pas d'abord la création d'un nouveau système, mais une volonté commune d'expérimenter autrement avec les ressources déjà présentes. Il devra s'adresser à plusieurs publics sans les confondre : parents et proches, personnes impliquées lorsque cela est possible, citoyens, associations, professionnels, institutions, chercheurs, juristes, formateurs. Il devra demander à chacun non pas une adhésion abstraite, mais une réponse située : que pouvez-vous apporter ? Quelle pierre pouvez-vous poser ? Quelle place pourriez-vous tenir dans l'expérimentation ?

La deuxième étape est le rassemblement des premiers appuis. L'appel ne pourra pas rester une parole isolée. Il aura besoin de soutiens capables de lui donner confiance et légitimité. Des associations familiales et parentales pourront apporter leur enracinement et leur expérience. Des institutions et pouvoirs publics pourront donner une autorisation politique et territoriale d'essayer. Des professionnels pourront dire que cette manière de regarder les situations répond à une difficulté réelle. Des citoyens pourront manifester leur disponibilité. Des juristes, chercheurs et formateurs pourront aider à sécuriser la démarche. Ces appuis ne devront pas être seulement symboliques ; ils devront permettre d'ouvrir les premiers chantiers.

La troisième étape est la constitution d'un noyau de cohérence. Ce noyau n'a pas vocation à posséder le projet. Il doit tenir le cap, relier les chantiers, protéger les situations, garantir la précision des mots, éviter les confusions de place, veiller à ce que l'expérimentation reste fidèle à son intention. Il devra être suffisamment léger pour ne pas bloquer l'action, mais suffisamment solide pour éviter la dispersion. Dediçi y aura une place particulière, comme catalyseur et garant de

la cohérence initiale, mais il devra travailler avec des partenaires capables de porter la démarche avec lui.

La quatrième étape est l'identification des premières situations volontaires. Cette étape demandera une grande prudence. Il ne s'agira pas de chercher des situations "modèles", mais des situations dans lesquelles il est possible d'apprendre sans exposer. Les accords nécessaires devront être recherchés avec soin. Les proches devront comprendre ce qui est proposé. La personne impliquée devra être respectée dans son expression et dans son rythme. Les informations sensibles devront être protégées. L'entrée dans l'expérimentation devra rester libre, réversible et accompagnée.

La cinquième étape est la lecture approfondie de ces situations. Cette lecture devra s'appuyer sur les cinq rôles de Dediçi : la personne impliquée, ceux qui défendent et protègent, ceux qui s'occupent activement et durablement de la situation, ceux qui apportent les compensations nécessaires, et les institutions qui soutiennent. Il faudra regarder qui tient quoi, ce qui manque, ce qui fatigue, ce qui est concentré, ce qui est confus, ce qui pourrait être renforcé. Cette lecture ne devra pas être faite surplombante. Elle devra être conduite avec les personnes concernées, les proches et les acteurs déjà présents, autant que possible et avec les précautions nécessaires.

La sixième étape est la mobilisation des ressources existantes autour des situations. C'est ici que l'expérimentation deviendra concrète. À partir de ce qui aura été compris, il faudra chercher quels appuis peuvent être appelés. Une association pourra contribuer à former ou relayer. Un professionnel pourra aider à ajuster une compensation. Un citoyen pourra entrer progressivement dans une présence prudente. Une institution pourra reconnaître ou sécuriser une démarche. Un proche pourra être soutenu dans un rôle qu'il tient déjà. L'objectif ne sera pas de tout faire bouger à la fois, mais d'apporter les renforcements les plus justes.

La septième étape est la formation et le soutien des acteurs. L'inversion de regard ne se fera pas spontanément. Il faudra former aux rôles, aux petits toits et aux grands toits, à la relation d'abord, à la prudence éthique, à la lecture de situation, à la coopération entre acteurs. Ces formations devront être adaptées aux publics. Un parent n'a pas besoin du même langage qu'un élu, un bénévole, un professionnel ou un juriste. La formation devra aussi être rassurante : elle ne doit pas culpabiliser, mais donner des repères pour agir plus justement.

La huitième étape est l'observation, l'ajustement et la transmission. Dès le début, l'expérimentation devra documenter ce qu'elle apprend. Ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas, ce qui demande plus de temps, ce qui produit de la confiance, ce qui crée des résistances, ce qui protège réellement les personnes, ce qui soulage les proches. Cette observation devra être qualitative, prudente, respectueuse. Elle devra nourrir l'ajustement des méthodes et préparer, plus tard, la transmission à d'autres territoires.

Ces étapes ne seront pas toujours strictement successives. Certaines se chevaucheront. L'appel continuera pendant que les premières situations seront lues. La formation commencera avant que tous les outils soient stabilisés. La documentation accompagnera toute la démarche. Les appuis se renforceront au fil du temps. Mais l'ordre général doit rester clair : appeler, rassembler, tenir la

cohérence, choisir prudemment, lire les situations, mobiliser l'existant, former, soutenir, observer, transmettre.

Cette progression doit donner confiance. Elle montre que le projet ne se contente pas d'une grande idée. Il propose un chemin. Un chemin qui commence par une volonté, qui respecte la prudence, qui mobilise ce qui existe déjà, qui place la personne et son environnement humain au point de départ, qui demande aux grands toits de soutenir sans absorber, et qui cherche à apprendre avant de prétendre généraliser. C'est ainsi que le choc de cohérence solidaire peut commencer à devenir une réalité.

## **Sixième partie — L'appel à manifestation d'intérêt**

### **Chapitre 17 — À qui l'appel s'adresse**

L'appel à manifestation d'intérêt porté par Dediçi ne s'adresse pas à un seul acteur. Il ne peut pas être adressé seulement aux institutions, parce que les institutions ne fabriquent pas les petits toits. Il ne peut pas être adressé seulement aux familles, parce qu'elles portent déjà trop. Il ne peut pas être adressé seulement aux citoyens, parce qu'une volonté citoyenne non soutenue resterait fragile. Il ne peut pas être adressé seulement aux associations, parce qu'aucune association ne peut, à elle seule, tenir la totalité de la réponse. Cet appel s'adresse donc à toutes les composantes de la solidarité, mais en distinguant clairement la place de chacune.

Il s'adresse d'abord aux parents, aux aidants et aux proches. Leur place est centrale, non parce qu'il faudrait leur demander de faire davantage, mais parce qu'ils savent ce que signifie tenir une situation dans la durée. Ils connaissent souvent ce que personne d'autre ne connaît : l'histoire de la personne, ses habitudes, ses expressions, ses peurs, ses forces, ses fragilités, ses réactions, ses besoins réels, les échecs déjà traversés, les solutions qui ont aidé, celles qui ont blessé, celles qui n'ont jamais tenu. Cette connaissance ne doit pas rester enfermée dans la solitude familiale. Elle doit pouvoir nourrir une construction collective, sans devenir une charge supplémentaire pour ceux qui la portent.

L'appel s'adresse aussi aux personnes vulnérables ou aux personnes impliquées elles-mêmes, chaque fois que leur participation est possible, souhaitée et respectueuse de leur rythme. Le projet n'est pas construit à leur place. Il est construit pour que leur place puisse être mieux reconnue, mieux entendue, mieux soutenue. Certaines pourront dire clairement ce qu'elles veulent, ce qu'elles refusent, ce qu'elles espèrent, ce qui leur fait peur. D'autres l'exprimeront autrement. D'autres encore ne souhaiteront pas participer directement. Dans tous les cas, l'expérimentation devra chercher à ne jamais perdre de vue la personne elle-même, sa dignité, son projet de vie et les conditions de son autodétermination.

L'appel s'adresse aux citoyens et aux bénévoles. Il y a dans la société des personnes capables d'être présentes, de donner du temps, de créer un lien, de veiller, de relayer, d'accompagner modestement,

de faire partie d'un environnement humain autour d'une situation. Mais cette disponibilité est souvent invisible, dispersée, non préparée. Beaucoup de citoyens ne savent pas comment s'engager. Certains ont peur de mal faire. D'autres pensent que la solidarité relève uniquement des professionnels ou des institutions. L'appel doit leur dire qu'une présence citoyenne peut compter, mais qu'elle doit être appelée avec prudence, formée, soutenue, reliée et protégée.

L'appel s'adresse aux associations familiales et parentales. Elles ont une légitimité particulière, parce qu'elles sont nées de la volonté de familles qui refusaient l'abandon, l'isolement ou l'absence de réponses. Elles ont construit des droits, des établissements, des services, des réseaux, des savoir-faire. Elles savent que la question de l'avenir des personnes vulnérables ne peut pas être traitée légèrement. Leur appui est indispensable, non pour posséder les cercles de personnes de confiance, mais pour soutenir une expérimentation qui cherche à renforcer les environnements humains autour des situations. Elles peuvent relayer, rassurer, mobiliser, former, accueillir des chantiers, partager leur expérience, ouvrir des portes.

L'appel s'adresse aux associations de bienveillance, de solidarité, de proximité, d'entraide, de quartier, de soutien aux aidants ou d'accompagnement citoyen. Ces associations portent souvent des ressources humaines précieuses, parfois très proches du terrain. Elles peuvent connaître des personnes disponibles, des formes d'engagement souples, des lieux, des réseaux, des habitudes de présence. Elles peuvent contribuer à faire apparaître des citoyens, à les préparer, à les accompagner, à soutenir des proches, à participer à la réanimation de liens autour des situations. Leur contribution doit être accueillie dans une logique de coopération, sans concurrence ni absorption.

L'appel s'adresse aux professionnels, aux services et aux établissements. Ils ne sont pas mis en accusation. Ils sont au contraire nécessaires. Leur compétence, leur expérience, leur connaissance des personnes, leur capacité à agir dans les situations concrètes sont indispensables. Mais le projet leur propose de travailler dans un environnement plus lisible, où les rôles autour de la personne peuvent être mieux identifiés, où les proches ne sont pas seuls, où les institutions soutiennent mieux, où les citoyens peuvent contribuer avec prudence. Il leur propose de ne plus être isolés dans leur segment d'intervention, mais de participer à une cohérence plus large autour de la situation.

L'appel s'adresse aux institutions publiques, aux collectivités et aux pouvoirs politiques. Leur rôle n'est pas de tenir les cercles de personnes de confiance. Leur rôle est de permettre, reconnaître, soutenir, sécuriser, autoriser, protéger et rendre possible l'expérimentation. Sans leur appui, la volonté citoyenne risque de rester fragile, les associations risquent d'hésiter, les familles risquent de ne pas faire confiance, les professionnels risquent de ne pas savoir jusqu'où ils peuvent aller. Une volonté politique claire peut donner au territoire le droit d'essayer autrement. Elle ne doit pas transformer l'expérimentation en dispositif institutionnel, mais lui donner les conditions de possibilité.

L'appel s'adresse également aux chercheurs, juristes, formateurs et experts. Ce projet touche à des questions profondes : l'organisation de la solidarité, la protection de l'intime, l'autodétermination, la place des personnes de confiance, la responsabilité des acteurs, les formes de reconnaissance juridique, la formation des citoyens, la transmission des apprentissages. Il ne peut pas avancer seulement avec de la bonne volonté. Il a besoin de regards rigoureux, capables d'aider à penser,

sécuriser, former, observer, documenter et transmettre. Ces expertises ne doivent pas surplomber les situations, mais servir leur protection et la qualité de l'expérimentation.

L'appel s'adresse enfin à tous les acteurs capables de soutenir, relayer, autoriser ou protéger cette démarche. Il peut s'agir de lieux d'accueil, de réseaux professionnels, de groupes de parents, de collectifs citoyens, de fondations, de mutuelles, de services publics, de communes, d'élus, de personnes reconnues localement, de médiateurs, de responsables associatifs, de personnes ayant une expérience vécue. La contribution attendue n'est pas la même pour tous. Ce qui compte est que chacun puisse dire, depuis sa place : voilà ce que je peux apporter à cette mise en cohérence autour des situations.

Cet appel doit donc être large, mais pas confus. Large, parce que la solidarité durable ne peut pas être portée par une seule composante. Pas confus, parce que chaque composante doit comprendre sa place. Les parents ne sont pas des prestataires du projet. Les citoyens ne sont pas des remplaçants des professionnels. Les associations ne sont pas propriétaires des cercles. Les institutions ne tiennent pas les petits toits. Les professionnels ne portent pas seuls la situation. Dediçi ne se substitue pas à l'existant. Chacun est appelé à contribuer à une cohérence commune, sans perdre sa nature ni prendre la place des autres.

## **Chapitre 18 — Ce que l'appel demande**

L'appel à manifestation d'intérêt ne demande pas d'abord une adhésion formelle à un programme déjà fermé. Il demande une volonté. Il demande à chacun de dire s'il souhaite prendre part, d'une manière ou d'une autre, à une expérimentation qui cherche à renforcer l'humanité autour des personnes vulnérables en partant des situations réelles. Cette volonté peut être forte ou prudente, immédiate ou progressive, institutionnelle ou citoyenne, professionnelle ou familiale. Elle peut prendre des formes très différentes. Mais sans cette volonté, rien ne pourra commencer.

Ce que l'appel demande, d'abord, c'est de manifester un intérêt sincère pour cette inversion de regard. Il ne s'agit pas de signer une déclaration abstraite. Il s'agit de reconnaître que le problème doit être abordé autrement : non plus seulement depuis les dispositifs, les établissements, les services ou les réponses disponibles, mais depuis chaque situation de vulnérabilité. Manifester son intérêt, c'est dire que l'on accepte d'examiner cette manière de faire, de la comprendre, de la discuter, de voir comment elle pourrait être expérimentée sur un territoire avec les ressources déjà présentes.

L'appel demande ensuite à chacun de dire ce qu'il peut apporter depuis sa place. Un parent peut apporter son expérience, sa connaissance intime d'une situation, sa capacité à vérifier si le projet parle juste. Une personne impliquée peut apporter son expression, son accord, son refus, son rythme, sa manière de faire comprendre ce qui compte pour elle. Une association peut apporter un réseau, une capacité de mobilisation, un lieu, une expérience, une légitimité. Un professionnel peut apporter une compétence, un regard métier, une participation à la formation ou à la lecture des situations. Une institution peut apporter une reconnaissance, une autorisation, une sécurisation, un appui territorial. Un citoyen peut apporter une présence, du temps, une disponibilité prudente. Un juriste, un chercheur ou un formateur peut apporter une expertise.

L'appel peut aussi demander à certains acteurs de proposer ou de soutenir des situations volontaires, avec une très grande prudence. Il ne s'agit pas de chercher des situations pour remplir un objectif. Il s'agit d'identifier, avec respect, quelques situations dans lesquelles l'expérimentation pourrait apprendre sans exposer. Une famille peut dire qu'elle souhaite être accompagnée dans cette lecture. Une association peut repérer une situation où l'environnement humain est fragile mais où des conditions de prudence existent. Un professionnel peut signaler qu'une situation gagnerait à être regardée autrement, à condition que les accords nécessaires soient réunis. Dans tous les cas, la protection de la personne et de son intimité doit passer avant l'intérêt de l'expérimentation.

L'appel demande également de rejoindre des chantiers. Ce projet ne pourra pas avancer comme une idée générale. Il devra être travaillé par chantiers : lancer et porter l'appel, recueillir les manifestations d'intérêt, lire les premières situations, former et rassurer, favoriser les cercles, mobiliser les citoyens, organiser l'éthique, explorer les objets juridiques, obtenir les appuis, documenter et transmettre. Chaque chantier pourra accueillir des contributions différentes. Certains acteurs pourront en porter un. D'autres pourront y contribuer ponctuellement. D'autres encore pourront relire, conseiller, relayer, tester un outil, ouvrir une porte.

L'appel demande aussi des appuis. Le mot est important. Il ne s'agit pas seulement de moyens matériels. Il s'agit d'appuis politiques, institutionnels, associatifs, professionnels, citoyens, scientifiques, juridiques et éthiques. Un appui politique peut dire : cette expérimentation est légitime sur notre territoire. Un appui institutionnel peut dire : nous acceptons de soutenir sans absorber. Un appui associatif peut dire : nous relayons cette démarche auprès des familles. Un appui professionnel peut dire : nous participerons à la lecture des situations. Un appui citoyen peut dire : nous voulons apprendre à être présents. Ces appuis sont la première condition de possibilité du projet.

L'appel demande enfin une autorisation collective d'expérimenter autrement. Cette autorisation ne dépend pas d'une seule institution. Elle est à construire entre plusieurs composantes. Elle signifie que le territoire accepte de regarder les situations autrement, de reconnaître que les petits toits relationnels ne peuvent pas être fabriqués par les grands toits, mais qu'ils doivent être soutenus par eux. Elle signifie que l'on donne à Dediçi et à ses partenaires la possibilité de commencer, de tester, de corriger, de documenter, sans exiger dès le départ une forme parfaite. Elle signifie que l'on accepte le temps de l'apprentissage.

Ce que l'appel demande vraiment, c'est donc une mise en mouvement. Il demande que les personnes et organisations qui se reconnaissent dans cette cohérence ne restent pas spectatrices. Il leur demande de dire : je peux apporter ceci. Je peux aider à tel chantier. Je peux soutenir telle étape. Je peux relayer l'appel. Je peux participer à une formation. Je peux contribuer à une réflexion juridique. Je peux accueillir une rencontre. Je peux aider à protéger l'éthique. Je peux soutenir la documentation. Je peux être présent, modestement mais réellement.

Cette demande doit rester réaliste. Tout le monde ne pourra pas tout faire. Tout le monde ne devra pas être sollicité au même niveau. Le projet doit accepter les contributions modestes autant que les engagements importants. Une heure de relecture, une mise en relation, un lieu prêté, une situation signalée avec prudence, une compétence juridique, une présence bénévole régulière, une formation

adaptée, un appui politique, une validation associative : toutes ces pierres peuvent compter. Le choc de cohérence solidaire ne naîtra pas d'un acteur unique, mais de l'agrégation de contributions ajustées.

L'appel demande donc une chose simple et exigeante : entrer dans une logique de contribution. Non pas attendre que Dediçi fasse. Non pas attendre que les institutions décident tout. Non pas attendre que les familles portent encore. Non pas attendre que les citoyens apparaissent spontanément. Mais demander à chacun : quelle part pouvez-vous prendre pour que cette expérimentation commence ? Cette question transforme le projet. Elle le fait passer du texte à l'action.

## **Chapitre 19 — Ce que l'appel ne demande pas**

Pour être compris, l'appel doit aussi dire clairement ce qu'il ne demande pas. Beaucoup de malentendus pourraient naître si cette clarification n'est pas faite dès le départ. Certains pourraient croire que Dediçi veut créer un nouveau dispositif. D'autres pourraient penser que les institutions sont appelées à fabriquer les cercles de personnes de confiance. D'autres encore pourraient craindre que les associations soient mises en concurrence, que les familles soient davantage sollicitées, que les bénévoles soient envoyés seuls dans des situations sensibles, ou que l'on promette une solution rapide à des problèmes très anciens. Il faut donc lever ces ambiguïtés.

L'appel ne demande pas de créer immédiatement un nouveau système. Il ne part pas de l'idée qu'il faudrait ajouter une structure lourde à un paysage déjà complexe. Il propose d'abord de mobiliser autrement les ressources existantes. Cela ne signifie pas qu'aucun besoin nouveau n'apparaîtra jamais. Une analyse des besoins pourra venir plus tard. Mais le livre-projet ne commence pas par là. Il commence par une expérimentation : comment faire autrement avec ce qui existe déjà ? Comment rendre les ressources plus lisibles, plus reliées, plus ajustées aux situations ? Comment obtenir l'autorisation d'essayer cette cohérence avant de parler de construction nouvelle ?

L'appel ne demande pas aux institutions de fabriquer les petits toits. Cette précision est centrale. Les institutions peuvent soutenir, reconnaître, sécuriser, former, autoriser, protéger et faciliter. Elles peuvent donner un cadre à l'expérimentation. Elles peuvent contribuer à la légitimité du projet. Elles peuvent aider à ouvrir des portes. Mais elles ne peuvent pas produire administrativement les relations de confiance qui entourent une personne. Elles ne doivent pas tenir les cercles de personnes de confiance. Elles doivent les soutenir. Cette distinction protège à la fois les cercles et les institutions.

L'appel ne demande pas aux associations de s'effacer ou de fusionner dans une démarche indistincte. Chaque association garde son histoire, son identité, son projet, ses compétences, ses réseaux. L'expérimentation ne cherche pas à créer une structure qui absorberait les autres. Elle cherche à construire une cohérence commune autour des situations. Une association peut donc contribuer sans perdre ce qu'elle est. Elle peut relayer, former, accueillir, soutenir, identifier des ressources, participer à un chantier, sans devenir propriétaire de l'ensemble. L'appel ne demande pas l'effacement ; il demande la contribution.

L'appel ne demande pas aux familles de porter davantage. Il serait contraire à l'esprit du projet de solliciter encore les mêmes proches jusqu'à l'épuisement. Les parents, aidants et proches ont une expérience irremplaçable, mais cette expérience ne doit pas devenir une nouvelle charge. Le projet doit les écouter sans les utiliser, les associer sans les surcharger, les reconnaître sans leur demander de prouver encore une fois ce qu'ils vivent. L'objectif est précisément de chercher comment les entourer, comment transmettre ce qu'ils savent, comment partager certains rôles, comment préparer ce qui tiendra lorsque leur présence sera empêchée, fatiguée ou absente.

L'appel ne demande pas aux citoyens et bénévoles de devenir des héros. Une mobilisation citoyenne sérieuse ne repose pas sur l'héroïsme. Elle repose sur des engagements prudents, progressifs, préparés, soutenus. Il ne s'agit pas d'envoyer des bénévoles dans des situations complexes sans cadre. Il ne s'agit pas de leur faire porter des responsabilités qui relèvent de professionnels ou d'institutions. Il s'agit de permettre à des présences humaines modestes, fiables, respectueuses, de trouver une place juste autour de certaines situations, lorsque cela est possible et souhaité. La générosité doit être protégée par la méthode.

L'appel ne demande pas aux professionnels de renoncer à leur compétence ou de se voir remplacés par des proches ou des bénévoles. Il ne s'agit pas de brouiller les responsabilités. Les professionnels restent nécessaires. Leurs métiers, leurs savoir-faire, leurs cadres d'intervention, leur expérience sont précieux. Le projet leur propose plutôt de travailler dans un environnement humain mieux organisé, où les rôles autour de la situation sont plus lisibles, où les proches ne sont pas abandonnés, où les institutions comprennent mieux ce qu'elles doivent soutenir. Il ne s'agit pas de les concurrencer, mais de rendre leur action plus ajustée et plus soutenue.

L'appel ne promet pas une solution immédiate à toutes les situations. Il faut être très clair sur ce point. Le projet est ambitieux, mais il ne doit pas être magique. Les cercles de personnes de confiance ne se construisent pas en quelques semaines. Les relations demandent du temps. Les institutions ne changent pas de posture en une réunion. Les familles ne retrouvent pas confiance simplement parce qu'un texte le propose. Certaines situations resteront très difficiles. Certaines ne pourront pas entrer tout de suite dans l'expérimentation. Certaines tentatives ne réussiront pas. La force du projet ne sera pas de promettre l'impossible, mais de commencer sérieusement.

L'appel ne demande pas non plus d'adhérer sans discuter. Une expérimentation digne de ce nom doit accepter les questions, les réserves, les objections, les ajustements. Des juristes pourront interroger les responsabilités. Des associations pourront questionner la place des bénévoles. Des institutions pourront demander des garanties. Des familles pourront craindre d'être exposées. Des professionnels pourront pointer des risques. Ces questions ne sont pas des obstacles à éviter. Elles sont une partie du travail. Le projet doit être assez solide pour les accueillir et assez clair pour ne pas perdre son cap.

Dire ce que l'appel ne demande pas permet de mieux dire ce qu'il propose. Il propose de commencer sérieusement, ensemble, avec l'existant, dans une cohérence nouvelle. Il propose de partir des situations, de regarder les rôles, de favoriser les cercles sans les posséder, de soutenir les petits toits par les grands toits, de former, de protéger, de documenter, d'apprendre. Il propose une autorisation collective d'essayer autrement. Cela peut sembler modeste. C'est en réalité

considérable, parce que beaucoup de transformations commencent par ce geste : accepter enfin de changer le point de départ.

## **Septième partie — Les chantiers ouverts**

### **Chapitre 20 — Chantier 1 : lancer et porter l'appel**

Le premier chantier est celui de l'appel lui-même. Un livre-projet peut poser une cohérence, mais il ne devient utile que s'il ouvre une mise en mouvement réelle. L'appel à manifestation d'intérêt doit donc être préparé comme un acte fondateur. Il ne s'agit pas seulement de diffuser un texte. Il s'agit de faire apparaître une volonté collective autour d'une question simple : qui veut contribuer à renforcer l'humanité autour des personnes vulnérables, maintenant, quand les proches ne peuvent pas, et plus tard ?

Cet appel devra être clair dans son intention. Il devra dire que Dediçi ne lance pas un dispositif de plus, ne cherche pas à se substituer aux acteurs existants, ne demande pas aux institutions de tenir les cercles de personnes de confiance, ne demande pas aux familles de porter davantage, ne demande pas aux bénévoles de devenir des héros. Il devra dire, avec autant de force, que le projet appelle une expérimentation concrète, prudente, territoriale, construite avec les ressources déjà présentes, pour apprendre comment favoriser les petits toits relationnels et les faire soutenir par les grands toits.

La rédaction de l'appel public devra être plus courte que le livre-projet. Elle devra pouvoir être comprise rapidement par des parents, des citoyens, des professionnels, des élus, des associations et des institutions. Elle devra donner envie sans simplifier abusivement. Elle devra être assez humaine pour toucher les proches, assez sérieuse pour rassurer les institutions, assez claire pour éviter les malentendus, assez ouverte pour permettre à chacun de se situer. Elle devra porter la formule centrale : ce que nous cherchons d'abord, c'est une volonté commune et une autorisation collective d'essayer autrement.

Ce chantier devra aussi identifier les premiers soutiens. Un appel isolé porté par Dediçi seul serait fragile. Il doit pouvoir s'appuyer sur quelques personnes, associations ou institutions qui acceptent de dire publiquement : cette démarche mérite d'être expérimentée. Ces soutiens n'ont pas tous à porter le projet de la même manière. Certains peuvent être des soutiens moraux, d'autres des relais associatifs, d'autres des appuis institutionnels, d'autres des contributeurs de chantiers. L'important est de faire apparaître dès le départ que l'appel n'est pas une parole solitaire, mais le début d'une convergence.

Il faudra préparer les premières prises de parole. Le projet ne sera pas compris de la même manière selon les lieux où il sera présenté. Devant des parents, il faudra insister sur le fait que l'expérimentation ne vient pas leur demander de porter davantage, mais chercher comment ne plus tout laisser reposer sur eux. Devant des institutions, il faudra expliquer qu'on ne leur demande pas de fabriquer les petits toits, mais de soutenir ce qui ne peut pas naître sans elles. Devant des

associations, il faudra montrer que la démarche n'est pas concurrente, mais fédératrice. Devant des citoyens, il faudra ouvrir une possibilité d'engagement prudent, progressif, utile et soutenu.

Ce chantier devra également organiser les relais. Un appel ne se diffuse pas seulement par publication. Il circule par les réseaux de confiance. Les associations familiales et parentales peuvent le porter auprès de leurs membres. Les plateformes de répit, les collectifs d'aidants, les services sociaux, les établissements, les communes, les réseaux citoyens peuvent le relayer. Les professionnels peuvent en parler à des collègues. Les institutions peuvent lui donner une reconnaissance. Les citoyens peuvent le partager dans des cercles plus larges. Chaque relais devra recevoir une version adaptée, pour que le message ne se déforme pas.

L'appel devra enfin prévoir une première modalité de réponse. Manifester son intérêt ne doit pas devenir un parcours administratif. Il faut une porte d'entrée simple, lisible, respectueuse. Une personne doit pouvoir dire : je suis parent, je souhaite comprendre. Une association doit pouvoir dire : nous voulons rejoindre tel chantier. Un citoyen doit pouvoir dire : je pourrais donner du temps, mais je veux être formé. Une institution doit pouvoir dire : nous souhaitons soutenir l'expérimentation. Un professionnel doit pouvoir dire : je peux contribuer à la lecture des situations. Le recueil des réponses devra être simple, mais suffisamment structuré pour distinguer les types de contributions.

Ce premier chantier est donc celui qui transforme l'intuition en mouvement. Il doit produire un appel public, des versions adaptées, une première liste de soutiens, des relais organisés, une manière de recueillir les manifestations d'intérêt et une capacité à répondre aux premiers retours. Il devra surtout préserver la qualité du message initial. Si l'appel est trop vague, chacun y projetera autre chose. S'il est trop technique, il ne mobilisera pas. S'il est trop institutionnel, il perdra la force citoyenne. S'il est trop émotionnel, il inquiétera les décideurs. Il devra tenir ensemble la clarté, la force, la prudence et l'espérance.

## **Chapitre 21 — Chantier 2 : recueillir les manifestations d'intérêt**

Le deuxième chantier commence dès que l'appel est lancé. Il consiste à recevoir, trier, comprendre et orienter les manifestations d'intérêt sans transformer ce recueil en procédure lourde, ni exposer inutilement les personnes. Ce chantier est essentiel parce qu'il sera souvent le premier contact concret entre le projet et ceux qui souhaitent y prendre part. S'il est mal organisé, il peut créer de la confusion, de la déception, de la surcharge ou des risques pour les situations. S'il est bien organisé, il peut devenir le premier outil de mise en cohérence.

Toutes les manifestations d'intérêt ne seront pas de même nature. Certaines viendront de parents ou proches qui souhaitent comprendre si leur situation pourrait être regardée. D'autres viendront d'associations qui veulent soutenir l'appel ou prendre part à un chantier. D'autres viendront de citoyens qui proposent du temps, une présence ou une compétence. D'autres encore viendront de professionnels, d'institutions, de chercheurs, de juristes, de formateurs, de collectivités, de lieux d'accueil, de réseaux. Il faudra donc distinguer soigneusement les réponses. Une situation

volontaire n'est pas une contribution bénévole. Un soutien institutionnel n'est pas une prise en charge. Une proposition d'expertise n'est pas un relais associatif. Cette distinction évitera beaucoup de malentendus.

Le recueil devra être prudent lorsqu'il concerne des situations personnelles. Une famille ou un proche peut avoir envie de raconter beaucoup, parce qu'il attend enfin que quelqu'un comprenne. Mais le projet ne doit pas encourager d'emblée la transmission de détails intimes, médicaux, familiaux ou administratifs qui ne seraient pas nécessaires à ce stade. La première porte d'entrée doit permettre de signaler un intérêt, pas de déposer toute une vie. Il faudra donc concevoir des questions sobres : qui répond, dans quelle qualité, quel est le type d'intérêt, quelle est la disponibilité pour être recontacté, quelles précautions particulières faut-il respecter. Le détail viendra plus tard, si la situation entre réellement dans une démarche accompagnée.

La protection des informations doit être pensée dès le départ. Un appel à manifestation d'intérêt autour de situations de vulnérabilité ne peut pas fonctionner comme un simple formulaire public ordinaire. Les données doivent être limitées, protégées, accessibles seulement aux personnes autorisées, utilisées uniquement pour orienter les réponses et jamais pour communiquer. Les personnes qui manifestent leur intérêt doivent savoir ce qu'elles transmettent, à qui, pourquoi, et comment elles peuvent se retirer. Cette rigueur ne doit pas être vécue comme une lourdeur, mais comme une preuve de sérieux et de respect.

Il faudra ensuite orienter chaque manifestation d'intérêt vers le bon chemin. Une association qui souhaite relayer l'appel peut être orientée vers le chantier de diffusion. Une personne qui propose une compétence juridique peut rejoindre le chantier des objets juridiques. Un citoyen qui souhaite s'engager peut être orienté vers une première information et une formation prudente. Une institution qui manifeste son soutien peut être invitée à clarifier la nature de son appui. Une famille qui propose une situation peut être accompagnée vers un premier échange confidentiel, sans promesse prématurée. L'objectif est d'éviter que toutes les réponses arrivent dans un même entonnoir indistinct.

Ce chantier devra aussi rendre visible la mobilisation sans trahir l'intime. Il sera utile de pouvoir dire, au fil du temps, que des parents, des associations, des professionnels, des citoyens ou des institutions ont manifesté leur intérêt. Cette visibilité donnera confiance et montrera que l'appel produit un mouvement. Mais il faudra le faire sans exposer les situations. On pourra communiquer sur le nombre de réponses, les types de contributions, les chantiers joints, les territoires représentés, les soutiens publics éventuellement confirmés. On ne devra jamais transformer des histoires personnelles en arguments de promotion.

Le recueil des manifestations d'intérêt devra rester humain. Même si un outil numérique est utilisé, le projet ne doit pas donner l'impression d'une machine à collecter des réponses. Les personnes qui répondent à un tel appel peuvent le faire avec espoir, inquiétude, prudence ou fatigue. Elles doivent recevoir un retour. Même simple, ce retour doit dire que leur message a été reçu, que la démarche est progressive, qu'aucune promesse immédiate n'est faite, mais que leur intérêt compte. Là encore, la qualité relationnelle du projet commence dès sa manière de recevoir les réponses.

Ce chantier produira donc plusieurs éléments : un formulaire ou une modalité de réponse sobre, une méthode de tri des manifestations d'intérêt, des règles de protection des informations, des réponses-types humaines, une organisation d'orientation vers les chantiers, et une manière de suivre la mobilisation sans exposer les personnes. Il devra être conçu comme une première traduction de l'éthique du projet : accueillir sans promettre trop vite, écouter sans absorber, protéger sans décourager, orienter sans perdre la personne, rendre visible sans utiliser l'intime.

## **Chapitre 22 — Chantier 3 : lire les premières situations**

Le troisième chantier est l'un des plus sensibles, parce qu'il entre au contact des situations réelles. Lire une situation, dans l'esprit de Dediçi, ne signifie pas produire une évaluation administrative de plus. Cela signifie regarder avec prudence comment la solidarité est réellement organisée autour d'une personne impliquée dans une situation de vulnérabilité. Qui est là ? Qui comprend ? Qui défend ? Qui s'occupe activement et durablement ? Qui apporte les compensations nécessaires ? Quelles institutions soutiennent ? Quels petits toits existent déjà ? Quels grands toits peuvent ou doivent soutenir ? Qu'est-ce qui tient, qu'est-ce qui fatigue, qu'est-ce qui manque ?

Cette lecture devra être conduite avec une attention extrême aux personnes. Elle ne doit pas donner le sentiment qu'un regard extérieur vient juger la famille, le cercle existant, les professionnels ou les institutions. Beaucoup d'acteurs font déjà ce qu'ils peuvent, parfois depuis longtemps, parfois dans des conditions difficiles. Le but n'est pas de dire qui a manqué. Le but est de comprendre ce qui manque à la situation pour mieux tenir. La nuance est essentielle. Une lecture qui culpabilise fermerait les portes. Une lecture qui rend visible les rôles et les fragilités peut ouvrir des chemins d'action.

La méthode devra partir de l'environnement humain réel. Avant de chercher des solutions, il faudra comprendre les présences. Qui connaît la personne depuis longtemps ? Qui sait ce qu'elle aime, ce qu'elle refuse, ce qui la rassure, ce qui la met en danger ? Qui porte la mémoire de son histoire ? Qui est appelé lorsqu'une difficulté surgit ? Qui parle aux professionnels ? Qui comprend les droits ? Qui gère les démarches ? Qui voit les signes faibles ? Qui peut dire qu'une décision ne convient pas ? Qui n'est plus là ? Qui était là avant ? Qui pourrait revenir ? Qui pourrait être appelé sans intrusion ?

La lecture devra ensuite repérer les cinq rôles de Dediçi. Il faudra regarder comment la personne impliquée est entendue et comprise. Il faudra regarder qui défend et protège ses droits et intérêts. Il faudra regarder qui s'occupe activement et durablement de la situation. Il faudra regarder quelles compensations sont présentes, absentes, insuffisantes ou mal ajustées. Il faudra regarder quelles institutions soutiennent réellement, lesquelles pourraient soutenir davantage, et comment éviter qu'elles tiennent le cercle à la place des personnes. Cette lecture par les rôles permettra de transformer une impression de désordre en questions plus précises.

Elle devra également identifier les concentrations de rôles. Une situation peut sembler fonctionner parce qu'une seule personne porte presque tout. Cette personne peut être un parent, un conjoint, un frère, une sœur, un proche, parfois un professionnel particulièrement engagé. L'expérimentation devra apprendre à repérer ces points uniques de rupture. Non pour retirer brutalement ce que cette

personne tient, mais pour comprendre comment elle pourrait être soutenue, relayée, reconnue, accompagnée, et comment certaines informations ou responsabilités pourraient être partagées avec prudence.

La lecture devra aussi repérer les rôles confondus ou mal placés. On peut attendre d'une institution qu'elle construise un petit toit alors qu'elle peut seulement le soutenir. On peut demander à un bénévole de porter une responsabilité trop lourde. On peut confondre défense de la personne et pouvoir sur elle. On peut confondre compensation concrète et suivi global de la situation. On peut confondre appui associatif et appropriation du cercle. Ces confusions peuvent créer de la tension, de l'épuisement ou de l'inefficacité. Les nommer avec tact permettra de clarifier les places.

Cette lecture devra aboutir à des propositions prudentes de renforcement. Elle ne doit pas se terminer par un constat lourd. Elle doit ouvrir des possibles. Peut-être faudra-t-il soutenir une personne qui tient déjà un rôle essentiel. Peut-être faudra-t-il appeler un appui associatif. Peut-être faudra-t-il chercher une présence citoyenne très modeste. Peut-être faudra-t-il solliciter une institution pour sécuriser un point. Peut-être faudra-t-il former un petit groupe autour de la situation. Peut-être faudra-t-il surtout ne pas agir trop vite et continuer à écouter. La bonne réponse dépendra de chaque situation.

Il faudra enfin protéger la restitution. Ce qui aura été compris dans une situation ne doit pas circuler n'importe comment. La restitution devra être faite aux personnes concernées, dans les formes adaptées, avec les précautions nécessaires. Elle devra éviter les jugements, les formulations blessantes, les informations inutiles. Elle devra permettre aux acteurs de se reconnaître dans la lecture sans se sentir accusés. Elle devra être assez claire pour ouvrir l'action, mais assez respectueuse pour ne pas abîmer la confiance. Cette étape sera l'une des plus importantes de la méthode.

Ce chantier produira progressivement une grille de lecture de situation, des repères de conduite d'entretien, des règles de confidentialité, des modalités de restitution, des exemples anonymisés, des critères d'entrée dans l'expérimentation et des enseignements sur les premiers renforcements possibles. Il devra avancer lentement. Lire une situation, dans ce projet, c'est entrer dans une vie. Cette entrée ne peut être légitime que si elle est utile, respectueuse, autorisée et protectrice.

## **Chapitre 23 — Chantier 4 : former et rassurer**

Le quatrième chantier est celui de la formation et de la réassurance. L'inversion de regard proposée par Dediçi ne deviendra pas réelle simplement parce qu'elle est écrite dans ce livre-projet. Elle doit être comprise, traduite, éprouvée, discutée, appropriée par des personnes très différentes. Parents, citoyens, bénévoles, associations, professionnels, institutions, juristes, chercheurs et élus n'entreront pas dans le projet avec les mêmes mots, les mêmes inquiétudes, les mêmes attentes ni les mêmes responsabilités. Il faudra donc former, mais aussi rassurer.

Former, dans ce projet, ne veut pas dire transmettre une doctrine de manière descendante. Il ne s'agit pas de faire apprendre un vocabulaire comme on ferait apprendre un règlement. Il s'agit d'aider chacun à changer de point de départ. Regarder d'abord la situation. Comprendre les petits

toits et les grands toits. Repérer les cinq rôles. Savoir que les cercles de personnes de confiance ne se décrètent pas. Comprendre que les institutions soutiennent sans tenir les cercles. Apprendre à distinguer contribution, soutien, responsabilité, présence, défense, compensation, suivi durable. Cette formation doit être concrète, ancrée dans les situations, accessible.

Les parents et proches auront besoin d'une formation qui ne les infantilise pas. Ils savent déjà beaucoup. Ils ont souvent appris par l'épreuve. Il ne s'agit pas de leur expliquer ce qu'ils vivent, mais de leur donner des mots et des repères pour transmettre ce qu'ils savent, pour identifier les rôles qu'ils tiennent, pour voir ce qui repose trop sur eux, pour accepter éventuellement l'arrivée d'autres présences sans craindre d'être dépossédés. Cette formation devra être respectueuse, sobre, utile, et surtout ne pas devenir une charge supplémentaire.

Les citoyens et bénévoles auront besoin d'une formation de prudence. Ils devront comprendre qu'être présent auprès d'une situation de vulnérabilité n'est pas un geste banal. Il faut apprendre à ne pas envahir, à ne pas promettre trop, à ne pas décider à la place, à ne pas se substituer aux proches ou aux professionnels, à alerter lorsqu'il le faut, à respecter la confidentialité, à tenir ses limites. La formation devra leur donner confiance, mais aussi les protéger de l'enthousiasme imprudent. Une présence modeste, régulière et fiable vaut mieux qu'un engagement héroïque qui s'effondre.

Les professionnels auront besoin d'une formation qui reconnaisse leur compétence. Le projet ne vient pas leur dire qu'ils ont mal travaillé. Il vient leur proposer une lecture plus large de l'environnement humain autour de la personne. La formation devra montrer comment les cinq rôles peuvent aider à comprendre une situation, comment le cercle de personnes de confiance peut devenir un appui, comment le professionnel peut coopérer sans perdre sa place, comment il peut contribuer à la cohérence sans devenir responsable de tout. Elle devra redonner du sens plutôt qu'ajouter une injonction.

Les associations auront besoin d'une formation à la posture de soutien. Elles devront comprendre comment contribuer sans posséder, comment relayer sans capter, comment soutenir les petits toits sans les transformer en prolongements de leurs structures, comment aider les familles sans les surcharger, comment accueillir des citoyens sans imprudence. Certaines associations auront déjà une culture proche de cette démarche. D'autres auront besoin de clarifier leur place. La formation devra permettre une alliance associative, non une compétition.

Les institutions et pouvoirs publics auront besoin d'une formation ou d'une sensibilisation spécifique. Il faudra leur expliquer que le projet ne leur demande pas de tenir les cercles de personnes de confiance. Il leur demande de créer les conditions pour que ces cercles puissent être favorisés, reconnus, soutenus, protégés. Cette nuance est décisive. Les institutions devront être rassurées sur le fait que le projet ne cherche pas à créer une zone incontrôlée autour des personnes. Il cherche au contraire à mieux organiser l'environnement humain, avec une éthique forte, une méthode, une documentation, et une articulation claire avec les grands toits.

Former, c'est aussi produire des supports. Le projet aura besoin de documents simples : une page pour comprendre l'inversion de regard, une page sur les cinq rôles, une page sur petits toits et

grands toits, une fiche sur ce qu'est un cercle de personnes de confiance, une fiche sur ce qu'il n'est pas, une grille de lecture de situation, une charte éthique, des exemples anonymisés, des questions pour les premières rencontres. Ces supports devront être écrits dans un langage clair, mais sans trahir la précision de Dediçi. Les mots ciselés devront être respectés.

Rassurer sera aussi important que former. Le projet va demander à chacun de sortir de repères habituels. Les familles pourront craindre de s'exposer. Les institutions pourront craindre une responsabilité floue. Les associations pourront craindre une concurrence. Les professionnels pourront craindre une surcharge. Les bénévoles pourront craindre de mal faire. La réassurance devra venir de la clarté du cadre, de la protection de l'intime, de la progression prudente, du respect des places, et de la possibilité pour chacun de contribuer à sa mesure.

Ce chantier produira donc des modules de formation, des supports courts, des temps de sensibilisation, des outils de réassurance, des repères de posture, des documents adaptés à chaque public. Il devra accompagner toute l'expérimentation. On ne formera pas une fois pour toutes. On formera au fur et à mesure que les situations feront apparaître de nouvelles questions. La formation sera l'un des lieux où l'expérimentation apprendra sur elle-même.

## **Chapitre 24 — Chantier 5 : favoriser les cercles**

Le cinquième chantier est celui qui touche le plus directement au cœur du projet : favoriser les cercles de personnes de confiance autour des situations, sans les imposer, sans les posséder, sans les tenir à la place des personnes. Ce chantier devra être conduit avec une grande délicatesse, parce qu'il intervient dans le domaine le plus sensible : les relations humaines réelles autour d'une personne vulnérable.

Favoriser un cercle commence par reconnaître les présences existantes. Il y a presque toujours, même dans des situations très fragiles, des personnes qui comptent. Un parent, un proche, un voisin, un ami, un professionnel, un ancien accompagnant, un membre d'association, une personne que la personne impliquée reconnaît comme rassurante. Ces présences ne sont pas toujours visibles dans les dossiers. Elles ne sont pas toujours reconnues par les institutions. Elles ne se présentent pas toujours comme un "cercle". Le premier travail est donc de les repérer avec respect, de comprendre leur place réelle, leur disponibilité, leur fatigue, leurs limites, leur légitimité auprès de la personne.

Il faut ensuite comprendre ce que chacun tient déjà. Une personne peut être importante affectivement sans pouvoir tenir un rôle de défense. Une autre peut aider dans les démarches sans être proche dans la vie quotidienne. Un professionnel peut être un repère pour la personne mais ne pas pouvoir s'engager au-delà de son cadre. Un bénévole peut être disponible, mais seulement pour une présence simple. Un parent peut tout tenir, mais ne plus pouvoir continuer longtemps. Favoriser un cercle ne consiste donc pas à réunir des noms ; cela consiste à comprendre les rôles réellement tenus, les rôles possibles, les limites et les conditions de chacun.

Le chantier devra aussi identifier les absences. Il peut manquer quelqu'un pour défendre les droits. Il peut manquer quelqu'un pour s'occuper activement et durablement de la situation. Il peut manquer des compensations concrètes. Il peut manquer un soutien institutionnel. Il peut manquer

une présence citoyenne régulière. Il peut manquer un espace où les personnes autour de la situation se parlent. Mais identifier une absence ne signifie pas la combler immédiatement. Il faut d'abord vérifier si la personne impliquée l'accepte, si les proches sont prêts, si une ressource existe, si les conditions de prudence sont réunies.

Appeler de nouvelles présences est un acte délicat. On ne fait pas entrer quelqu'un dans l'environnement d'une personne vulnérable comme on affecte une ressource à un besoin. La relation demande une rencontre, une acceptation progressive, une attention au rythme de chacun. Certaines présences citoyennes pourront commencer de manière très modeste : un passage régulier, une activité partagée, un appel, une aide ponctuelle, un relais auprès d'un proche. D'autres formes seront impossibles ou inadaptées. L'expérimentation devra apprendre à ne pas forcer les liens. Un lien forcé n'est pas un petit toit ; c'est une intrusion.

Favoriser les cercles signifie aussi soutenir les proches. Beaucoup de cercles potentiels ne se développent pas parce que les proches, déjà épuisés, n'ont plus la force d'ouvrir, d'expliquer, de coordonner, de transmettre. Le projet doit éviter de leur demander : construisez votre cercle. Il doit plutôt leur dire : regardons avec vous ce qui existe, ce qui manque, ce qui pourrait être soutenu, et voyons comment d'autres peuvent vous aider à ne pas tout porter. Cette nuance est essentielle. Le cercle ne doit pas devenir un devoir supplémentaire imposé aux familles.

Le chantier devra organiser l'articulation entre proches, citoyens, professionnels, associations et institutions. Un cercle ne doit pas être coupé des grands toits. Il doit pouvoir s'appuyer sur eux. Mais cette articulation doit respecter les places. Les professionnels gardent leur responsabilité professionnelle. Les citoyens ne prennent pas la place des professionnels. Les associations soutiennent sans posséder. Les institutions reconnaissent sans tenir le cercle. Les proches transmettent sans être enfermés dans une charge permanente. Dediçi catalyse la cohérence sans devenir propriétaire de la situation.

Un point central sera la réanimation des cercles. Même lorsqu'un cercle existe, il peut se fatiguer. Une personne déménage. Un proche tombe malade. Un bénévole se retire. Un professionnel change de poste. Une relation se tend. Une institution se réorganise. La situation peut alors se défaire progressivement, sans crise visible au départ. Le projet devra apprendre à repérer ces signes d'affaiblissement et à agir avant l'effondrement. Réanimer un cercle, c'est rappeler les personnes, redistribuer certains rôles, chercher un nouveau soutien, clarifier une place, reprendre une conversation, solliciter un grand toit, ou parfois accepter qu'un autre chemin soit nécessaire.

Ce chantier devra produire des méthodes très concrètes : comment repérer les présences, comment conduire une première rencontre, comment éviter l'intrusion, comment clarifier les rôles, comment soutenir un proche, comment appeler un citoyen, comment associer un professionnel, comment demander un appui institutionnel, comment suivre l'évolution du cercle, comment réanimer lorsqu'il fatigue. Ces méthodes devront être simples, mais jamais simplistes. Elles devront rester au service de la personne et de la situation.

Favoriser les cercles est peut-être le geste le plus important de l'expérimentation. Il ne se verra pas toujours publiquement. Il ne produira pas toujours des résultats spectaculaires. Mais il peut

transformer profondément une situation. Une personne mieux entourée. Un proche moins seul. Un professionnel qui sait à qui parler. Une institution qui comprend mieux. Un citoyen qui apporte une présence fiable. Un rôle mieux partagé. Un lien qui tient. C'est à partir de ces transformations discrètes que le choc de cohérence solidaire peut devenir réel.

## **Chapitre 25 — Chantier 6 : mobiliser les citoyens**

Le sixième chantier porte sur l'une des questions les plus difficiles du projet : comment faire apparaître des présences citoyennes autour des situations de vulnérabilité, sans naïveté, sans imprudence et sans abandonner les personnes aux seules bonnes volontés ? La solidarité durable a besoin de personnes physiques. Elle ne peut pas reposer uniquement sur des institutions, des services, des établissements ou des procédures. Mais ces personnes physiques ne se trouvent pas par décret. Elles doivent être appelées, rassurées, préparées, soutenues et reliées avec prudence aux situations où leur présence pourrait devenir utile.

Mobiliser les citoyens ne signifie pas demander à chacun de devenir aidant au sens lourd du terme. Ce serait irréaliste et dangereux. Il ne s'agit pas de transférer aux bénévoles ce que les institutions ou les professionnels ne parviennent plus à porter. Il ne s'agit pas non plus de faire peser sur des citoyens bienveillants des responsabilités pour lesquelles ils ne seraient ni formés ni protégés. Il s'agit de reconnaître qu'entre l'absence totale de présence et l'engagement héroïque, il existe une multitude de contributions possibles : une visite régulière, une écoute, un relais auprès d'un proche, une aide à comprendre une démarche, une présence dans une activité, une veille discrète, une capacité d'alerte, un lien qui compte.

Beaucoup de citoyens pourraient contribuer, mais ne savent pas comment. Certains ne se sentent pas légitimes. D'autres ont peur de mal faire. D'autres encore ont déjà connu des expériences associatives épuisantes ou décevantes. Certains seraient prêts à donner un peu de temps, mais pas à entrer dans une responsabilité trop lourde. D'autres pourraient apporter une compétence précise, un savoir-faire, une présence ponctuelle, une capacité d'organisation, un réseau. Le chantier de mobilisation citoyenne doit permettre à ces disponibilités diverses d'apparaître, sans les enfermer dans un modèle unique d'engagement.

L'appel citoyen devra donc être formulé avec justesse. Il ne devra pas culpabiliser. Il ne devra pas dire : venez combler les défaillances du système. Il devra dire : votre présence peut compter, si elle est appelée au bon endroit, préparée avec prudence et soutenue dans la durée. Il devra montrer que la solidarité n'est pas réservée aux professionnels, mais qu'elle ne se réduit pas non plus à une bonne intention spontanée. Il devra permettre à chacun de se demander : quelle présence puis-je offrir, à ma mesure, sans me mettre en danger, sans mettre l'autre en danger, sans prendre la place de ceux qui sont déjà là ?

La mobilisation citoyenne devra être progressive. On ne commence pas par envoyer des bénévoles dans des situations sensibles. On commence par informer, écouter, recueillir les disponibilités,

comprendre les limites, former, créer des espaces de parole. Un citoyen qui souhaite contribuer doit pouvoir dire ce qu'il peut faire, mais aussi ce qu'il ne peut pas faire. Il doit pouvoir indiquer ses contraintes, son territoire, ses compétences, ses inquiétudes. Il doit pouvoir être accompagné dans sa réflexion avant toute mise en relation. Le projet devra respecter les petits engagements autant que les grands. Une présence modeste mais fiable peut valoir davantage qu'un engagement intense mais fragile.

La formation des citoyens sera indispensable. Elle devra porter sur la prudence relationnelle, le respect de l'intime, la confidentialité, la compréhension des rôles de Dediçi, la distinction entre présence citoyenne et intervention professionnelle, la manière d'alerter, la nécessité de tenir ses limites. Elle devra aussi dire clairement que l'on peut renoncer. Dans une démarche digne, un bénévole doit pouvoir se retirer sans honte si la situation ne lui convient pas, s'il se sent dépassé, ou si sa présence n'est pas ajustée. La fidélité ne doit pas devenir une prison.

La mise en relation avec les situations devra être très encadrée. Un citoyen ne doit pas être affecté à une personne comme une ressource anonyme. La rencontre doit être préparée, acceptée, ajustée, réversible. Elle doit respecter la personne impliquée, ses proches, les personnes déjà présentes, les professionnels, les institutions concernées. Elle doit commencer petit, avec des gestes simples, observables, discutés. La confiance ne se commande pas. Elle se vérifie progressivement. Le projet devra donc apprendre à créer des passages, non des affectations.

Mobiliser les citoyens signifie aussi reconnaître que la solidarité peut prendre des formes très différentes. Certains contribueront directement autour d'une situation. D'autres aideront à organiser une rencontre, à relayer un appel, à traduire un document, à tenir un accueil, à préparer une formation, à accompagner un site internet, à produire un support, à apporter une compétence administrative, juridique, numérique ou logistique. Tous ne seront pas dans les cercles de personnes de confiance. Certains soutiendront les chantiers qui permettent aux cercles d'être favorisés. Cette distinction est importante : la mobilisation citoyenne ne se réduit pas à l'entrée directe dans l'intime des situations.

Ce chantier devra également protéger les citoyens eux-mêmes. La vulnérabilité peut toucher profondément. Une personne bénévole peut être bouleversée, s'attacher, se sentir responsable, vouloir trop faire, ou se retrouver prise dans des tensions familiales ou institutionnelles. Elle peut aussi être déçue si son engagement ne produit pas immédiatement les effets espérés. Le projet devra prévoir des espaces de soutien, de relecture, de parole, de régulation. La solidarité durable demande que ceux qui aident soient eux-mêmes soutenus.

L'objectif n'est pas de constituer une armée de bénévoles. Ce langage serait inadapté. L'objectif est de faire apparaître une capacité citoyenne de présence, modeste ou forte, mais organisée, prudente, reliée et durable. Cette capacité ne remplacera ni les droits, ni les professionnels, ni les institutions. Elle apportera ce que les grands toits ne peuvent pas produire seuls : des présences humaines situées, des liens, des attentions, des relais, des vigilances, des gestes qui font qu'une personne n'est pas seulement prise en charge, mais entourée.

Le chantier de mobilisation citoyenne devra produire des outils simples : une manière de se déclarer disponible, une première information sur le projet, une formation de base, une charte d'engagement prudent, des repères pour la mise en relation, des espaces de soutien, des règles de retrait, une méthode d'articulation avec les proches, les professionnels et les institutions. Il devra aussi documenter ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Il faudra apprendre quels types de présences sont réellement utiles, quelles formes sont trop risquées, quelles conditions rassurent les familles, quels soutiens permettent aux bénévoles de tenir.

La mobilisation citoyenne est difficile parce qu'elle ne dispose pas encore d'une architecture évidente. C'est précisément pourquoi elle doit être un chantier à part entière. Si les citoyens sont appelés sans cadre, le projet sera imprudent. S'ils ne sont pas appelés, les petits toits resteront trop dépendants des proches déjà épuisés. Le défi est donc de créer un chemin entre ces deux risques : appeler des présences citoyennes, mais les appeler avec méthode, prudence et soutien. C'est l'une des conditions du choc de cohérence solidaire.

## **Chapitre 26 — Chantier 7 : organiser l'éthique**

Le septième chantier est celui de l'éthique. Il ne doit pas être traité comme une annexe morale ou comme un texte de principes ajouté à la fin du projet. Il doit être placé au cœur de l'expérimentation, parce que celle-ci touche à des réalités extrêmement sensibles : la vulnérabilité, l'intime, les relations familiales, les droits, les silences, les consentements difficiles, les protections juridiques, les engagements bénévoles, les places professionnelles, les appuis institutionnels. Un projet qui prétend renforcer l'humanité autour des personnes doit d'abord se montrer capable de protéger cette humanité.

L'éthique commence par la protection de la personne impliquée. Rien ne doit être fait autour d'elle sans que sa place, son rythme, son expression, ses refus et ses intérêts soient considérés avec sérieux. Lorsque la personne peut exprimer clairement son accord, ses attentes ou ses réserves, cette expression doit guider l'action. Lorsqu'elle s'exprime autrement, il faut chercher les médiations nécessaires, les personnes qui la comprennent, les signes qui permettent de respecter son rythme. Lorsqu'il existe une incertitude, l'expérimentation doit ralentir plutôt que forcer. La volonté de bien faire ne suffit pas à garantir le respect de la personne.

L'éthique impose de protéger l'intime. Les situations accompagnées ne doivent pas devenir des exemples publics, des arguments de communication ou des preuves exposées. Une expérimentation doit apprendre, documenter, transmettre, mais elle doit le faire sans trahir. Les récits devront être anonymisés. Les informations inutiles devront être écartées. Les personnes devront savoir ce qui est conservé, partagé, transformé en enseignement. L'intimité d'une situation n'appartient pas au projet. Elle est confiée avec prudence, et cette confiance oblige.

L'éthique concerne également les proches. Beaucoup de parents et d'aidants ont déjà été sollicités, questionnés, évalués, convoqués, entendus parfois, épuisés souvent. Le projet ne doit pas ajouter une couche supplémentaire d'exigence. Il doit veiller à ne pas demander encore aux mêmes personnes de raconter, d'organiser, de vérifier, de relancer, de témoigner, de porter. Les proches

doivent être reconnus comme porteurs d'une connaissance essentielle, mais cette connaissance ne doit pas être exploitée. Le projet doit les soulager, non les utiliser.

L'éthique impose de prévenir les captations. Une situation de vulnérabilité peut être captée par un proche, par un professionnel, par une association, par une institution, par un bénévole trop engagé, et même par une bonne intention mal réglée. Captation ne signifie pas malveillance. Elle peut naître d'un amour inquiet, d'une habitude de pouvoir, d'une culture institutionnelle, d'un besoin de contrôle, d'une peur de perdre la place, d'une volonté de sécuriser. L'expérimentation doit nommer ce risque sans accuser, et installer des garde-fous pour que personne ne puisse faire du cercle de personnes de confiance son territoire.

L'éthique concerne les bénévoles et les citoyens. Leur générosité doit être protégée. On ne doit pas les envoyer seuls dans des situations qu'ils ne comprennent pas. On ne doit pas les laisser croire qu'ils pourront réparer ce qui est très ancien, très douloureux ou très complexe. On ne doit pas les placer dans des loyautés impossibles entre la personne, la famille, les professionnels et les institutions. On doit leur donner des repères, des limites, des espaces de parole, et la possibilité de se retirer. Une solidarité qui épuise ceux qui viennent aider finit par se retourner contre elle-même.

L'éthique concerne aussi les professionnels. Ils ne doivent pas être disqualifiés par le projet. Ils ne doivent pas être présentés comme responsables du désordre que l'expérimentation cherche à traiter. Beaucoup font déjà au mieux dans des cadres contraints. L'éthique du projet doit leur permettre de contribuer sans être jugés, de questionner sans être mis en cause, de trouver leur place sans craindre que les proches ou les bénévoles viennent brouiller leur responsabilité. La coopération doit être clarifiée pour que chacun sache ce qu'il peut faire, ce qu'il ne peut pas faire, et à qui s'adresser lorsque la situation devient incertaine.

L'éthique institutionnelle est tout aussi nécessaire. Les grands toits doivent soutenir les petits toits sans les absorber. Cette formule doit devenir une règle de conduite. Une institution qui appuie l'expérimentation ne doit pas transformer les cercles de personnes de confiance en objets administratifs. Une association qui soutient une situation ne doit pas en faire son service. Un financeur ou un pouvoir public qui rend possible le projet ne doit pas exiger une exposition des situations en échange de son appui. L'éthique doit protéger la démarche contre les logiques de possession, de visibilité excessive ou de normalisation prématurée.

Ce chantier devra produire une charte éthique de l'expérimentation. Cette charte devra être claire, courte dans ses principes, mais précise dans ses conséquences. Elle devra dire comment on entre dans une situation, comment on recueille les accords, comment on protège les informations, comment on anonymise, comment on évite les captations, comment on soutient les proches, comment on encadre les bénévoles, comment on clarifie les places, comment on règle les désaccords, comment on suspend une action si nécessaire. Elle devra être vivante, révisable, nourrie par l'expérience.

Il faudra aussi prévoir une vigilance éthique indépendante ou extérieure. Le noyau porteur ne peut pas être seul juge de ses propres pratiques. Il faudra des personnes capables d'entendre une alerte, de relire une difficulté, d'interroger une dérive possible, de conseiller un arrêt ou un ajustement.

Cette vigilance ne devra pas être lourde, mais elle devra être réelle. Elle donnera confiance aux familles, aux institutions, aux professionnels et aux bénévoles. Elle dira que le projet accepte d’être regardé lui-même.

L’éthique n’est pas ce qui ralentit le projet. Elle est ce qui lui permet de durer. Sans elle, la mobilisation pourrait devenir intrusion, la documentation pourrait devenir exposition, la bonne volonté pourrait devenir pression, le soutien institutionnel pourrait devenir absorption, le cercle pourrait devenir captation. Avec elle, l’expérimentation peut avancer en protégeant ce qu’elle cherche à renforcer. Organiser l’éthique, c’est donc organiser la confiance.

## **Chapitre 27 — Chantier 8 : explorer les objets juridiques**

Le huitième chantier concerne les objets juridiques. Il ne s’agit pas, dans le livre-projet, de prétendre résoudre immédiatement toutes les questions de droit. Il s’agit de reconnaître que la solidarité relationnelle, si elle doit tenir dans le temps, ne peut pas rester entièrement informelle. Les cercles de personnes de confiance sont des réalités humaines, intimes, souples, attachées aux situations. Ils ne doivent pas être administrés comme des dispositifs institutionnels. Mais ils devront, d’une manière ou d’une autre, être reconnus, sécurisés, articulés avec les cadres existants et protégés contre les confusions de responsabilité.

Le droit existant offre déjà des points d’appui. Il existe la personne de confiance, l’habilitation familiale, la tutelle, la curatelle, la sauvegarde de justice, le mandat de protection future, les droits liés au consentement, à l’information, à la participation, à la représentation, à l’accompagnement. Ces outils ont leur importance. Mais ils ne répondent pas toujours à la question posée ici : comment reconnaître, dans la durée, un environnement humain collectif autour d’une personne impliquée dans une situation de vulnérabilité ? Comment permettre que plusieurs personnes physiques et plusieurs personnes morales contribuent à une protection relationnelle sans confusion, sans captation et sans effacement de la personne ?

L’expérimentation devra donc explorer l’articulation entre cercle de personnes de confiance et protections existantes. Dans certaines situations, une mesure de protection juridique sera déjà en place. Dans d’autres, elle ne le sera pas. Parfois, un mandataire, un tuteur, un curateur, un proche habilité ou une personne de confiance aura une place reconnue. Parfois, des proches agiront sans reconnaissance claire. Parfois, des professionnels détiendront des informations importantes sans savoir à qui les transmettre. Parfois, le cercle relationnel existera, mais sans statut. Il faudra comprendre comment ces réalités peuvent dialoguer sans se confondre.

La question de la responsabilité devra être travaillée avec beaucoup de sérieux. Si un citoyen entre dans un environnement de confiance, que peut-il faire ? Que ne doit-il pas faire ? À qui doit-il signaler une inquiétude ? Quelle est sa responsabilité s’il voit quelque chose ? Quelle est celle de l’association qui l’a orienté ? Quelle est celle de l’institution qui soutient l’expérimentation ? Quelle est celle de Dediçi comme catalyseur ? Ces questions ne doivent pas être laissées dans le flou. Le droit doit sécuriser les engagements sans les étouffer.

Le chantier juridique devra également explorer le mandat de protection de tous les temps. Cette idée, portée par Dediçi, cherche à dépasser une vision trop individuelle ou trop limitée de la protection future. Il s'agirait de penser une protection qui ne repose pas seulement sur la désignation d'une personne ou sur une mesure ponctuelle, mais sur l'organisation durable d'un environnement humain et institutionnel autour de la personne. Le mandat de protection de tous les temps n'est pas à présenter comme un objet déjà finalisé. Il doit être proposé comme une hypothèse à travailler, à discuter avec des juristes, des familles, des associations tutélaires, des magistrats, des institutions, des chercheurs.

Cette exploration juridique devra rester fidèle à l'esprit du projet. Il ne faut pas transformer le cercle de personnes de confiance en structure rigide. Il ne faut pas créer un outil qui donnerait trop de pouvoir à un groupe sur la personne. Il ne faut pas produire une formalisation telle que la confiance serait remplacée par l'administration. Le droit doit venir soutenir, clarifier, protéger, reconnaître. Il ne doit pas dénaturer. C'est une tension difficile, mais essentielle.

Le chantier devra aussi contribuer à la réflexion sur un Code de la solidarité. L'expérimentation locale peut faire émerger des principes plus généraux : le droit d'une personne vulnérable à ne pas être laissée sans environnement humain de confiance ; la nécessité de reconnaître les rôles autour d'une situation ; l'importance de soutenir les petits toits par les grands toits ; la protection des proches contre l'épuisement ; la place des citoyens dans une solidarité organisée ; la responsabilité des institutions dans le soutien sans absorption. Ces principes pourront, à terme, nourrir une proposition plus large.

L'exploration des objets juridiques devra être menée avec prudence, parce que le droit peut rassurer autant qu'il peut rigidifier. Certaines familles auront besoin de sécurité. Certaines institutions auront besoin de repères. Certains bénévoles auront besoin de savoir ce qu'ils engagent. Certains professionnels auront besoin de comprendre les limites du partage d'information. Mais si le cadre devient trop lourd, les cercles risquent de perdre leur souplesse. Il faudra donc chercher un droit qui protège sans enfermer, qui reconnaît sans posséder, qui soutient sans absorber.

Ce chantier produira d'abord des notes de clarification, des repères sur les dispositifs existants, des questions juridiques à traiter, des hypothèses, des cas anonymisés, des points de vigilance. Il pourra ensuite proposer des formulations, des modèles, des pistes d'évolution. Mais il devra accepter que certaines réponses ne puissent venir qu'après l'expérimentation. Le livre-projet n'a pas à trancher toutes les questions. Il doit ouvrir un chantier sérieux, indispensable, à la hauteur de ce que la démarche engage.

## **Chapitre 28 — Chantier 9 : obtenir les appuis**

Le neuvième chantier est celui des appuis. Il ne s'agit pas ici de parler d'argent ou de budget. Il s'agit de comprendre que l'expérimentation ne pourra pas commencer sérieusement sans une légitimité partagée. La première ressource recherchée est une autorisation collective d'essayer autrement. Cette autorisation doit venir de plusieurs endroits : des familles, des associations, des citoyens, des professionnels, des institutions, des pouvoirs publics, des acteurs capables de dire que cette démarche mérite d'être tentée, protégée et accompagnée.

L'appui politique est important parce qu'il donne au territoire le droit d'expérimenter. Il ne doit pas transformer le projet en programme politique partisan. Il doit dire qu'une collectivité, un territoire ou des responsables publics reconnaissent la nécessité de regarder autrement les situations de vulnérabilité. Cet appui peut rassurer les institutions, encourager les associations, donner confiance aux familles, légitimer la participation des professionnels, ouvrir des portes. Il ne doit pas posséder le projet, mais lui donner une possibilité d'existence.

L'appui institutionnel est tout aussi nécessaire. Les institutions doivent comprendre qu'on ne leur demande pas de tenir les cercles de personnes de confiance. On leur demande de soutenir, de reconnaître, de sécuriser et de faciliter. Leur appui peut permettre d'articuler l'expérimentation avec les dispositifs existants, d'éviter les malentendus, de protéger les situations, de faciliter certaines coopérations. Sans cet appui, les acteurs risquent de rester dans une zone incertaine, sans savoir ce qui est possible, autorisé ou reconnu.

L'appui des associations familiales et parentales est décisif. Elles peuvent donner à l'appel une légitimité auprès des familles. Elles peuvent montrer que la démarche ne vient pas de nulle part, qu'elle s'inscrit dans une histoire de combat pour la dignité, les droits et l'avenir des personnes vulnérables. Elles peuvent aussi aider à éviter que le projet soit perçu comme une initiative isolée ou trop théorique. Leur appui devra toutefois respecter la ligne fondamentale : elles soutiennent les cercles, elles ne les possèdent pas. Elles contribuent à la cohérence, elles ne l'absorbent pas.

L'appui professionnel est nécessaire pour que l'expérimentation ne reste pas extérieure aux réalités d'accompagnement. Les professionnels savent ce qui est possible, ce qui est difficile, ce qui existe déjà, ce qui bloque, ce qui peut aider. Leur appui peut permettre de rendre les lectures de situation plus justes, les formations plus concrètes, les propositions plus réalistes. Il peut aussi aider à éviter que les citoyens soient placés dans des rôles inadaptés ou que les familles soient sollicitées de manière excessive.

L'appui citoyen est la condition de naissance des petits toits. Sans personnes physiques prêtes à être présentes, aucune organisation relationnelle ne peut tenir. Mais cet appui citoyen ne doit pas être confondu avec une disponibilité indéfinie. Il peut être modeste, progressif, prudent. Il peut passer par des engagements directs ou par des contributions aux chantiers. L'essentiel est de faire apparaître une volonté citoyenne qui ne soit pas livrée à elle-même, mais soutenue par les grands toits.

L'appui scientifique, juridique et éthique permettra de sécuriser la démarche. Une expérimentation de cette nature doit être pensée, observée, questionnée. Elle ne doit pas avancer seulement sur l'intuition. Les chercheurs peuvent aider à observer sans réduire. Les juristes peuvent aider à clarifier les responsabilités. Les éthiciens ou personnes qualifiées peuvent aider à protéger l'intime et à prévenir les dérives. Les formateurs peuvent aider à rendre la démarche accessible. Ces appuis donneront de la profondeur et de la crédibilité au projet.

Obtenir les appuis ne veut pas dire construire une coalition lourde avant de commencer. Il faudra éviter de perdre des mois dans une recherche d'accords parfaits. L'enjeu est plutôt d'obtenir des appuis suffisants pour démarrer avec prudence. Quelques soutiens clairs peuvent permettre d'ouvrir

les premiers chantiers. D'autres viendront ensuite, lorsque la démarche sera plus visible et plus compréhensible. Le projet devra donc distinguer les appuis nécessaires au lancement, les appuis utiles à la consolidation, et les appuis qui pourront se construire au fil du temps.

Ce chantier devra produire une cartographie des appuis recherchés, une manière de les solliciter, des textes courts adaptés à chaque type d'acteur, des engagements possibles, des formes de reconnaissance, des modalités de coopération. Il devra surtout veiller à ce que chaque appui respecte la cohérence du projet. Un appui qui chercherait à posséder, à récupérer, à exposer ou à transformer le projet en vitrine serait contraire à l'esprit de l'expérimentation. Le bon appui est celui qui rend possible sans confisquer.

## **Chapitre 29 — Chantier 10 : documenter et transmettre**

Le dixième chantier est celui de la documentation et de la transmission. Une expérimentation qui ne documente pas ce qu'elle apprend risque de disparaître avec ceux qui l'ont conduite. Elle peut produire des effets locaux, parfois précieux, mais ne pas laisser de méthode transmissible. Or l'ambition du projet est aussi de permettre à d'autres territoires, plus tard, de s'appuyer sur ce qui aura été appris. Il faut donc documenter dès le début, mais documenter avec prudence.

Documenter ne signifie pas accumuler des rapports. Il s'agit de produire une mémoire utile de l'expérimentation. Cette mémoire devra contenir le livre-projet, les versions simplifiées pour différents publics, les fiches chantiers, les supports de formation, les grilles de lecture de situation, les repères éthiques, les questions juridiques, les enseignements des premières situations, les erreurs rencontrées, les ajustements opérés, les conditions de réussite. Elle devra être assez claire pour servir, assez précise pour ne pas trahir, assez vivante pour ne pas devenir une archive morte.

Le site internet spécifique aura ici une place importante. Il devra être la maison documentaire du projet. Il ne devra pas exposer les situations. Il devra expliquer l'appel, présenter les chantiers, permettre de manifester son intérêt, publier les documents publics, rendre visible l'avancement général, accueillir les versions simplifiées, partager les supports validés, ouvrir éventuellement des espaces de contribution. Il devra permettre à quelqu'un qui découvre le projet de comprendre rapidement où il entre, puis d'aller plus loin s'il le souhaite.

Les versions simplifiées seront indispensables. Le livre-projet peut être dense, parce qu'il porte la cohérence complète. Mais tous les publics n'entreront pas par un document long. Il faudra une version pour les parents et proches, une version pour les associations, une version pour les institutions, une version pour les professionnels, une version pour les citoyens et bénévoles, une version pour les chercheurs et juristes. Ces versions ne devront pas trahir le fond. Elles devront traduire la même cohérence depuis des points d'entrée différents.

La documentation des situations devra être particulièrement protégée. Il pourra être utile de produire des récits anonymisés, mais seulement avec des règles strictes. Ces récits ne devront pas servir à faire de la communication émotionnelle. Ils devront permettre de comprendre ce que l'expérimentation apprend : comment un rôle était absent, comment un proche a été soutenu, comment une institution a reconnu sans absorber, comment un cercle s'est renforcé, comment une

difficulté a été rencontrée, comment une erreur a été corrigée. Les personnes ne doivent jamais devenir des exemples au service du projet. Le projet doit rester au service des personnes.

Transmettre, ce sera aussi dire les limites. Une expérimentation crédible ne raconte pas seulement ce qui réussit. Elle doit dire ce qui a résisté, ce qui n'a pas fonctionné, ce qui a pris plus de temps, ce qui a été mal compris, ce qui a dû être abandonné ou reformulé. Ces limites seront précieuses pour d'autres. Elles éviteront de transformer le projet en récit idéalisé. Elles montreront que la démarche est sérieuse, parce qu'elle accepte d'apprendre de ses propres difficultés.

La transmission devra enfin préparer l'essaimage. Il ne s'agira pas de dire à d'autres territoires : reproduisez exactement ce qui a été fait ici. Il faudra plutôt transmettre une cohérence, une méthode, des supports, des points de vigilance, des conditions minimales, des erreurs à éviter. Chaque territoire aura ses propres acteurs, ses propres associations, ses propres institutions, ses propres cultures de coopération. Le projet devra donc être transmissible sans être rigide. Il devra donner des repères, pas imposer une forme.

Ce chantier de documentation et de transmission devra avancer dès le début. Il ne peut pas être repoussé à la fin, car on oublie vite ce que l'on apprend en chemin. Les premières hésitations, les premières questions, les premiers malentendus, les premières formulations utiles, les premières corrections sont souvent les plus importantes. Il faudra donc tenir une mémoire régulière, sobre, protégée et exploitable. C'est ainsi que le livre-projet deviendra peu à peu un tout-en-main vivant : un document de départ, puis une méthode enrichie par l'expérience.

Documenter et transmettre, dans ce projet, c'est prolonger la solidarité au-delà des premières situations. C'est faire en sorte que ce qui sera appris grâce à quelques personnes, quelques familles, quelques partenaires, puisse servir à d'autres sans trahir ceux qui auront permis l'apprentissage. C'est une responsabilité. Et c'est aussi l'une des raisons pour lesquelles Dediçi, comme catalyseur, doit tenir la mémoire du projet avec rigueur, humilité et fidélité.

## **Huitième partie — Gouverner sans posséder**

### **Chapitre 30 — Le noyau de cohérence**

Une expérimentation de cette nature a besoin d'un centre de cohérence. Cela ne signifie pas qu'elle doive être dirigée de manière lourde, centralisée ou propriétaire. Cela signifie qu'elle doit pouvoir garder son cap, protéger son intention, relier ses chantiers, clarifier ses mots et prévenir les dérives. Sans ce noyau, le projet risquerait de se disperser. Chacun comprendrait une partie de l'idée, l'adapterait à ses propres habitudes, et l'expérimentation pourrait rapidement redevenir ce qu'elle cherche précisément à dépasser : une addition d'initiatives insuffisamment reliées autour des situations.

Le noyau de cohérence n'est donc pas un comité de pilotage classique. Il ne doit pas devenir un lieu de pouvoir où l'on déciderait à la place des situations, des familles, des associations ou des institutions. Il doit plutôt être un lieu de vigilance, d'orientation et de tenue du sens. Sa responsabilité première est de rappeler sans cesse le point de départ : partir de chaque situation de

vulnérabilité, regarder l'environnement humain réel de la personne, favoriser les cercles de personnes de confiance, mobiliser les ressources existantes, et demander aux grands toits de soutenir les petits toits sans les absorber.

Dediçi a naturellement une place particulière dans ce noyau. Non parce qu'il devrait posséder l'expérimentation, mais parce qu'il en porte la cohérence initiale, le langage, la grille des cinq rôles, la distinction entre petits toits et grands toits, la vigilance sur les mots et l'exigence de ne pas confondre les places. Cette place est précieuse, mais elle doit rester fidèle à l'esprit du projet. Dediçi catalyse, relie, traduit, documente, appelle et protège le sens. Il ne devient pas propriétaire des cercles, ni gestionnaire des situations, ni substitut des associations ou des institutions.

Le noyau de cohérence devra être suffisamment ouvert pour accueillir des partenaires réels. Il devra associer, progressivement et avec discernement, des personnes issues des associations familiales et parentales, des associations de bienveillance, des professionnels, des institutions soutenantes, des proches, et lorsque cela est possible, des personnes impliquées elles-mêmes ou des représentants de leur parole. Cette diversité est nécessaire, parce que le projet ne peut pas être gouverné seulement depuis une idée. Il doit être gouverné depuis la rencontre entre l'idée, les situations, les expériences de vie, les contraintes professionnelles et les possibilités institutionnelles.

Il faudra cependant éviter de faire de ce noyau une instance trop large. Un noyau trop nombreux deviendrait lent, diplomatique, incertain. Il risquerait de vouloir représenter tout le monde, au lieu de tenir la cohérence. Il faut donc distinguer le noyau de cohérence, qui tient le cap, des groupes de chantier, qui travaillent des objets précis, et des cercles de personnes de confiance, qui appartiennent aux situations. Cette distinction évitera que la gouvernance du projet ne se confonde avec l'environnement intime des personnes. Le noyau de cohérence gouverne l'expérimentation ; il ne gouverne pas les cercles.

La première mission du noyau sera de protéger la clarté des mots. Dans ce projet, les mots ne sont pas décoratifs. Ils portent des places, des responsabilités et des limites. On parle de rôles, non de fonctions. On parle de cercles de personnes de confiance attachés aux situations, non de publics à mobiliser. On parle d'institutions qui soutiennent, non d'institutions qui tiennent les cercles. On parle de Dediçi catalyseur, non de Dediçi opérateur propriétaire. On parle de petits toits favorisés et soutenus, non de dispositifs administrés. Cette vigilance terminologique est une vigilance éthique.

La deuxième mission du noyau sera de relier les chantiers. Chaque chantier aura sa logique propre : l'appel, le recueil des manifestations d'intérêt, la lecture des situations, la formation, la mobilisation citoyenne, l'éthique, le juridique, les appuis, la documentation. Mais ces chantiers ne doivent pas partir chacun dans une direction différente. La formation doit être cohérente avec l'éthique. La mobilisation citoyenne doit être cohérente avec la protection de l'intime. Le juridique doit soutenir les cercles sans les rigidifier. La documentation doit transmettre sans exposer. Le noyau devra donc assurer une circulation régulière entre les chantiers.

La troisième mission sera de protéger les situations. Le projet n'aura de légitimité que s'il respecte les personnes qui accepteront d'entrer dans l'expérimentation. Le noyau devra veiller à ce que les situations ne deviennent jamais des vitrines, à ce que les proches ne soient pas surchargés, à ce que

les citoyens ne soient pas envoyés imprudemment, à ce que les institutions ne prennent pas possession de l'intime, à ce que les récits anonymisés restent réellement protecteurs. Cette protection ne devra pas être seulement proclamée ; elle devra être organisée.

La quatrième mission sera de tenir le rythme. Une expérimentation longue peut se disperser ou s'essouffler. Au début, l'élan peut être fort ; ensuite viennent les lenteurs, les malentendus, les contraintes, les désaccords, les fatigues. Le noyau de cohérence devra maintenir une progression réaliste : assez rapide pour ne pas perdre la mobilisation, assez lente pour ne pas abîmer les situations. Il devra rappeler que la confiance demande du temps, que les cercles ne se fabriquent pas, que l'élargissement ne doit venir qu'après une première stabilisation de la méthode.

La cinquième mission sera d'accepter l'apprentissage. Le noyau ne doit pas défendre le projet comme s'il était déjà parfait. Il doit être capable d'entendre ce qui ne fonctionne pas, ce qui est mal compris, ce qui résiste, ce qui doit être repris. Il doit pouvoir dire : nous nous sommes trompés sur ce point, nous devons reformuler, ralentir, clarifier, corriger. Cette capacité d'ajustement sera un signe de sérieux. Un projet vivant ne perd pas sa cohérence parce qu'il apprend ; il la renforce en acceptant de se confronter au réel.

Le noyau de cohérence devra donc être à la fois ferme et humble. Ferme sur les principes : partir des situations, respecter les rôles, soutenir les cercles sans les posséder, protéger l'intime, mobiliser l'existant, tenir la parole Dediçi. Humble dans la mise en œuvre : écouter les familles, entendre les professionnels, comprendre les institutions, accueillir les objections, apprendre des premières situations, ajuster les supports. C'est cette combinaison qui permettra d'éviter deux dangers opposés : la rigidité doctrinale et la dilution dans les habitudes existantes.

Gouverner sans posséder, c'est cela. C'est tenir un cadre sans capturer ce qui doit rester vivant. C'est donner une direction sans prétendre tout contrôler. C'est protéger la cohérence sans transformer l'expérimentation en appareil. C'est permettre à beaucoup d'acteurs de contribuer sans perdre le fil. Le noyau de cohérence sera l'un des lieux où cette posture devra être pratiquée, non seulement expliquée.

## **Chapitre 31 — Les groupes de chantier**

Les groupes de chantier sont la manière concrète de transformer l'appel en travail. Un appel à manifestation d'intérêt peut faire apparaître des volontés, mais ces volontés doivent trouver des lieux où se déposer, s'organiser et produire quelque chose. Sans chantiers, les contributions resteraient dispersées. Les personnes diraient leur intérêt, puis ne sauraient pas quoi faire. Les associations soutiendraient l'idée, mais sans prise concrète. Les professionnels proposeraient leur compétence, mais sans espace de contribution. Les institutions pourraient donner un accord de principe, puis attendre. Les chantiers évitent cette immobilisation.

Chaque chantier doit donc avoir une responsabilité claire. Il ne s'agit pas de créer des groupes de discussion généraux où l'on reparle indéfiniment du projet. Il faut que chaque chantier sache ce qu'il doit produire : un appel public, une méthode de recueil des manifestations d'intérêt, une grille de lecture de situation, un support de formation, une charte éthique, une note juridique, une

méthode de mobilisation citoyenne, une architecture de site internet, un dispositif de documentation, un premier cadre de restitution. Cette orientation vers des livrables simples donnera de la solidité à la démarche.

Les groupes de chantier devront rester ouverts, mais pas indéfinis. Chacun doit pouvoir comprendre comment il peut contribuer, mais le chantier doit garder une forme de responsabilité. Un chantier sans référent risque de s'éparpiller. Un chantier trop fermé risque de se couper des compétences disponibles. Il faudra donc trouver un équilibre : un référent ou un petit groupe porteur, des contributeurs identifiés, des temps de travail, des productions attendues, des liens réguliers avec le noyau de cohérence, et la possibilité d'accueillir de nouvelles personnes lorsque leur contribution est utile.

La question centrale de chaque chantier sera : qui veut prendre quoi ? Cette formule simple doit devenir une manière de faire. Elle transforme les bonnes volontés en engagements concrets. Elle permet à une association de dire : nous pouvons prendre le chantier de formation sur tel public. À un juriste de dire : je peux contribuer à la réflexion sur le mandat de protection de tous les temps. À un citoyen de dire : je peux aider à l'accueil des manifestations d'intérêt. À un professionnel de dire : je peux relire la grille de lecture des situations. À une institution de dire : nous pouvons appuyer la sensibilisation des acteurs locaux. Le projet avancera par cette prise de parts.

Il faudra reconnaître la valeur des contributions modestes. Tout le monde ne pourra pas porter un chantier entier. Certains donneront beaucoup, d'autres peu. Certains pourront s'engager dans la durée, d'autres ponctuellement. Une expérimentation de solidarité doit savoir accueillir cette diversité. Une relecture, une mise en relation, une salle prêtée, une expérience partagée, un témoignage anonymisé, une compétence technique, un relais local, une participation à une réunion peuvent compter. L'important sera la fiabilité de la contribution, sa justesse et son inscription dans la cohérence générale.

Les groupes de chantier devront aussi apprendre à ne pas confondre leur objet avec tout le projet. Le chantier éthique ne porte pas toute l'expérimentation, mais il en protège une dimension essentielle. Le chantier juridique n'a pas à résoudre toute la solidarité, mais à clarifier des points sensibles. Le chantier citoyen ne doit pas faire croire que les bénévoles vont tout remplacer, mais organiser une présence possible. Le chantier institutionnel ne doit pas transformer le projet en dispositif public, mais obtenir les appuis nécessaires. Chaque chantier doit connaître sa limite pour mieux contribuer à l'ensemble.

Le lien entre les chantiers sera décisif. La mobilisation citoyenne ne peut pas avancer sans éthique. La lecture des situations ne peut pas avancer sans formation. La documentation ne peut pas avancer sans protection de l'intime. Le juridique ne peut pas avancer sans retour des situations. Les appuis institutionnels ne peuvent pas être sollicités sans un message clair. Le noyau de cohérence devra donc organiser des temps de croisement entre les chantiers. Ces croisements ne devront pas être lourds, mais ils devront empêcher que les pièces du projet se développent séparément.

Les livrables devront être simples et utilisables. Il ne faut pas produire des textes trop longs à chaque étape. Le livre-projet porte la profondeur. Les chantiers doivent produire des outils : une

fiche, une grille, une page d'explication, une méthode de réunion, une charte, un modèle de réponse, un support de formation, une note de vigilance, un guide court. Ces livrables pourront ensuite être améliorés. Il vaut mieux un outil imparfait mais utilisable qu'un document idéal jamais terminé. L'expérimentation apprendra en utilisant ces supports.

Les groupes de chantier devront également documenter leur propre apprentissage. Chaque chantier rencontrera des difficultés : mots mal compris, résistances, manques de compétences, conflits de place, excès de complexité, simplifications dangereuses. Ces difficultés doivent être notées, non pour alourdir la démarche, mais pour construire une mémoire utile. Le projet ne doit pas seulement documenter les situations accompagnées ; il doit aussi documenter la manière dont il apprend à s'organiser.

La gouvernance par chantiers a un avantage important : elle permet à chacun de prendre part sans devoir comprendre d'emblée tout le projet dans sa totalité. Une personne peut entrer par l'éthique, une autre par la formation, une autre par le juridique, une autre par la mobilisation citoyenne, une autre par la documentation. Peu à peu, chaque contribution rejoint la cohérence globale. C'est ainsi que le projet peut devenir fédérateur sans devenir confus.

Les groupes de chantier seront donc des lieux de passage entre la volonté et l'action. Ils permettront d'éviter que l'appel reste une déclaration. Ils donneront aux acteurs une manière concrète d'apporter leur pierre. Ils produiront les supports nécessaires à l'expérimentation. Ils feront apparaître les compétences du territoire. Ils montreront que la cohérence solidaire n'est pas seulement une idée, mais une organisation progressive du travail commun.

## **Chapitre 32 — La vigilance permanente**

La vigilance permanente est la condition de sécurité du projet. Une expérimentation qui touche aux situations de vulnérabilité, aux proches fatigués, aux citoyens bénévoles, aux institutions, aux associations et aux cercles de personnes de confiance ne peut pas se contenter d'une bonne intention initiale. Elle doit être vigilante à chaque étape. Cette vigilance n'est pas de la méfiance. Elle est une forme de respect. Elle rappelle que l'on travaille avec des vies réelles, des histoires sensibles, des équilibres fragiles, des engagements humains qui peuvent aider mais aussi blesser s'ils sont mal placés.

La première vigilance concerne les situations elles-mêmes. Une situation de vulnérabilité ne doit jamais être traitée comme un matériau de projet. Elle n'est pas là pour prouver que l'expérimentation fonctionne. Elle n'est pas là pour alimenter une communication. Elle n'est pas là pour satisfaire une méthode. Elle est le point de départ et la raison d'être de l'action. Tout ce qui est fait doit être évalué à partir de cette question : est-ce que cela protège davantage la personne et son environnement, ou est-ce que cela ajoute une charge, une exposition, une pression, une confusion ?

La deuxième vigilance concerne les personnes impliquées. Leur parole, leur rythme, leurs refus, leurs silences, leurs manières d'exister doivent être respectés. Il ne faudra pas confondre le désir des proches, l'enthousiasme des bénévoles ou l'intérêt du projet avec l'intérêt réel de la personne. Lorsque la personne peut participer, elle doit être entendue. Lorsqu'elle ne peut pas participer de

manière classique, il faut chercher les médiations qui permettent de ne pas l'effacer. Lorsqu'il existe un doute, il faut ralentir. La personne ne doit jamais devenir l'objet d'une organisation qui parle d'elle sans elle, ou au-dessus d'elle.

La troisième vigilance concerne les proches. Le projet veut les soulager, mais il pourrait involontairement les solliciter davantage. Il faudra surveiller ce risque. Chaque réunion, chaque entretien, chaque demande de témoignage, chaque validation, chaque participation à un chantier peut devenir une charge. Les proches peuvent accepter par espoir, par devoir, par peur de manquer une chance, puis s'épuiser davantage. Il faudra donc leur laisser la possibilité de contribuer peu, de se retirer, de dire non, de demander du temps, de ne pas raconter encore une fois ce qu'ils ont déjà trop raconté. Leur expérience est précieuse, mais leur fatigue doit l'être tout autant.

La quatrième vigilance concerne les bénévoles et citoyens. Leur engagement peut être très beau, mais il doit être protégé. Une personne de bonne volonté peut vouloir trop faire, trop vite, trop près. Elle peut s'attacher, se sentir indispensable, entrer dans des conflits qu'elle ne comprend pas, s'épuiser ou se culpabiliser. Le projet doit donc éviter de glorifier l'engagement héroïque. Il doit valoriser les engagements modestes, fiables, limités, soutenus. Il doit offrir des formations, des temps de parole, des règles de retrait. Une présence citoyenne durable se construit mieux dans la mesure que dans l'enthousiasme sans cadre.

La cinquième vigilance concerne les cercles de personnes de confiance. Un cercle peut être capté. Il peut être dominé par un proche, par un professionnel, par une association, par une institution, par une personnalité forte. Il peut aussi devenir fermé, empêcher d'autres présences, parler à la place de la personne ou se transformer en lieu de conflit. Le projet doit donc veiller à ce que le cercle reste au service de la personne et de la situation. Il doit protéger le cercle contre la possession, y compris par ceux qui veulent bien faire. Le cercle doit être soutenu, non tenu par les institutions ; favorisé, non administré ; reconnu, non capturé.

La sixième vigilance concerne les institutions et associations. Le projet a besoin d'elles, mais il doit garder claire leur place. Un grand toit peut, par habitude, vouloir structurer, piloter, normaliser, évaluer, rendre visible. Ces réflexes ne sont pas illégitimes dans leur ordre, mais ils peuvent devenir dangereux s'ils s'appliquent directement à l'intime des petits toits. Il faudra donc rappeler régulièrement que les institutions soutiennent sans absorber et que les associations contribuent sans posséder. Cette vigilance devra être diplomatique, mais ferme.

La septième vigilance concerne Dediçi lui-même. Un catalyseur peut aussi déborder de sa place. Parce qu'il porte la cohérence, il pourrait être tenté de trop tenir. Parce qu'il écrit, il pourrait être tenté de trop nommer. Parce qu'il appelle, il pourrait être tenté de trop orienter. Parce qu'il documente, il pourrait être tenté de trop montrer. La vigilance permanente doit donc s'appliquer au porteur lui-même. Dediçi devra rester fidèle à sa posture : catalyser, non posséder ; favoriser, non fabriquer ; documenter, non exposer ; tenir la cohérence, non contrôler les situations.

La huitième vigilance concerne la dispersion. Un projet aussi large peut attirer beaucoup d'idées, de propositions, de chantiers, d'envies. Cela peut être une richesse, mais aussi un risque. Si tout devient prioritaire, plus rien ne l'est. Si chaque partenaire ajoute son sujet, la cohérence peut se

diluer. Si l'on ouvre trop de fronts trop vite, les forces s'épuisent. Le noyau de cohérence devra donc protéger le projet contre l'accumulation. Il devra accepter de dire : ce sujet est important, mais pas maintenant ; cette proposition est intéressante, mais elle nous éloigne ; ce chantier doit être simplifié ; cette action doit attendre.

La vigilance permanente devra être organisée. Elle ne peut pas reposer seulement sur la sensibilité de quelques personnes. Il faudra des repères écrits, une charte éthique, des modalités d'alerte, des temps de relecture, des personnes référentes, peut-être une instance extérieure ou indépendante capable de recevoir certaines questions. Il faudra aussi une culture commune : chacun doit se sentir autorisé à signaler une dérive, une confusion, une surcharge, une exposition, une inquiétude. La vigilance doit être partagée, pas réservée au sommet.

Cette vigilance ne doit pas donner au projet un ton inquiet ou paralysé. Au contraire, elle doit permettre d'agir avec plus de confiance. On ose davantage lorsque l'on sait que des garde-fous existent. Les familles peuvent s'ouvrir plus facilement si elles savent qu'elles seront protégées. Les institutions peuvent soutenir plus clairement si elles savent que les responsabilités sont travaillées. Les bénévoles peuvent s'engager plus sereinement s'ils savent qu'ils ne seront pas seuls. Les professionnels peuvent coopérer plus franchement si les places sont clarifiées. La vigilance est donc une condition de mouvement.

Gouverner sans posséder, c'est accepter cette vigilance permanente. C'est reconnaître que le projet travaille sur des matières humaines sensibles. C'est refuser l'improvisation sans tomber dans la bureaucratie. C'est avancer en protégeant. C'est soutenir sans envahir. C'est documenter sans utiliser. C'est appeler sans manipuler. C'est tenir la cohérence sans capturer. Cette vigilance sera l'une des preuves de la maturité de l'expérimentation.

## **Neuvième partie — Observer, apprendre, transmettre**

### **Chapitre 33 — Observer sans réduire**

Observer une expérimentation comme celle-ci demande une grande attention. Il ne s'agit pas seulement de compter des actions, des réunions, des participants, des réponses reçues ou des situations accompagnées. Ces éléments peuvent avoir leur utilité, mais ils ne suffisent pas à dire si l'expérimentation touche réellement son objectif. Ce que le projet cherche à renforcer est plus profond : la qualité de l'environnement humain autour d'une personne impliquée dans une situation de vulnérabilité, la manière dont les rôles de Dediçi sont tenus, la capacité des proches à ne plus porter seuls, la possibilité pour les grands toits de soutenir les petits toits sans les absorber, et la manière dont les ressources existantes se réordonnent autour des situations.

Observer sans réduire, c'est refuser de transformer la vie des personnes en simples indicateurs. La qualité d'une présence ne se mesure pas seulement en nombre d'heures. La confiance ne se résume pas à une case cochée. Le soulagement d'un proche ne se lit pas uniquement dans un questionnaire. La compréhension d'une personne ne se prouve pas par une formule. Pourtant, il faut bien observer, décrire, apprendre, rendre compte. La difficulté est donc de produire une observation sérieuse sans écraser ce qu'elle observe. Il faudra tenir ensemble la rigueur et la délicatesse.

L'observation devra porter d'abord sur la qualité de l'environnement humain. Autour de chaque situation, il faudra regarder si des présences existent, si elles sont reconnues, si elles se parlent, si elles connaissent la personne, si elles respectent son rythme, si elles permettent une meilleure compréhension, si elles soutiennent réellement les proches, si elles peuvent durer. Il ne s'agira pas de dire qu'un cercle existe simplement parce que plusieurs personnes ont été identifiées. Il faudra regarder si ces personnes tiennent quelque chose de réel autour de la situation, si leurs places sont suffisamment claires, si leur présence est utile, acceptée, ajustée.

L'observation devra également porter sur les cinq rôles. Le projet devra apprendre à repérer si la personne impliquée est mieux entendue et mieux comprise, si le rôle de défense et de protection est renforcé, si quelqu'un s'occupe activement et durablement de la situation, si les compensations nécessaires sont mieux appelées ou mieux ajustées, si les institutions soutiennent plus justement. Ces rôles ne seront pas toujours parfaitement tenus. L'objectif de l'observation ne sera pas de donner une note à chaque situation, mais de comprendre comment les rôles évoluent, se renforcent, se fragilisent, se partagent ou restent concentrés sur une seule personne.

Le soulagement des proches devra être observé avec beaucoup de prudence. Il ne suffit pas de dire qu'un cercle se constitue pour que les proches soient soulagés. Parfois, l'entrée dans l'expérimentation pourra d'abord leur demander de l'énergie. Ils devront expliquer, rencontrer, réfléchir, transmettre. Il faudra donc vérifier si, avec le temps, quelque chose s'allège réellement. Le proche dort-il un peu mieux ? Peut-il s'absenter avec moins d'angoisse ? Se sent-il moins seul dans les décisions ? Est-il davantage entendu par les institutions ? Porte-t-il moins de rôles en même temps ? Peut-il commencer à transmettre ce qu'il sait sans avoir l'impression de disparaître ou d'être dépossédé ?

L'observation devra aussi porter sur la coopération entre acteurs. Une expérimentation de cohérence solidaire ne réussit pas seulement parce que chaque acteur agit mieux dans son coin. Elle réussit si les acteurs comprennent mieux leurs places respectives. Une association soutient-elle sans posséder ? Une institution soutient-elle sans tenir le cercle ? Un professionnel agit-il avec une meilleure lecture de l'environnement humain ? Un citoyen trouve-t-il une place prudente ? Dediçi tient-il son rôle de catalyseur sans déborder ? Les proches sont-ils reconnus sans être surchargés ? Ces questions permettront de voir si l'alliance entre petits toits et grands toits commence réellement à prendre forme.

Observer, c'est également repérer ce qui aide et ce qui empêche. Il faudra noter les conditions qui rendent une situation plus favorable : un proche prêt à transmettre, une association enracinée, un professionnel ouvert, une institution qui comprend la posture de soutien, une personne impliquée qui accepte une présence, un bénévole prudent, un outil de lecture bien compris. Il faudra aussi

repérer les freins : peur de l'exposition, confusion des rôles, rivalités associatives, réflexes institutionnels de contrôle, fatigue des proches, manque de formation, imprudence bienveillante, excès de vocabulaire, lourdeur des démarches. Ces freins ne devront pas être cachés. Ils feront partie de l'apprentissage.

L'observation devra rester proche du terrain. Elle devra s'appuyer sur des récits, des retours d'expérience, des entretiens, des notes de situation anonymisées, des temps de relecture avec les acteurs, des analyses qualitatives. Les chiffres ne seront pas interdits, mais ils ne devront pas prendre le pouvoir sur le sens. Savoir combien de situations ont été regardées peut être utile. Savoir comment l'une d'elles a changé parce qu'un rôle a été mieux partagé peut être plus précieux encore. Le projet devra donc inventer une manière d'observer qui respecte la nature relationnelle de ce qu'il cherche à renforcer.

Cette observation devra être préparée dès le début. Si l'on attend la fin de l'expérimentation pour se demander ce qui a été appris, beaucoup de choses auront été perdues. Les premiers malentendus, les premières résistances, les premières formulations efficaces, les premières erreurs de posture, les premières réussites discrètes sont souvent très instructifs. Il faudra donc organiser une mémoire de l'expérimentation au fil de l'eau. Cette mémoire devra être sobre, protégée, lisible, utile. Elle devra nourrir les chantiers, corriger les formations, ajuster les supports, éclairer la gouvernance.

Observer sans réduire, c'est aussi accepter que certains effets importants soient difficiles à nommer. Une personne semble plus apaisée. Un proche parle avec moins d'angoisse. Un professionnel dit qu'il comprend mieux. Une institution répond plus justement. Un bienveillant trouve une place simple. Un cercle se réunit sans bruit. Une transition ne provoque pas l'effondrement redouté. Ces signes ne sont pas toujours spectaculaires. Ils sont pourtant au cœur du projet. L'observation devra savoir les accueillir sans les transformer en preuves excessives.

L'enjeu final de ce chantier est de produire une connaissance utile. Pas une connaissance froide, extérieure, surplombante, mais une connaissance transmissible, capable d'aider d'autres situations et d'autres territoires. Observer sans réduire, c'est faire en sorte que l'expérience ne soit pas perdue, mais aussi que les personnes qui ont permis cette expérience ne soient jamais trahies. C'est une exigence scientifique, éthique et politique à la fois.

## **Chapitre 34 — Apprendre sans trahir**

Apprendre d'une expérimentation ne va pas de soi. Il est possible d'accumuler beaucoup d'informations sans produire de véritable apprentissage. Il est aussi possible de produire des récits séduisants qui trahissent la complexité des situations. Le projet porté par Dediçi devra donc apprendre avec une grande exigence : apprendre de ce qui se passe réellement, apprendre des réussites comme des limites, apprendre sans exposer les personnes, apprendre sans transformer les situations en démonstrations, apprendre sans forcer la réalité pour confirmer une idée.

Apprendre sans trahir signifie d'abord respecter ce que les situations confient. Une situation accompagnée dans l'expérimentation ne devient pas un bien commun disponible pour la communication du projet. Elle reste l'histoire d'une personne, de ses proches, de ses relations, de

ses fragilités, de ses droits, de ses silences. Même anonymisée, une situation peut parfois être reconnaissable si trop de détails sont donnés. Il faudra donc être très prudent dans la manière de raconter. L'anonymisation ne consiste pas seulement à enlever un nom. Elle consiste à protéger réellement l'identité, l'intimité et la dignité des personnes.

L'apprentissage devra s'appuyer sur des récits anonymisés, mais ces récits devront être construits avec sobriété. Leur but ne sera pas d'émouvoir, ni de convaincre par la dramatisation. Leur but sera de montrer ce qu'une situation permet de comprendre : un rôle absent, un petit toit fragile, un grand toit qui soutient mieux, une confusion de place, une présence citoyenne utile, une formation qui change le regard, une prudence éthique nécessaire, une limite à ne pas franchir. Le récit devra servir l'apprentissage, pas l'exposition.

Apprendre sans trahir, c'est aussi dire les limites. Un projet qui ne raconte que ses réussites n'est pas digne de confiance. Certaines situations ne permettront peut-être pas de favoriser un cercle. Certaines familles pourront se retirer. Certains partenaires ne comprendront pas la posture attendue. Certaines institutions auront du mal à soutenir sans absorber. Certains bénévoles ne seront pas prêts. Certaines formulations seront mal reçues. Certains outils seront trop lourds ou trop abstraits. Ces limites devront être regardées franchement. Elles ne seront pas des preuves d'échec ; elles seront des matériaux d'apprentissage.

Les erreurs devront être travaillées avec une culture de responsabilité, non avec une culture de culpabilité. Si une formulation a blessé, il faudra la corriger. Si une démarche a été trop rapide, il faudra ralentir. Si un acteur a pris trop de place, il faudra clarifier. Si une famille a été trop sollicitée, il faudra revoir la méthode. Si un bénévole s'est senti seul, il faudra renforcer le soutien. Si une institution a voulu piloter ce qu'elle devait soutenir, il faudra reprendre la ligne. L'expérimentation ne sera crédible que si elle sait corriger ses propres gestes.

L'apprentissage devra aussi rester fidèle aux mots de Dediçi. Les mots ne sont pas de simples préférences stylistiques. Ils portent une pensée. On parle de rôles, non de fonctions. On parle de cercles de personnes de confiance, non de dispositifs relationnels administrés. On parle de petits toits et de grands toits. On dit que les institutions soutiennent les cercles, non qu'elles les tiennent. On dit que Dediçi catalyse, non qu'il possède. Si l'expérience oblige à ajuster certains termes, cela devra être fait consciemment, mais il ne faudra pas laisser les mots se déformer au fil des traductions.

Apprendre sans trahir suppose également de faire relire les enseignements par ceux qui sont concernés. Une méthode élaborée seulement depuis le noyau de cohérence risquerait de perdre le contact avec la réalité. Les proches devront pouvoir dire si ce qui est écrit respecte ce qu'ils ont vécu. Les professionnels devront pouvoir dire si les analyses sont justes. Les associations devront pouvoir signaler les points de confusion. Les institutions devront pouvoir comprendre les enseignements sans les transformer en procédures trop rapides. Les personnes impliquées elles-mêmes, lorsque cela est possible, devront pouvoir faire sentir si la manière de parler d'elles est respectueuse.

La capitalisation devra donc être vivante. Elle ne sera pas un rapport final posé au terme de l'expérimentation. Elle sera un processus continu : noter, relire, anonymiser, comprendre, corriger, reformuler, transmettre. Le livre-projet pourra devenir progressivement un livre augmenté par l'expérience. Les fiches chantiers pourront être révisées. Les formations pourront évoluer. La charte éthique pourra être complétée. Les hypothèses juridiques pourront être affinées. Le site internet pourra garder la mémoire des versions successives, sans exposer les situations.

Apprendre sans trahir, c'est enfin ne pas surinterpréter. Une réussite locale ne prouve pas que tout est réglé. Une situation améliorée ne signifie pas que la méthode fonctionnera partout. Une institution bienveillante ne garantit pas que toutes le seront. Un cercle renforcé ne signifie pas que les cercles se construisent facilement. L'expérimentation devra rester modeste dans ses conclusions, mais forte dans ses enseignements. Elle devra dire : voici ce que nous avons observé, voici ce que cela semble permettre, voici les conditions qui ont compté, voici les limites, voici ce qui mérite d'être essayé ailleurs avec prudence.

Le but de cet apprentissage n'est pas de glorifier le projet. Il est de servir les situations futures. Ce qui sera appris devra aider d'autres personnes, d'autres familles, d'autres associations, d'autres territoires à ne pas recommencer au même point. Si une erreur a été faite, elle devra éviter à d'autres de la refaire. Si une formulation a permis de débloquent un appui institutionnel, elle pourra être transmise. Si une manière de présenter les petits toits a rassuré une association, elle pourra être partagée. Si une grille de lecture a aidé une famille à se sentir moins seule, elle devra être conservée.

Apprendre sans trahir est donc une éthique de la transmission. C'est reconnaître que l'expérience appartient d'abord aux personnes qui la vivent, mais que certains enseignements peuvent être offerts à d'autres si l'on sait les protéger. C'est une manière de prolonger la solidarité : ne pas seulement aider ici et maintenant, mais faire en sorte que ce qui est appris ici puisse soutenir demain d'autres situations, sans jamais sacrifier les personnes qui auront permis cet apprentissage.

## **Chapitre 35 — Préparer l'essaimage**

L'expérimentation territoriale proposée par Dediçi n'a pas vocation à rester une aventure isolée. Elle doit commencer quelque part, sur un territoire capable de rassembler les premières volontés, les premiers appuis, les premières situations et les premiers chantiers. Mais si elle produit des enseignements utiles, elle devra pouvoir être transmise. Préparer l'essaimage ne signifie pas construire une franchise, ni imposer une méthode identique partout. Cela signifie rendre partageable une cohérence, des repères, des outils et des vigilances.

Ce qui pourra être transmis en premier, c'est l'inversion de regard. Partir de chaque situation plutôt que des dispositifs ; regarder l'environnement humain de la personne ; identifier les rôles tenus ou manquants ; favoriser les cercles de personnes de confiance ; demander aux grands toits de soutenir les petits toits sans les absorber ; mobiliser les ressources existantes avant de créer du nouveau. Cette cohérence peut parler à d'autres territoires, parce que les difficultés qu'elle cherche à traiter ne sont pas propres à un seul lieu. Partout, des proches fatiguent, des situations se fragmentent, des

institutions cherchent comment mieux soutenir, des citoyens pourraient contribuer sans savoir comment.

Ce qui pourra être transmis, ce sont aussi des supports. Le livre-projet, les versions simplifiées, les fiches chantiers, la grille de lecture d'une situation, la charte éthique, les supports de formation, les notes sur les rôles, les documents sur petits toits et grands toits, les repères pour recueillir les manifestations d'intérêt, les méthodes de documentation, les premières hypothèses juridiques. Ces supports ne devront pas être présentés comme des modèles à appliquer sans réfléchir. Ils devront être proposés comme des matériaux éprouvés, que d'autres pourront adapter.

Ce qui devra rester adaptable, c'est la forme locale. Chaque territoire a son histoire, ses associations, ses institutions, ses cultures de coopération, ses tensions, ses ressources, ses personnes reconnues, ses réseaux de confiance. Une démarche qui fonctionne en Alsace ne prendra pas exactement la même forme ailleurs. Dans un territoire, l'appui principal viendra peut-être d'une association familiale. Dans un autre, d'une collectivité. Dans un autre, d'un réseau citoyen. Dans un autre, d'un établissement ou d'un collectif de professionnels. L'essaimage devra respecter ces différences, sans perdre la cohérence de fond.

Préparer l'essaimage demande donc d'identifier les conditions minimales. Il faudra probablement un porteur de cohérence local, ou un petit noyau capable de tenir le cap. Il faudra des appuis associatifs et institutionnels suffisants. Il faudra une capacité à protéger les situations. Il faudra une formation initiale. Il faudra des personnes prêtes à ouvrir quelques premières situations avec prudence. Il faudra une compréhension claire du fait que les institutions soutiennent les cercles sans les tenir. Il faudra une capacité de documentation. Sans ces conditions, le projet pourrait être mal compris ou mal reproduit.

L'essaimage devra aussi transmettre les erreurs à éviter. Ne pas commencer trop grand. Ne pas exposer les situations. Ne pas confondre cercle et dispositif. Ne pas demander aux familles de porter davantage. Ne pas envoyer les bénévoles sans cadre. Ne pas laisser les institutions absorber les petits toits. Ne pas perdre les mots de Dediçi. Ne pas transformer l'expérimentation en communication. Ne pas croire qu'un soutien de principe suffit. Ne pas confondre vitesse et réussite. Ces erreurs, si elles sont clairement nommées, seront parmi les enseignements les plus précieux.

Il faudra également penser la formation des territoires intéressés. Un territoire qui voudrait reprendre la démarche aura besoin de comprendre le livre-projet, mais aussi de se l'approprier. Il pourra être utile de produire un parcours d'entrée : comprendre l'inversion de regard, comprendre les rôles, comprendre les petits toits et les grands toits, comprendre la posture de catalyse, apprendre à lancer un appel, apprendre à choisir les premières situations, apprendre à protéger l'intime, apprendre à documenter. L'essaimage ne doit pas être un simple transfert de documents ; il doit être un accompagnement à la compréhension.

Dediçi devra trouver sa juste place dans cet essaimage. Il ne devra pas devenir propriétaire des expérimentations futures. Il pourra transmettre, former, relire, soutenir, garantir certains repères, mettre en lien les territoires, capitaliser les retours, mais il devra rester fidèle à sa posture de catalyseur. L'objectif n'est pas que tout passe par Dediçi. L'objectif est que la cohérence Dediçi

puisse aider d'autres territoires à inventer leur propre manière de renforcer les petits toits avec l'appui des grands toits.

Préparer l'essaimage, c'est enfin donner une portée politique à l'expérimentation. Si un territoire montre qu'il est possible de partir des situations, de favoriser des cercles, de soutenir les proches, de mobiliser les citoyens, d'obtenir des appuis institutionnels sans absorption, alors il ne produit pas seulement une expérience locale. Il produit une preuve d'espérance. Il montre qu'une autre organisation de la solidarité peut être tentée. Il donne à d'autres le droit d'essayer. Il nourrit la réflexion plus large sur le Code de la solidarité, sur le mandat de protection de tous les temps, sur la place des aidants, sur la reconnaissance des personnes de confiance, sur la manière dont une société protège ceux qui ne peuvent pas tenir seuls.

L'essaimage ne sera donc pas une étape finale détachée du reste. Il doit être préparé dès le début par la qualité de la documentation, la précision des mots, la clarté des chantiers, la protection des situations et l'honnêteté des apprentissages. Ce que l'on veut transmettre demain doit être construit correctement aujourd'hui. C'est pourquoi le livre-projet lui-même est déjà un premier outil d'essaimage. Il pose la cohérence, il donne les repères, il ouvre les chantiers, il appelle les volontés. L'expérimentation viendra ensuite lui donner chair, limites, corrections et force.

## **Conclusion — Qui veut apporter sa pierre ?**

### **Chapitre 36 — L'appel final**

Ce livre-projet appelle à commencer. Il ne prétend pas que tout soit déjà prêt, que toutes les réponses soient connues, que toutes les difficultés soient levées. Il dit autre chose : le moment est venu d'aborder le problème autrement. Depuis trop longtemps, les situations de vulnérabilité sont regardées à partir des dispositifs, des places disponibles, des offres existantes, des cadres institutionnels, des périmètres associatifs ou professionnels. Tout cela est nécessaire, mais cela ne suffit pas. Il faut maintenant partir de chaque situation, regarder qui est là, qui sera là, et construire autour de la personne un environnement humain plus solide, plus lisible, plus soutenu.

L'appel ne demande pas une adhésion théorique. Il demande une volonté. Vouloir essayer. Vouloir comprendre. Vouloir soutenir sans posséder. Vouloir contribuer sans se substituer. Vouloir reconnaître que les petits toits ne naissent pas des grands toits, mais qu'ils ne peuvent pas tenir durablement sans leur soutien. Vouloir sortir des habitudes sans mépriser ce qui existe. Vouloir commencer avec prudence, avec méthode, avec exigence, pour le bien des personnes les plus vulnérables et de ceux qui les entourent.

Les ressources existent déjà en grande partie. Il existe des parents, des proches, des citoyens, des bénévoles, des associations, des professionnels, des services, des établissements, des institutions, des élus, des juristes, des chercheurs, des formateurs, des lieux, des expériences, des droits, des compétences, des volontés. Le problème n'est pas seulement de créer davantage. Le problème est de relier autrement. De regarder autrement. De réordonner l'existant autour des situations. De faire en sorte que les ressources ne restent pas dispersées, parallèles, parfois concurrentes, parfois

invisibles les unes aux autres, mais qu'elles puissent converger autour de ce qui compte : la personne impliquée dans une situation de vulnérabilité, son environnement humain, son projet de vie, sa protection, sa compréhension, son autodétermination possible.

Ce qui manque souvent, ce n'est pas une idée supplémentaire. C'est une cohérence autorisée. Une cohérence que l'on ose essayer. Une cohérence que les familles puissent comprendre sans craindre une nouvelle charge. Une cohérence que les institutions puissent soutenir sans chercher à la tenir. Une cohérence que les associations puissent relayer sans se sentir dépossédées. Une cohérence que les professionnels puissent rejoindre sans se sentir jugés. Une cohérence que les citoyens puissent approcher sans imprudence. Une cohérence que Dediçi propose de catalyser, non pour posséder le mouvement, mais pour aider à le faire naître.

Les chantiers sont ouverts. Il faut lancer l'appel, recueillir les manifestations d'intérêt, lire les premières situations, former et rassurer, favoriser les cercles de personnes de confiance, mobiliser les citoyens, organiser l'éthique, explorer les objets juridiques, obtenir les appuis, documenter et transmettre. Aucun de ces chantiers ne peut être porté par une seule personne. Aucun ne doit être tenu par une seule organisation. Chacun appelle des contributions différentes. Chacun peut y prendre part à sa mesure, selon sa place, son expérience, sa disponibilité, sa compétence, son autorité, sa légitimité ou son désir d'aider.

La question posée par ce livre-projet est donc simple : qui veut apporter sa pierre ? Qui veut aider à faire comprendre l'appel ? Qui veut relayer auprès des familles ? Qui veut ouvrir un espace associatif ? Qui veut soutenir politiquement l'expérimentation ? Qui veut aider à former les citoyens ? Qui veut contribuer à la charte éthique ? Qui veut éclairer les questions juridiques ? Qui veut aider à protéger les situations ? Qui veut documenter les apprentissages ? Qui veut permettre que cette démarche commence, non pas un jour, dans un idéal lointain, mais maintenant, avec ce qui existe déjà ?

Il ne s'agit pas de demander à chacun de tout porter. Il s'agit de permettre à chacun de prendre une part. Une part modeste ou importante. Une part visible ou discrète. Une part directe autour d'une situation, ou une part indirecte dans un chantier. Une part politique, associative, citoyenne, professionnelle, juridique, éthique, pédagogique ou documentaire. La cohérence solidaire ne naîtra pas d'un geste unique. Elle naîtra de l'agrégation de ces parts, si elles sont reliées par une intention claire et protégées par une méthode prudente.

Dediçi propose de tenir cette intention. Partir des situations. Respecter les rôles. Favoriser les cercles sans les posséder. Soutenir les petits toits par les grands toits. Mobiliser les ressources existantes. Protéger l'intime. Former les regards. Documenter sans trahir. Apprendre sans prétendre tout savoir. Transmettre sans imposer. Cette posture est exigeante. Elle demandera du temps, des corrections, des alliances, des désaccords surmontés, des mots repris, des places clarifiées. Mais elle offre une manière de commencer.

Ce livre-projet ne se termine donc pas par une conclusion fermée. Il se termine par une ouverture. Une invitation à manifester son intérêt. Une invitation à dire sa place possible. Une invitation à rejoindre un chantier. Une invitation à soutenir une expérimentation. Une invitation à donner au

territoire la possibilité de vérifier si une autre organisation de la solidarité peut être tentée autour des personnes vulnérables.

Qui est là ? Qui sera là ? La question reste ouverte, mais elle ne doit plus rester sans organisation. Elle doit devenir le point de départ d'un mouvement. Aujourd'hui, il est possible de regarder une situation et de demander qui tient déjà quelque chose. Il est possible de reconnaître ceux qui fatiguent. Il est possible d'appeler ceux qui pourraient venir. Il est possible de demander aux institutions de soutenir sans absorber. Il est possible de faire comprendre aux citoyens que leur présence peut compter. Il est possible de faire des associations non pas des concurrentes, mais des alliées. Il est possible de préparer, avec prudence, une solidarité qui ne repose plus seulement sur le hasard ou l'épuisement.

Pour les personnes les plus vulnérables, pour leurs proches, pour les professionnels qui cherchent du sens, pour les citoyens qui veulent être utiles, pour les institutions qui veulent soutenir autrement, il faut maintenant essayer. Ce ne sera pas simple. Ce ne sera pas rapide. Ce ne sera pas parfait. Mais il est possible de commencer. Et commencer, dans une telle matière, c'est déjà ouvrir un passage.

Ce livre-projet est cette première pierre. Il appelle celles et ceux qui veulent en poser d'autres.

-&-